

SOMMAIRE

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE DES RURAUX A MADAGASCAR.

Cas de la commune rurale d'Anjepy.

Titres et contenus		Page
INTRODUCTION		1
PARTIE I	CONCEPT GENERAL CONCERNANT LE DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	13
	Introduction	14
	<u>Chapitre 1</u> : Présentation générale de l'étude	15
	<u>Chapitre 2</u> : Les facteurs qui entraînent l'insécurité alimentaire	32
	<u>Chapitre 3</u> : Interprétation des résultats	40
PARTIE II :	ETAT DE LIEUX CONCERNANT L'ONG ET LE PROJET OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE	46
	Introduction	47
	<u>Chapitre 1</u> : Identification générale	48
	<u>Chapitre 2</u> : Identification de la raison du choix du domaine d'intervention	53
	<u>Chapitre 3</u> : Les stratégies d'intervention envers les populations bénéficiaires	57

PARTIE III :	IMPACT DE LA PERFORMANCE REELLE DE L'ONG ET PROJET PAR RAPPORT AUX ATTENTES DES BENEFICIAIRES.	70
	Introduction	71
<u>Chapitre 1 :</u>	Place des motivations, aspirations et attentes des bénéficiaires.....	71
<u>Chapitre 2 :</u>	Etude des aspirations et des attentes des bénéficiaires....	79
<u>Chapitre 3 :</u>	Les tendances susceptibles de gêner la poursuite normale et régulière des activités du projet et de l'ONG	88
	Conclusion :	95
	CONCLUSION GENERALE :	98
	GLOSSAIRE :	104
	BIBLIOGRAPHIE :	105
	ANNEXES	
	LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHS	
	LISTE DES SIGLES ET ABREVIATION	
	TABLE DES MATIERES	
	RESUME	

Introduction

1

Les quatre vingt pour cent de la population malgache vivent de l'agriculture et de l'élevage. Il est étonnant de constater que le problème alimentaire reste crucial à Madagascar.

Avant d'entamer le vif du sujet, il est important de souligner que dans le cadre de l'étude sociologique, il faut considérer tout problème comme étant un vrai « phénomène social ». *Qu'entendons-nous par « phénomène social » ?* "Toutes les manières d'agir, de penser et de sentir extérieur et qui sont doués d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'opposent à lui. Un fait social se reconnaît au pouvoir de coercition externe qu'il exerce ou est susceptible d'exercer sur les individus. La première règle, fondamentale, est de considérer les faits sociaux comme des choses. La chose s'oppose à l'idée, comme ce que l'on connaît du dehors à ce que l'on connaît du dedans.

Traiter des faits d'un certain ordre comme des choses, ce n'est donc de pas les classer dans telle ou telle catégorie du réel, c'est d'observer vis à vis d'eux une certaine attitude mentale"¹

Il est aussi intéressant de comprendre que ce phénomène est une réalité qui se présente tous les jours dans notre société, englobant tous les aspects économiques, socioculturels, juridiques et politiques. Les interactions entre ces divers éléments constituent « le phénomène social total ».

En effet, les sociologues doivent avoir une attention particulière sur la description et l'analyse de cette réalité sociale, afin d'établir des rapports cohérents et logiques entre les différentes facettes du phénomène. Aussi serait-il intéressant de proposer des suggestions réalistes pour alléger ou éradiquer le problème.

Notre recherche sur l'étude de la sécurisation alimentaire dans le milieu rural mérite donc d'être étudiée sous plusieurs angles. Elle peut embrasser à priori le domaine économique, principalement « la pauvreté » qui est classée parmi les causes profondes et immédiates du problème de la sécurisation alimentaire. Les causes profondes peuvent être associées à l'exiguïté du terrain cultivable, d'une part, à l'insuffisance du budget alloué à l'alimentation au foyer surtout au riz d'autre part, et enfin aux différentes conséquences néfastes de l'inflation qui détermine le pouvoir d'achat de chaque ménage.

¹ Définition tirée de l'œuvre d'E. DURKHEIM: "Les règles de la méthode sociologique", PUF - 1937, 103 p.

La réponse ne se trouve pas non seulement dans cet aspect économique mais aussi dans d'autres domaines: social et culturel qui jouent un rôle prépondérant dans les problèmes.

Premièrement, il faut déterminer l'habitude alimentaire, y compris les valeurs accordées à la nourriture, la fréquence des rations quotidiennes et le mode de cuisson, enfin la façon de prendre le repas.

Deuxièmement, il est primordial de tenir compte de la place de la femme (mère dans l'étude de la sécurisation alimentaire. La mère de famille ainsi que ses filles sont les premières responsables de la préparation des repas familiaux sur tous les plans : hygiènes, choix et préférences,..... Encore dans le même ordre d'idée, il ne faut pas oublier la place de la femme dans l'application des nouvelles méthodes culturelles, parce qu'en général, dans le milieu rural, les hommes partent en ville laissant leurs femmes et leurs enfants au village.

Troisièmement, toujours dans cette partie socio- culturelle, la religion doit être prise en considération avec toutes ses nombreuses restrictions. Elles peuvent influencer sur la ration alimentaire de chaque ménage ou même du village, vu aussi la multiplication des « sectes » et associations cultuelles, sans oublier la place des us et coutumes dans toutes les campagnes malgaches.

Encore faut-il bien considérer le rapport entre la situation matrimoniale, la taille de famille, le lieu d'approvisionnement quotidien ou périodique, ... chaque élément a un effet sur la variance et la fraîcheur des aliments à consommer.

A part ces aspects socio - culturels, il faut tenir compte des autres besoins de base pour mieux éclaircir le problème. Prenons le cas de l'éducation, le niveau d'instruction de tous les membres de la famille peut nous donner des indices sur la connaissance des aliments à consommer et sur l'aptitude à adopter de nouvelles techniques culturelles. Il faut aussi connaître aussi le niveau d'instruction du père, son autorité dans le ménage. En tant que chef de famille, il doit être le modèle de sa progéniture sur tous les plans, sa qualification professionnelle a son importance.

Il faut avouer que le problème sanitaire, comme le taux brut de la mortalité infantile, le taux de mortalité juvénile, la malnutrition n'ont pas été traités en profondeur durant cette étude.

Il existe encore d'autres problèmes qui ont des relations très étroites avec celui de l'insécurité alimentaire et de la sécurisation alimentaire, à savoir le problème démographique, administratif et juridico-politique

Pour terminer, on va essayer de traiter cette recherche d'une manière sociologique, les autres aspects dérivés seront étudiés ultérieurement. Pour cela il serait intéressant de mentionner en passant, que dans le domaine de la sociologie, « *l'action de chaque individu en fonction de ces contextes, devrait être prise en compte pour mieux comprendre le rapport de cause à effet à la question principale* »²² *qu'est le pourquoi de l'insécurité alimentaire à Madagascar ?*

Dans cette étude, une place prépondérante sera réservée aux descentes sur terrains à base d'observations et d'enquêtes, axées sur tous les domaines, afin de savoir les causes de la recrudescence de l'insécurité alimentaire et les problèmes rencontrés par l'ONG et le projet oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire du milieu rural à Madagascar.

Aussi, durant cette recherche, avons-nous opté pour notre enquête la commune rurale d'Anjepy, Fivondronana de Manjakandriana, située à 38,5 km de la capitale. Elle est une commune-pilote pour la mise en œuvre d'un programme spécial du FAO concernant la sécurisation alimentaire. C'est un programme réalisé conjointement avec le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Nous avons enquêté les bénéficiaires (membres du groupement paysan) et aussi les non-bénéficiaires concernant leur avis à propos des activités du Projet PSSA et de l'ONG GAD oeuvrant dans le domaine.

Aperçu général et historique du problème alimentaire (Contexte international, national, régional et local)

Le problème de trouver de quoi manger est aussi vieux que notre existence. Dans la bible, Dieu a recommandé à ADAM et EVE de bien travailler pour pouvoir se nourrir.

² " Interactionnisme symbolique" : c'est un courant de pensée développé par G.H.MEAD - (1863-1931)

Avant d'entamer cette recherche, il semble important de tracer rapidement l'historique du problème alimentaire, d'il y a quelques années. Nous allons essayer de voir un cliché de la situation alimentaire mondiale.

Après la deuxième guerre mondiale, une nouvelle phase économique et politique s'est placée partout dans le monde. La lutte contre la faim constitue une guerre qui a vraiment menacé la population du monde entier.

Il est vrai que chaque génération a souffert du manque de nourriture. A cette époque d'après guerre jusqu'à nos jours, l'alimentation suffisante en quantité et en qualité reste toujours un grand problème, surtout pour les pays en difficulté économique comme les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

A partir du jour où la campagne mondiale contre la faim a été lancée par l'Organisation Internationale de l'Alimentation et de l'Agriculture (FAO) dans les années 1951, sous l'égide des Nations Unies, tout le monde s'est penché sur ce grand problème qu'est l'alimentation. L'objectif est clair: « Attirer l'attention de tout un chacun sur l'insuffisance de nourriture pour le monde entier ».³

Pour cela, tous les pays membres de la FAO ont essayé de trouver des solutions adéquates et réalistes pour résoudre ce problème. De nombreuses conférences s'en sont suivies. La plus intéressante est « le sommet Mondial de l'Alimentation » en 1996. Les représentants Malgaches ont pris bon nombre d'engagements dont cette présente recherche: « la sécurisation alimentaire dans le monde rural à Madagascar ».

Parallèlement à tous ces projets et programmes de développement rural, nous avons pu remarquer que le nombre des mal nourris ne cesse d'augmenter. Prenons quelques faits remarquables. A part la grande famine provoquée par la maladie de pomme de terre en Irlande d'il y a 150 ans, il y avait aussi celle d'Ethiopie en 1985, de la Somalie en 1992 et de la Corée du Nord et même l'arrivée périodique du « Kere », chez nous, dans le Sud de Madagascar.

³ Document de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture FAO /FIAT/PANIS . La FAO en action A Madagascar – Maurice- Seychelles - Comores, 1998, p.3

Cependant, pour ne pas retomber dans le pessimisme à partir de ces constats, de nombreuses données chiffrées ont montré qu'il y a une nette amélioration mondiale dans le domaine de l'alimentation, dans les pays développés; par contre en Afrique, en Asie, des milliers de personnes souffrent encore de la « sous-alimentation et de la malnutrition chronique ».

En général, l'insécurité alimentaire se présente par la carence en protéine et en vitamine mais aussi elle est due par les guerres civiles ou les révoltes des gens affamés. Cet éveil général des aspirations populaires est un exemple typique des populations qui veulent se libérer de la faim tout en demandant la démocratie et la transparence afin d'acquérir un niveau de vie meilleure. Cette population, rongée par ce fléau, veut à tout prix revendiquer sa part de nourriture, équilibrée et suffisante pour son bien-être, d'où l'explication principale des grèves.⁴

Ainsi, devant ces faits, les dirigeants en place n'arrivent pas à résoudre ce problème au moment où la population souffre. Celle-ci, en effet, refuse de comprendre la valeur temporelle de l'attente, en se basant uniquement sur les promesses des campagnes électorales. Prenons à titre d'exemple le cas de Madagascar⁵ en 1960, après l'époque coloniale, le président Philbert Tsiranana a essayé de gérer à sa façon, contre vents et marrées, l'avenir de la nation. Par contre, diverses crises aussi bien sociales que politique avaient éclaté.

En 1965, arrivée de la première crise de riz accompagnée de la Révolte des paysans dans le Sud, en 1971. En 1972, éclate la crise estudiantine, entraînant la chute de la première République malgache. Le président est obligé de céder le pouvoir au Général RAMANANTSOA. Durant la transition de 1972 - 1975, toutes les institutions mises en place par Philbert Tsiranana ont été suspendues. La direction du pays a été régie par la loi constitutionnelle proposée en Referendum le 08 octobre 1972, par le Général RAMANANTSOA.

A son tour, en février 1975, le Général, lui aussi a donné le plein pouvoir à son Ministre de l'Intérieur, le Colonel Richard RATSIMANDRAVA, qui fut assassiné 05 jours après. Un Directoire militaire a été contraint de diriger le pays, ayant pour tâche de faire régner la paix, le retour au calme et la mise en place d'un nouveau gouvernement.

⁴ recueil du journal Midi N° page 05 et émission télévisée « journal de Ma-Tv du 12 mars 2004 »

⁵ "Histoire de Madagascar", tirée à partir des recueils des notes « anthropologie » 3^{ème} année par le professeur Ratsimbazafy Mahefa et l'ouvrage de Labatut Raharinirina Madagascar étude historique édition Nathan, 1969, Pp.177-223 et la prise de notes du Professeur RAZAFINDRALAMBO Martial : »Histoire de Madagascar « - 2ème année - 2001

La République Démocratique de Madagascar est née, en décembre 1975, espérant apporter un nouveau souffle pour l'avenir de la Nation. Nombreux avaient pensé que cette nouvelle voie allait amener le peuple malagasy au développement, à la réussite et au mieux être. Malheureusement, la théorie ne s'est pas concrétisée dans la pratique. Si bien que sept années plus tard, en 1982, la deuxième crise de riz a fait sa réapparition, entraînant avec elle, la hausse des prix des produits de premières nécessités⁶ (PPN) dans les marchés locaux. Journaux, périodiques, livres et revues en ce temps là, ont déploré que le prix du riz ait doublé, parfois triplé. A partir de ce moment-là, Madagascar, l'un des pays cultivateurs et mangeurs de riz du monde est contraint à en importer. Et c'est dans les années 1990 que la masse populaire a remarqué l'échec du programme du gouvernement en place. Le problème s'est aggravé et une longue grève déclenchée par les " Hery Velona" (rassemblement des partis politiques opposants au pouvoir) entraînait des conséquences néfastes tant sur le plan social qu'économique.

La France, soi-disant « protecteur », propose son aide pour la mise en place du processus démocratique, en collaboration avec le président Zafy Albert. Pire que son prédécesseur, ce président patauge dans le parlement et dans l'improvisation.

En 1996, le président Ratsiraka revient au pouvoir et propose au peuple malagasy des programmes pour réduire la pauvreté. Mais hélas, le problème persiste toujours, la majorité des Malgaches baignent dans la pauvreté. Après six années d'une véritable politique d'enrichissement rapide de la minorité dirigeante, Madagascar est classée parmi les Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ). Les projets de développement clamés haut et fort par les dirigeants ont échoué. La population, lasse d'attendre le changement, se réveille, entraînant la montée au pouvoir du président Marc RAVALOMANANA en 2002.

Le programme pour résoudre l'insécurité alimentaire est souscrit dans le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), la réussite ou l'échec de ce programme est une affaire à suivre.

Il semble que toute crise politique soit toujours liée au problème de l'alimentation (surtout le riz). Et si on se réfère à l'évolution de la nation, il est indéniable que les Malgaches ont aspiré à une vie meilleure dans une communauté viable, saine et heureuse.

⁶ PPN sont composés des 15 produits : pain bâtard, riz ordinaire, haricot, viande de bœufs avec os, lait concentré, oeuf, huile de soja ou d'arachide, café, sucre, sel de cuisine, charbon, pétrole, bougie, savon de ménage et allumettes. Ces produits sont classés parmi les produits les plus consommés et utilisés pour assurer les besoins primordiaux.

En général, la hausse des prix de ces produits représentent déjà le début de la crise économique et sociale, Enquête auprès des ménages, INSTAT, 2002

Il semble que toute crise politique soit toujours liée au problème de l'alimentation (surtout le riz). Et si on se réfère à l'évolution de la nation, il est indéniable que les Malgaches ont aspiré à une vie meilleure dans une communauté viable, saine et heureuse. Cette profonde aspiration est la conséquence de la pauvreté flagrante de notre pays entraîné par la consommation alimentaire qui accapare les deux tiers de la dépense ménagère.

Pour terminer cette partie, nous pouvons dire que l'insécurité alimentaire reste toujours un problème irrésolu dans les pays pauvres comme Madagascar. Nous savons que l'instabilité continuelle de la vie politique a toujours influencé le domaine de l'alimentation, premier indice de la pauvreté. Cette pauvreté typique des pays du tiers-monde découle de l'incompétence du régime en place, mais aussi elle peut être la conséquence des cataclysmes naturels, insurmontables comme les cyclones⁷ (Elita et Gafilo), l'invasion acridienne et la sécheresse.

Aperçu général et historique de l'évolution des projets et ONG oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire.

Nous avons vu dans la partie précédente que la pauvreté se base à priori sur les problèmes alimentaires. Pour apprécier, de façon exacte, la situation il faut connaître la genèse des ONG(s) et projets oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire.

A Madagascar, dans les années 1980⁸, les diverses nationalisations et la technique d'investissement à outrance dans le domaine de l'industrie et la volonté d'indépendance économique des années 70 n'ont pas apporté les résultats escomptés. L'importation du riz et du pétrole pesait sur le budget de l'Etat. Il a été donc nécessaire de négocier avec la Banque Mondiale et le FMI sur le Programme d'Ajustement Structurel, pour la remise en rail de l'économie nationale. Les bailleurs de fonds ne font plus confiance à l'Etat et les ONG(s) et projets du développement, sont au premier plan dans le domaine de la lutte

⁷ Les cyclones entraînant et alourdissant des problèmes socio économiques (hausse des PPN, perte de vie, culture ravagée...)

⁸ "HISTOIRE - Classes TERMINALES" : Mrs RANAIVONASY Claude, RASOLONIRINA Joseph Noël, RANDRIAMPAMONJY Solofomanana - UNITE D'ETUDE ET DE RECHERCHE PEDAGOGIQUES (UERP, Antananarivo 2001 - Pp. 46-49)

contre la pauvreté. Des partenaires financiers y voient des agents efficaces dans cette lutte. Ils les ont considérés comme étant des instruments efficaces pour canaliser les aides publiques, l'appui financier et technique. Ils appartiennent à la société civile et ne sont pas regroupés aux structures de l'Etat, même s'il y a une étroite collaboration entre ces deux entités.

A vrai dire, c'est là, une forme de désengagement de l'Etat, pour mieux donner aux citoyens la chance et aussi de se consacrer pleinement aux missions de développement du pays.

La multiplication des ONG(s) a signifié le fer de lance de la société civile en tant qu'acteurs privilégiés dans tous les programmes de développement.

En ce qui concerne principalement les ONG(s) et projets oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire, ils ont débuté dans les années 80.

La plupart de leurs activités touchent l'agriculture, l'élevage et la distribution des aides alimentaires.

Le projet le plus connu a commencé en 1987, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, appuyés par le FAO. Ils ont œuvré dans différentes régions de Madagascar (le Sud, la Côte Est,...). D'une part, ces actions ont concouru à la sécurisation alimentaire de la population malgache, qui pourraient être de façon ponctuelle et urgente (actions destinées à venir en aide en cas de catastrophes naturelles en fournissant des assistances alimentaire et médicale gratuites. D'autre part, ces actions ont aussi un caractère préventif, d'ordre agricole.

A partir des différentes expériences acquises durant la première phase, ce Ministère a pu élaborer une nouvelle stratégie de la sécurité alimentaire en 1997. Aujourd'hui, ce programme est encore validé dans le DSRP. C'est pour vous dire qu'actuellement l'aide publique au développement contribue largement à la lutte contre la pauvreté en finançant ces différents travaux dans le domaine de la sécurisation alimentaire. L'ONU avec ses diverses institutions spécialisées, telles que: FAO-UNICEF-OMS-PAM..., les ONGs internationaux (Croix Rouge-Catholic Relief Service...) les Associations des Natifs de Madagascar, les Projets comme la SEECALINE et les bailleurs, fruits des accords bilatéraux, s'attèlent et participent activement au développement du pays.

Enfin, durant cette étude, nous avons essayé de comprendre pourquoi toutes ces actions n'arrivent pas encore à éradiquer ce fléau qui sévit toujours Madagascar.

Problématique de la sécurisation alimentaire à Madagascar

Il est vrai que la problématique de l'alimentation est basée essentiellement sur l'insuffisance de la production à cause des problèmes d'ordre foncier et la non maîtrise de la nouvelle technique culturale. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire peut se présenter sous différentes formes, elle peut se produire même dans les pays possédant des surplus de production alimentaire.

Pour cela donc, les théories sociologiques sur la question nous permettent de dépasser l'analyse des processus simples de la réalité sociale. Elles peuvent nous donner aussi une vision de ce problème en décryptant les mécanismes sociaux, en relation étroite avec le problème alimentaire.

La question centrale de notre problématique s'interroge sur le pourquoi en dépit de tous les efforts, actions entreprises et déployées par les projets, ONGs et Associations pour lutter contre l'insécurité alimentaire et ses dérivés⁹, la plupart de ces programmes en cours ne semblent pas avoir des résultats escomptés. L'amélioration alimentaire tant sur le plan quantitatif que qualitatif de la masse populaire reste toujours une utopie.

Pourquoi les petits cultivateurs qui composent la majorité des pauvres à Madagascar n'ont pas la possibilité d'assouvir leurs besoins primordiaux qui leur donnent santé et vivacité pour être un élément actif dans le cadre du développement du pays ?

Puis à partir de ces problématiques, et parallèlement, du gage du gouvernement malgache qui proclame haut et fort 'le développement rapide et durable en demandant la participation effective de tout un chacun pour combattre la pauvreté, « si tel est le cas, est-il possible de faire un développement avec des acteurs mal nourris et sous alimentés » ?

⁹ les problèmes sanitaires y compris la malnutrition chronique qui touchent les 65% de la population malgache

Nous allons essayer d'éclaircir cette situation à partir d'une classification plus organisée et méthodique de ce problème. Le problème de la sécurisation alimentaire qui entraîne en fait d'autres problèmes, étroitement liés les uns aux autres, à commencer par la pauvreté qui détermine le niveau de vie de chaque ménage, ayant généralement un accès limité à ses ressources. Nous savons qu'à Madagascar, c'est la consommation alimentaire qui détermine cette pauvreté.

Elle est basée sur la question de qualité et de quantité des aliments à consommer dépendant en particulier des fluctuations du revenu national et de sa répartition parmi les différents groupes composant la population⁸. En fait pour la pauvreté monétaire la nourriture de grandes valeurs nutritives⁹ ne sont pas à la portée de tout le monde. Donc, on peut en déduire qu'il est inutile de produire en abondance tant que le pouvoir d'achat de la population majoritaire est minime.

Et il est important de préciser que ce manque de moyen financier joue un rôle prépondérant dans le problème alimentaire et ceci est valable aussi bien dans le milieu urbain que dans le milieu rural, en particulier durant la période de soudure (du mois de décembre jusqu'au mois de mai). En général durant cette période, la situation s'est aggravée et l'état nutritionnel des enfants comme des adultes devient de plus en plus critique. Les provisions dans les greniers de chaque ménage se sont épuisées et les produits alimentaires disponibles sur les marchés diminuent et incitent à la hausse des prix de tous les PPN. Chaque famille s'est efforcée de réduire son repas quotidien en attendant la prochaine récolte.

Cela nous conduit à conclure que les groupes les plus vulnérables restent toujours les plus touchés par ces problèmes alimentaires.

« Vulnérables » parce qu'ils ont une faible possibilité d'affronter les situations de crises¹⁰. Ils ne possèdent aucun moyen de s'en sortir; cette fragilité et inaptitude aux risques peuvent être de nature biologique, socio-économique, politique et environnementale. En plus, celle-ci est justifiée par le traçage le plus classique de la pauvreté qui commence par l'identification de la capacité de chaque ménage de satisfaire les besoins primordiaux qui assurent leur bien-être (ce calcul amène à savoir le taux de la consommation calorique brute de chaque ménage par individu).

¹⁰ Source: Bilan commun des pays: Madagascar 2001, document de la Banque Mondiale, département Afrique centrale et de l'Océan Indien.

¹¹ La viande, le lait, les œufs.

¹² Définition tirée du Document de la Banque mondiale « évolution de la pauvreté », volume 1, 28 Juin 1996

En effet, la malnutrition, la sous alimentation, vu le déséquilibre alimentaire ne sont que la manifestation d'une réalité économique et sociale basée sur le sous –développement et la pauvreté.

Nous sommes conscients qu'à cause de cette vulnérabilité dans tous les domaines, ces groupes de personnes deviennent et restent toujours les plus marginalisés de la population. Dans la capitale, les 4-mis¹¹, les populations à grandes difficultés économiques, sont rejetées par la société à cause de leur paupérisation permanente. Ils essaient de trouver leur nourriture même dans les bacs à ordures.

Par contre, dans le milieu rural les populations vulnérables sont les premières à être soupçonnées de « petits vols » aux champs ou au village, à part les groupes de personnes qui acceptent n'importe quel prix toutes les propositions émanant des patrons dans les zones franches ou des grands propriétaires terriens.

Nous essayons d'introduire ce problème de marginalisation dans le cadre de notre étude. Toute personne qui n'a l'aptitude d'élaborer une ligne de vie à partir de son propre moyen et les opportunités offertes par l'ONG/projet, pour modifier sa situation afin de suivre les normes pré-établies par la société est considérée comme marginal¹².

Les pauvres sont les plus touchés par cette marginalisation sous une critique négative. La désagrégation sociale et toutes considérations négatives qui gagnent jusqu'à leurs relations sociales, empoisonnant leurs perspectives d'avenir.

Il existe aussi des formes d'exclusion non apparentes, qui se ressentent et s'observent, mais qui sont tues. Cette situation mène à des problèmes plus graves car elle devient un obstacle pour sortir de la pauvreté.

Dans le milieu rural, nous pouvons observer ces groupes de populations qui ont vraiment le complexe d'infériorité lorsqu'ils sont en relation avec d'autres groupes plus aisés (ou vice versa). Le problème se présente surtout par la non participation des groupes les plus vulnérables dans les actions entreprises par les ONG (s) et projet (surtout dans le cadre de la sécurisation alimentaire).

¹¹ Les groupes les plus vulnérables de la capitale

¹² Tirée de la définition de la marginalisation dans « *le dictionnaire de la sociologie* ». Gilles Furreol, édition : Armand Collin, 1995, 315p

Ils ne veulent pas saisir les opportunités et les occasions offertes par les ONG(s) et projets à cause de leur isolement et de la pourriture à l'intérieur et à l'extérieur de soi¹³. Ces quelques grilles d'analyses nous conduisent à se demander: « *Pourquoi toutes les tentatives de reconstructions sociales élaborées par les actions des projets et ONGs ne restent que la valorisation des groupes intermédiaires et les plus démunis restent toujours des éléments passifs et s'appauvrissent de jour au lendemain ? Quels sont les risques de cette situation dans le cadre du projet de développement ?* »

Et si nous essayons de suivre la même logique de réflexion, « L'enrichissement réciproque est-il impossible dans la société malgache ? ».

Enfin, il est aussi intéressant de demander dans le cadre de cette recherche, la place de la mobilité sociale en posant l'interrogation sur le pourquoi de la société malgache même dans les années 2000, une ère nouvelle qui reste toujours une société statique, stérile en terme de mutation sociale ? Est-ce à cause de l'intervention sporadique et localisée de l'ONG et du projet qu'un minimum de la population profite de ces avantages ou est-ce seulement à cause de la faible participation des démunis, qui encourage cette situation ? Enfin est-ce que les pauvres n'ont pas la chance de gravir une certaine position plus élevée par rapport à ce qu'ils vivent aujourd'hui ?

Nous avons essayé de décomposer ces problèmes durant cette étude pour pouvoir appréhender la réalité de ce domaine. Il existe donc, de multiples catégories descriptives et analytiques qui tenteront de rendre compte de l'exhaustivité de ce phénomène. Il ne manque ni exemple, ni information sur terrain qu'on a pu voir durant l'enquête.

¹³ Même, si R-Castel - Paugan ont indiqué dans leurs ouvrages intitulée « *in Exclusion et Etat de savoir* » édition La Découverte, Paris 1996, qu'il existe une différence entre exclusion et pauvreté, dans le cadre de notre recherche nous pourrions dire que cette exclusion marginalisation est marquée par le faible degré d'adhésion ou participation aux différentes activités établies par la société.

PARTIE I

CONCEPTION GENERALE **DE LA SECURISATION** **ALIMENTAIRE**

Introduction

La nourriture est un élément vital pour l'homme. Elle est un facteur nécessaire pour se reproduire. Par ailleurs, une bonne alimentation assure le développement physique et intellectuel de chaque individu.

La présente partie constitue un bref aperçu sur ce qu'on entend par insécurité alimentaire.

Pour mener à bien cette partie nous allons voir en premier lieu la présentation générale de cette étude. Cette partie nous conduit à savoir la méthodologie adoptée durant la réalisation de cette recherche, en donnant en même temps les significations des concepts très utilisés durant cette étude.

Ensuite, il est intéressant d'avoir quelques connaissances sur les causes socioculturelles et économiques qui peuvent entraîner l'insécurité alimentaire au niveau du ménage.

Il est à noter que dans cette recherche, les domaines médicaux, agronomiques et météorologiques ne sont pas étudiés en profondeur, mais nous avons axé cette étude sur le volet social. Cependant, nous pouvons trouver quelques notions scientifiques appropriées aux problèmes alimentaires.

Et nous allons terminer cette partie par l'interprétation et l'analyse de toutes les données que nous avons pu avoir dans la partie précédente.

L'objectif de cette partie sera donc d'identifier les relations de cause à effet de l'insécurité alimentaire afin de mieux comprendre ses tenants et aboutissants car ces conséquences sont des plus néfastes pour ceux qui sont touchés et même pour l'avenir de tout le pays entier.

Chapitre 1 : PRESENTATION GENERALE DE L'ETUDE

1- Méthodologie de la recherche

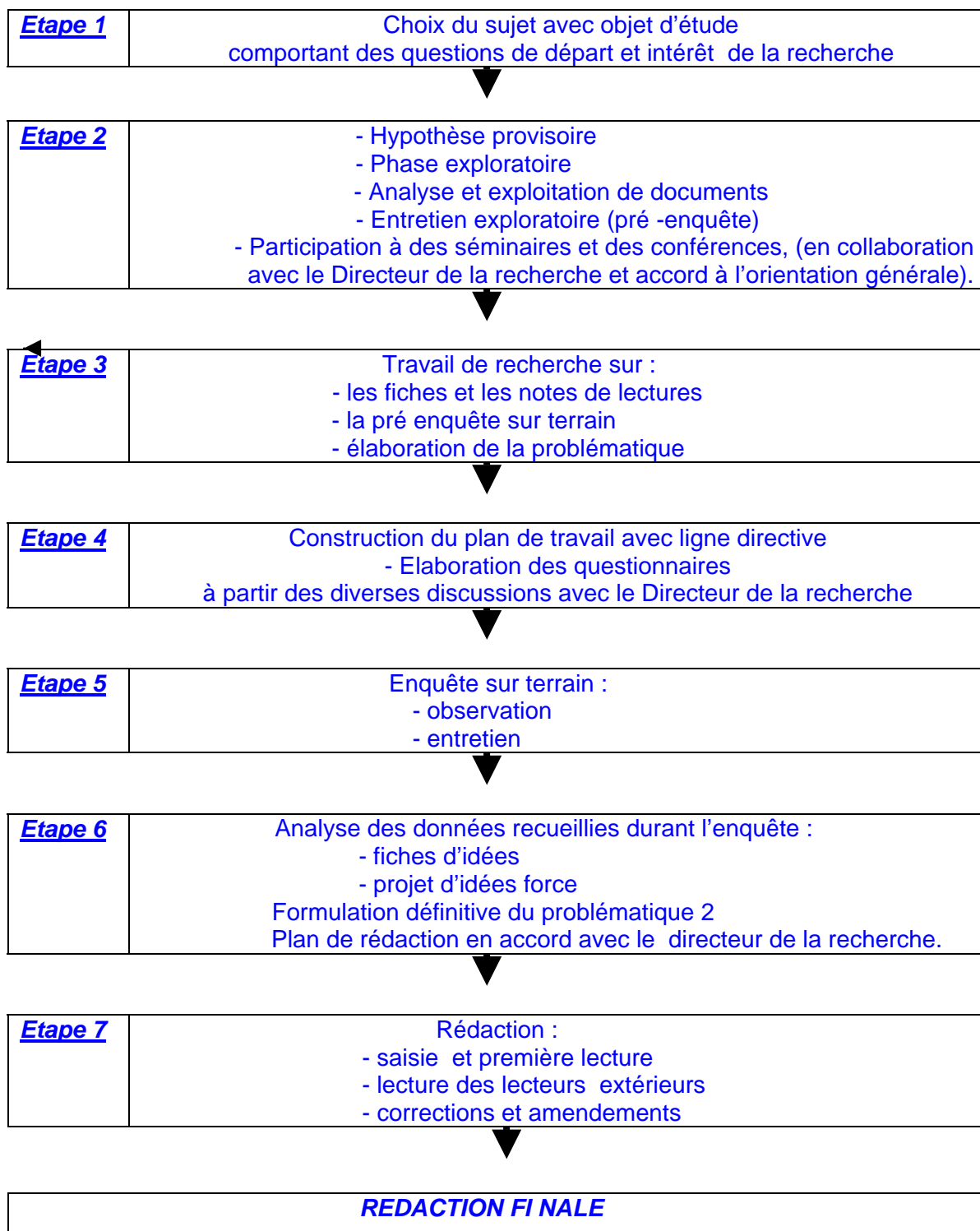
La méthodologie¹⁴ de la recherche définit la manière d'agir et de réfléchir avant et durant la recherche, pour atteindre le but fixé. Dans le cadre de notre étude sociologique, les hypothèses (réponses aux problématiques) devraient être confrontées à des séances d'observations et d'enquêtes sur terrain. Mais avant d'entamer la recherche sur terrain, nous avons passé plusieurs étapes que nous devons confronter. En ce qui concerne spécialement la méthode en sociologie, il existe plusieurs voies qui nous mènent à notre objectif, mais nous avons choisi celle la plus efficace afin que nous puissions comprendre d'une manière sociologique, ce phénomène social.

a) Etapes de la démarche

Nous avons pu élaborer et adopter la démarche sous mentionnée qui permet de conduire à cette recherche à partir des connaissances acquises durant ces quatre années d'étude en sociologie et aussi à partir des analyses et exploitations de divers documents que nous avons effectué durant la phase exploratoire. Nous allons essayer de schématiser¹⁵, par la suite, la propre démarche qui permet à l'aboutissement de cette recherche.

¹⁴ Cette partie est inspirée de la prise de notes durant le Cours de Madame Robinson Sahondra en 2^{ème} Année « Méthodologie de la recherche en sociologie.

¹⁵ Source étape de la démarche : Michel Beaud : « Art de la thèse comment préparer et rédiger une thèse de Doctorat un mémoire de DEA ou de maîtrise ou tout autre travail des universitaires. Edition La découverte Paris 1996,P 25 ,27

TABLEAU N° 1

Des documentations ont été faites auprès du Centre d'Etude et de Recherche en Sociologie (CERS), du Service de Documentation de l'école de l'Assistante sociale, du Bucas à Antanimena, du FOFIFA, de l'INSTAT, du Centre de Documentation des Nations Unies (CINU), de la Bibliothèque nationale, des Centres de documentation des organismes Internationaux et des ONG et des projets. Ces documentations nous ont beaucoup servi à la réalisation de la présente étude parce que le choix des lectures a été réalisé avec beaucoup de soins, vu l'ampleur du travail et la limite temporelle.

En plus, nous avons eu la chance d'être présente et d'avoir participé aux séminaires et aux conférences durant la deuxième édition de « la quinzaine scientifique » ayant pour thème « le rôle de l'alimentation dans le développement », « le riz qui nourrit le monde », « Une nourriture équilibrée garante du développement humain », « OGM et alimentation, situation et enjeu à Madagascar », « Chercheurs et professionnels de l'alimentation, bien produire, pour bien manger ».

Et enfin, vu l'évolution de la technique informatique et du mass média (les différentes émissions télévisées radiophoniques et les journaux quotidiens), nous avons pu tirer des informations sur le « NET ».

b- Echantillonnage et identification des enquêtés

Nous avons eu 3 catégories de personnes enquêtées.

D'abord, la pré-enquête est destinée particulièrement aux responsables (Ministère de la population, Ministère de la Santé publique), aux coordonnateurs nationaux de projets, ainsi qu'aux responsables des volets sociaux de divers ONG et projets. Les catégories de personnes ont été très utiles parce qu'elles sont généralement des témoins privilégiés sur terrain. Nous savons qu'elles sont avisées quant aux problèmes existants.

En général, ces responsables appartiennent directement au public cible sur lequel porte notre propre terrain d'enquête (Anjepy) et autre responsables qui travaillent dans les zones (sud, région d'Itasy, Côte Est de Madagascar). Ces derniers ont été optés pour avoir une vision large de l'état actuel du problème alimentaire à Madagascar. Les types d'entretien ont permis de bien ouvrir des pistes de réflexion, un moyen d'élargir les horizons d'analyses, et surtout, de prendre conscience sur l'enjeu et les aspects pluri-dimensionnels du problème à partir de leur divergence de point de vue.

En plus, durant ces entretiens exploratoires, nous avons utilisé la technique « semi-directive », c'est à dire, que nous avons essayé de poser moins de questions dans la mesure où ces minima d'interrogation sont toutefois nécessaires pour recentrer l'entretien sur les objectifs fixés. En même temps, nous avons invité les interviewés à approfondir certains aspects particulièrement importants du thème abordé. Parmi ces interviewés, nous nous sommes efforcés d'interviewer de responsables natifs et étrangers s'élevant au nombre de 25.

La deuxième catégorie des enquêtés a été composée de responsables locaux sur terrain, comme les coordonnateurs régional et national du PSSA, les responsables de l'ONG GAD et les autres travailleurs sociaux sur terrain et les élus locaux. Nous avons conservé la même démarche et le même questionnaire pour eux.

En outre, la dernière catégorie des enquêtés comporte directement le public cible de l'étude et est composée de deux groupes : les bénéficiaires et les non-bénéficiaires du projet. Nous avons essayé d'engager toutes les tranches d'âge possibles (des jeunes, des mères de famille, des hommes et des personnes du troisième âge)¹⁶.

Nous avons aussi eu des rencontres auprès de la majorité de tous les bénéficiaires (70% d'entre eux). Seuls, ceux qui n'étaient pas au village n'avaient pas enquêté. Ils sont nombreux d'accepter l'invitation, sans savoir le pourquoi de la réunion.

La technique adoptée, pour mener à bien l'enquête était ***l'entretien semi-directif avec questions ouvertes***, car ce type d'entretien vise à amener les enquêtés à exprimer leur vécu et leur perception des problèmes alimentaires, des avantages et des inconvénients de la collaboration avec les ONG (s) / projets.

Pour les non – bénéficiaires enquêtés, la plupart du temps, ils parlent moins des propos concernant l'ONG/projet. Avant de répondre aux questions, ils réfléchissent et rassemblent leurs idées avant d'exprimer leur point de vue.

Pour les bénéficiaires, surtout les responsables (membres du bureau des organisations paysannes), ils arrivent facilement à répondre aux questions posées parce qu'ils sont généralement habitués à ce genre d'enquête d'opinion.

Parfois, ils sont dangereux parce que pour de multiples raisons, ils ne donnent pas les vraies informations (illusion de la vérité), par peur de s'engager dans l'action et par prudence, de se justifier.

¹⁶ Les détails concernant les enquêtes sont expliqués dans la chapitre 2

Pour l'**échantillonnage**, nous avons enquêté 70% des membres de ménages au niveau des bénéficiaires. Et pour les non – bénéficiaires du projet/ONG, nous avons essayé d'enquêter les 10% des ménages.

Le *Tableau N°2*, ci-après, montre la répartition totale des enquêtés, lors de la pré-enquête et de l'enquête proprement dite.

1 ^{ère} catégorie	:	25 individus
2 ^{ème} Catégorie	:	15 individus
3 ^{ème} Catégorie	:	230 ménages ¹⁷
Bénéficiaires	:	110 ménages
Non – bénéficiaires	:	120 ménages
Nombre de groupements enquêtés	:	12/12, pour 12 Fokontany
Nombre d'hommes enquêtés (toutes catégories d'âges confondues)	:	120
Nombre de femmes enquêtées (toutes catégories d'âges confondues)	:	150

Nous avons enquêté plus de femmes que d'hommes, étant donné qu'actuellement, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, au sein de la troisième catégorie.

Par contre, dans les deux premières catégories, la majorité des enquêtés est composée d'hommes vu qu'à nos jours, ils occupent la plupart des postes de grandes responsabilités (30 hommes/10 femmes).

En ce qui concerne, le choix des bénéficiaires enquêtés, aucune difficulté n'a été rencontrée, par contre, il n'en était pas de même auprès des non adhérents, aussi nous avons utilisé la technique du sondage aléatoire,¹⁸ c'est-à-dire qu'on a prélevé leur liste auprès des Fokontany.

c- Méthode d'investigation des données sur terrain

Plus haut, nous avons évoqué l'utilisation de l'Entretien exploratoire, entretien non directif, dans le but d'avoir une vision large de la situation.

¹⁷ Moyenne de la taille du ménage : 6

Nombre du groupement total de la population de la CR d'Anjepy p215

Source , Document du GAD

Plan communal du développement p.13-2003

¹⁸ Tirée de la leçon de Méthodologie d'enquête du Professeur Robinson Sahondra en 2^{ème} Année et le Professeur Randrianatoandro Henri en 3^{ème} Année

Les questionnaires couvrent les indicateurs et les concepts impliqués dans la problématique et les hypothèses prédéfinies. Chaque question correspond à un indicateur qui a pour fonction de donner des directives utiles pour l'efficacité de cette étude. Le plus souvent, les enquêtes sont constituées de séries de questions relatives aux situations sociales, professionnelles des enquêtés et sur l'enjeu du développement,... et tous les problèmes alimentaires. À part ces entretiens, nous avons fait directement appel à l'observation directe.

Cette observation portant sur tous les indicateurs pertinents prévus dans le cadre de l'enquête (infrastructure existante, environnement humain et physique, comportement). À partir de cette phase d'observation directe, nous avons essayé de collecter le maximum de données.

Des questionnaires bien structurés ont été présentés, pendant l'enquête proprement dite sur terrain, mais il s'avère qu'ils étaient trop longs et nous avons pris la technique « **entretien semi-directif, avec guide d'entretien** ». Ceci pour créer une ambiance de confiance et d'assurance dont les paysans avaient besoin et ensuite, pour leur donner une impression d'enquête plus succincte.

En général l'enquête s'est effectuée dans le calme au bureau du Fokontany et s'est déroulée l'après-midi, puisque dans la matinée, les paysans vaquent à leurs travaux des champs.

Vu le problème temporel, l'enquête se fait en groupes, pour la troisième catégorie, et dure entre 3 heures à 4 heures. Cette durée dépend du dynamisme des enquêtés. Parfois, chaque enquêté donne son propre avis sur la question posée. Souvent, vieux et jeunes ne voient pas les choses de la même façon, et ne possèdent pas les mêmes réactions devant une situation.

d- Intérêt et limite de la recherche

Intérêt de la recherche

Nous avons pu participer au « diagnostic participatif » effectué par les techniciens agricoles du PSSA. Cette expérience a permis de mieux connaître la réalité en saisissant en même temps, les comportements et la dynamique des paysans pendant la séance.

Puis, nous avons choisi le thème " contribution à l'étude de la sécurisation alimentaire dans le monde rural en sachant que les 66,8% de la population touchée par le problème alimentaire vivent dans le milieu rural ".

De plus, ce problème intéresse pas mal de gens, à cause du nombre croissant de projets et ONG(s) oeuvrant dans ce domaine. Cela incite à mieux connaître leur fonctionnement, les avantages et les lacunes qui leur donne des recommandations réalistes pour qu'ils deviennent de vrais instruments de développement de par leurs actions.

Nous sommes intéressés par cette étude parce que nous sommes convaincus que la nourriture est un des éléments vitaux utiles à l'homme. Personne ne peut résister à la faim à part quelques groupes de personnes qui pratiquent la grève de la faim pour des multiples revendications.¹⁹

Se nourrir est donc, pour l'être humain une nécessité. C'est non seulement un facteur nécessaire pour se reproduire mais aussi un moyen pour le développement intellectuel.

Le dicton français nous dit que : « Ventre affamé n'a point d'oreille » et la parabole malgache « Ny tsinay tsy mba vatsy, ny kibo tsy mba lamosina » , littéralement le ventre n'est pas le dos car le premier a besoin d'aliments et aussi on ne peut pas se fier à l'intestin même s'il est plein.

Puis, il est nécessaire de porter l'attention sur la dynamique de l'organisation paysanne, car elle est de nos jours l'un des outils pour canaliser le développement.

Avant de terminer cette partie où nous nous référons à l'évolution de la nation malagasy dès l'indépendance jusqu'à nos jours, surtout après la crise 2002, il est certain que chaque citoyen a toujours aspiré à une amélioration de la condition de vie. Pour atteindre cet objectif, éclaircir les diverses facettes de la pauvreté dans le milieu rural Malgache est l'une de nos priorités. Pour ce faire, notre étude cherche à identifier les problèmes sur la sécurité alimentaire à Madagascar selon des enquêtes et des observations axées sur les conditions économiques et socioculturelles, liées aux conditions de vie et de travail du ménage car tous ces paramètres affectent l'état nutritionnel de la population.

Cette étude a donc pour but de donner des propositions économiques, sociales et humaines à Madagascar à travers de nombreuses synthèses et recherches ultérieures et la présente étude.

¹⁹ cette forme de revendication n'est pas vraiment répandue dans les pays pauvres comme Madagascar , au contraire on a remarqué l'afflux des gargottes sur la place du 13 mai durant la crise de 2002.

Limite de la recherche

Premièrement, nous savons que le recueil des données nécessite des entretiens relativement longs qui sont parfois difficiles à répondre pour les personnes interrogées, à cause de la fatigue ou de la paresse de quelques enquêtés, au bout de trois heures. Parfois, ils ont hâte d'en finir. Prenons à titre d'illustration, la réponse comme « Je suis d'accord avec lui », « je n'ai plus rien à ajouter », « il / elle a déjà mentionné ce que je pense, aucune idée,... ». Dans ces cas là, on a essayé d'animer l'atmosphère en sortant du sujet afin de rendre plus vivant le dialogue.

Deuxièmement, les personnes âgées font un long discours, où elles exposent leurs expériences de la vie. Parfois elles sortent du sujet, mais par politesse, nous n'osons pas leur couper la parole. Le même phénomène se passe chez les femmes et les hommes trop bavards. En général, nous avons essayé de les ramener au sujet.

Troisièmement, à partir des techniques employées durant la descente sur terrain, nous avons eu une vision plus large de la réalité. Malgré l'adoption de la technique d'entretien « focus - groupe », l'individualisation des réponses est très remarquée, car les opinions sont variées selon leurs positions sociales (classes sociales, âges, situations matrimoniales...).

e)- Monographie de la commune rurale d'Anjepy

Historique de la commune

Le village d'Anjepy est créé en 1810. C'est une commune rurale qui se situe près de la capitale, ses habitants sont en majorité d'origine Merina.

Avant 1947, Anjepy était un des quartiers du canton d'Ambatomena. Randriamitandrina, Rasoarahona, Randrianatoandro furent successivement les mpiadidy dans le village.

De 1948 à 1978, Anjepy faisait partie du village du canton de Carion, ce fut le tour de Rangita de se succéder à Randriamitandrina qui se chargeait d'administrer le village.

En 1978, Anjepy devenait une commune. Depuis 1998, après sa sélection comme commune pilote du projet FAO, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture. Anjepy porte le statut de commune rurale de deuxième catégorie.

L'origine de l'appellation, Anjepy signifie littéralement « l'où scintille ».. Elle est tirée de l'existence de la grande plaine située à l'Ouest du fokontany qui était autrefois un marécage. Faute de canaux d'évacuation, ce marécage était souvent bordé d'eau, surtout pendant la saison de pluie et vue d'en haut, l'eau semblait scintiller.

On a surnommé aussi Anjepy, la région d'Angararangana. Pendant l'époque royale, lorsqu'il y a une menace de guerre, les gens se dirigeaient vers le haut de la montagne pour mieux observer l'ennemie. Des sentinelles restaient en permanence sur les collines environnantes et se donnaient du signal en cas d'alerte. Le quartier général se trouvait sur la montagne à l'Ouest de la plaine d'Anjepy. C'est la montagne de l'Angararangana (on peut y regarder discrètement sans être vu).

Plus tard, cette plaine d'Anjepy est devenue un endroit où le cheptel bovin y venait paître surtout pendant les saisons sèches.

Qualité de vie du village et infrastructure existante (habitation, moyen de transport et routes, centre de soins, culture et information

****habitation***

Lors de notre passage, nous pouvons dire que la majorité des logements existants dans les quartiers d'Ambohibary, d'Anjepy sont des constructions en dures, comme dans les grandes villes. Dans les autres quartiers, comme le village de la région rurale de Madagascar, la majorité des ménages habitent dans les maisons bâties en terre ou en briques non cuites. Lors de notre enquête, nous avons constaté que 80% sont tous des propriétaires. En plus, à part les quelques maisons précaires, l'architecture respecte plus au moins les normes, vu que les 70% des hommes venant de cette région sont des charpentiers. En ce qui concerne la sécurisation alimentaire par rapport au logement, on a remarqué l'étroitesse des chambres, surtout pour les familles nombreuses. La cuisine, mal entretenue sert à la fois de salle à manger, de chambre à coucher et de poulailler. En outre, lors de l'entretien et de la visite à domicile, nous avons remarqué l'insuffisance d'ustensiles de cuisine adéquats (gobelets, seaux, récipients de stockage propre).

Il est à noter, au passage, que plus un ménage est pauvre, plus, il y a un nombre élevé d'enfants et ils vivent dans un logement étroit. En général, il ne dispose que d'une pièce pour 05 à 08 personnes.

***moyen de transport et routes**

Les ruelles constituent un moyen de circulation à l'intérieur du village et ceci constitue un grand problème surtout pendant la saison des pluies, périodes durant lesquelles, elles deviennent glissantes et boueuses. L'accessibilité du centre ville (pour le marché, école, hôpital) devient très difficile surtout pour les femmes et les enfants.

Les pistes rurales accessibles toute l'année (routes d'intérêt provincial et communal) qui relient Anjepy aux autres régions sont longues de 1 18,5km.

La route praticable de façon temporaire est de 54,5 km. Avec le projet SEECALINE, une piste de 48,2km est créée avec les villageois dans le cadre de l'HIMO.²⁰

Ceci nous explique que la route n'est plus un obstacle majeur pour le cas de ces paysans. Il existe en fait deux coopératives qui rallient Anjepy à la capitale : FIFIVA, KOFILA²¹.

Les charrettes, les transports à dos /tête d'homme, la bicyclette, les camions sont les moyens très utilisés par les villageois pour les transports de produits destinés à la vente ou autres.

*** centre de soins de base : (CSB₁, et CSB₂)**

La commune d'Anjepy est dotée d'un CSB₁, et CSB₂ qui sont opérationnels. Elle a 15 médecins, 05 matrones, 14 guérisseurs traditionnels pour assurer la santé et le bien être de la population.

*** culture et information**

A vrai dire la Commune Rurale d'Anjepy n'est pas très loin de la capitale et des villes comme Manjakandriana, Ambohimangakely, Sabotsy Namehana,, Antananarivo.

Ainsi l'accès à l'information ne s'avère pas difficile. En plus 40% des villages sont électrifiés. Même sans les journaux périodiques les gens peuvent bien s'informer par les mass-media (TVM , RTA, MBS). En plus, elle peut capter toutes les stations FM de la capitale et la radio rurale locale telle que la Radio Vakiniadiana.

Avec ses 90% d'adultes alphabétisés, 70% des villageois ont un poste radio, 30% des téléviseurs.

Mais durant le diagnostic participatif, les adultes âgées entre 35 à 70 ans ont l'habitude d'écouter les journaux radiophoniques et les émissions destinées aux paysans. Par contre les plus jeunes choisissent d'écouter des variétés et d'autres émissions culturelles.

Spécificité socio culturelle et économique

80% de la population sont tous des agriculteurs et des éleveurs et 70% d'entre eux ont tous des activités secondaires. Les gens pratiquent essentiellement le type d'élevage extensif de bovidés, de porcs, de vaches et volailles. La rizipisciculture et la pisciculture sont aussi très pratiquées dans ces régions surtout pour les paysans à niveau de vie plus aisée. Le type de culture le plus fréquent est la culture maraîchère (brèdes, carotte,

²⁰ haute Intensité de Main-d'œuvre

²¹ deux coopératives de transporteurs dans les régions de Vakiniadiana.

tomates....) La culture des tubercules et des racines (pommes de terre,, manioc...) les légumineuses et les céréales. On peut voir toutes sortes de fruits dans cette région, tels que les bananes, les mangues et les pêches,...

Beaucoup de gens pratiquent la culture associée ou mixte 60% de la population appliquent encore la culture traditionnelle (irriguée, jachère...), les 30% pratiquent la culture moderne et le reste, la culture semi moderne. 1403 ha de terrains sont cultivés et seulement 713 ha sont réservés pour la rizière.

Les légumes et les fruits sont cultivés pour la consommation et 40% des tubercules et des céréales sont acheminés vers la capitale.

10% des villageois sont des transporteurs, des camionneurs, et facilitent ainsi le transport des produits.

Cette commune est classée parmi les communes pilotes à Madagascar; grâce à ce dynamisme sur le plan économique et cette force de réceptivité de la population, elle aussi est l'une des régions accessible toute l'année.

• Profil démographique

A partir de l'échantillonnage durant notre enquête²², et l'observation personnelle sur terrain, nous pouvons déduire que la population est composée de la population jeune entre 15 et 35 ans (27%), 12% de population est composée d'adultes de 35 à 50 ans. Ils figurent parmi les groupes les plus actifs dans les groupements paysans. Le reste est composé d'enfants de moins 15 ans (35%), et de vieillards.

Et à partir de ces constats et des indicateurs²³ qu'on a employés,, on peut subdiviser la population en 4 catégories sociales :

- la classe sociale en grandes difficultés (40%) ; elle est pauvre, sans terre et vit au jour le jour. Elle mange du manioc, des bouillis du riz en faible quantité presque toute l'année ;
- la classe sociale en difficulté (20%) : elle représente les familles nombreuses ayant une faible superficie de terres à cultiver et pratiquent le métayage. La plupart de leurs enfants ne vont pas à l'école et elles n'arrivent pas à épargner de l'argent, pas même une petite économie ;
- la classe sociale moyenne (25%) qui a une source de revenu autre que l'agriculture (plus de 500 0000 Fmg par mois). Elle possède un terrain de plus de 1ha à cultiver (y compris la rizière).

²² Pour raison d'inexistence des données démographiques détaillé par le PCD

²³ Indicateurs : alimentation, métier et revenu, habitation, nombre d'enfant scolarisé ou non, niveau d'instruction, quantité du riz à consommer propreté foncière

- la classe sociale aisée (15%) a un mode de vie aisée et possède des camions, ayant des constructions en dur. Elle regroupe les personnes ayant des grands propriétaires terriens. Ambohibary/ Anjepy sont considérées pour eux des résidences secondaires après la capitale, Manjakandriana. Elle pratique l'agriculture et l'élevage en même temps, ils figurent parmi les grossistes et les détaillants du village.
- les deux premières classes sociales sont censées être les bénéficiaires des projets et feront certainement l'objet de la Partie 3.

2. Essai de définition des concepts usuels

a) Essai de définition de la sécurité alimentaire

Pour mieux comprendre la sécurité alimentaire, on va essayer de définir ce concept : la sécurité alimentaire se définit a priori comme le ²⁴ « Droit de chaque être humain d'avoir accès à tout moment sa ration quotidienne qui répond à ses besoins nutritionnels, en tenant compte de ses préférences et habitudes alimentaires afin qu'il puisse mener une vie saine et active ».

La sécurité alimentaire dépend généralement du niveau de vie et du pouvoir d'achat de chaque ménage pour assurer son bien être, à savoir les besoins vitaux tels que l'alimentation, l'habillement, le logement et les soins médicaux.

Ainsi, la sécurité alimentaire dépend de la question de disponibilité des aliments dans le grenier communautaire villageois ou du marché. Même si les familles n'ont pas les moyens économiques pour s'en procurer, au moins elles ont une connaissance sur l'utilisation de ces aliments parce qu'il existe des aliments à bon marché, mais d'une grande valeur nutritive.

Devant l'ampleur du problème alimentaire à Madagascar, de nombreuses activités ont été entreprises pour assurer la sécurité alimentaire de la population. La plupart de ces actions se basent sur l'amélioration de la production alimentaire (ordre technique), de la distribution de vivre pour les démunis. Tout cela a pour but d'assurer la capacité de production de la population et l'amélioration de la qualité des produits commercialisables sur le marché afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire des plus défavorisés et des plus vulnérables.

²⁴ La définition est tirée de la charte internationale du Droits de l'homme , article 25 - P.10, nations Unies 1998 et la définition du PAM /OEME , octobre 2002

Nous avons vu, à partir de ces définitions, que l'insécurité alimentaire sévit encore dans la grande île. D'après les données statistiques (EPM 2003), le nombre de gens sous alimentés et les enfants malnutris est en hausse, si on se réfère au chiffre de l'année 1993 (de 59% à 65,4% en 2002).

L'insécurité alimentaire se présente, sous trois formes²⁵ :

- l'insécurité alimentaire chronique qui touche 66,6% de la population rurale. Elle est chronique si l'individu manque constamment de nourritures (quantité/ qualité), l'individu qui consomme moins de 23000Kcal/jour ;

- l'insécurité saisonnière ou cyclique, en milieu rural: cette forme d'insécurité alimentaire intervient durant la période de soudure, période qui se situe généralement du mois de décembre jusqu'au mois de mai. C'est la période où chaque ménage doit diminuer la quantité d'aliment à consommer. Il doit ajouter en plus du maïs, du manioc, du s (taroo) durant ce semestre. L'état nutritionnel de chaque ménage devient alors critique, arrive l'exode rural et les gens sont forcés de partir en ville pour chercher du travail, ou retirer leurs enfants de l'école pour les faire travailler. Et on observe alors une hausse de mortalité infantile et juvénile.

- l'insécurité alimentaire temporaire généralement imprévisible apparaît quand les individus ont un faible accès à la nourriture à cause des phénomènes aléatoires d'ordre naturel (cyclones, inondations, sécheresse, tremblement de terre,), d'ordre politico-économique (période d'après guerre civile ou crise politique). Des évaluations d'urgence sont toujours entreprises pour déterminer la nature et l'importance des aides à apporter.

Pour conclure, cet essai ²⁶ de définition tiré des différents ouvrages, on peut dire que la sécurité alimentaire n'est autre que la possibilité de chaque individu, à partir de son propre moyen et à tout moment de l'année (besoin annuel) à une alimentation suffisante en qualité et en quantité, et en rapport avec sa culture (us et coutumes), son habitude et sa préférence alimentaire acquises dans le respect de soi, sans délaisser les autres besoins fondamentaux.

²⁵ Définition tirée par le CCA (bilan commun des pays) Rapport thématique (sécurité alimentaire, Nutrition, 2003)

²⁶ Toutes ces définitions suscitées sont des définitions de la sécurité alimentaire destinées surtout pour les pays pauvres, mais dans les pays riches, la sécurisation alimentaire se présente sous d'autres formes. Il se basent généralement sur la qualité des produits à consommer et les droits des consommateurs.

b- La sécurisation alimentaire selon les techniciens agricoles et les nutritionnistes

Nous avons choisi de prendre en considération les approches des ces groupes de personnes parce qu'ils sont les premiers concernés par les problèmes, selon les normes pré-établies par la société. Ils sont censés être les premiers responsables de ce domaine. Selon ces spécialistes, une bonne alimentation doit couvrir les différents types d'aliments qui sont représentés par les aliments:

- énergétiques dont, les céréales, les racines, les huiles végétales, le beurre, Ces aliments représentent les aliments riches en glucides et en lipides ;
- constructeurs et réparateurs, comme la viande, les poissons, le lait, les légumineuses, types d'aliments très riches en vitamine et en sels minéraux ;
- protecteurs, tels que les fruits et les légumes, riches en vitamines et en sels minéraux.

En plus, ces aliments doivent être sains, équilibrés et en quantités suffisantes. Pour cela, les hommes devraient consommer chaque jour un ou plusieurs aliments de chacun de ces trois groupes. Aussi faut-il au moins répondre aux besoins énergétiques et nutritionnels de la population. D'après les lois de l'alimentation, il faut 10 à 12% de calories reçus pour la ration journalière de l'homme provenant des protéines, 30 à 35% des lipides et 50 à 60% des glucides.

En moyenne 46 Kcal/kg/jour est le besoin énergétique de l'homme (=3300 Kcal) 40Kcal/kg/j pour les femmes (=2200Kcal) et en moyenne 2500Kcal pour les femmes enceintes. Pour les nourrissons et les enfants (les six premiers mois), ils se nourrissent exclusivement du lait maternel, de 6 à 12 mois 112 Kcal /kg/j et de 1 à 3 ans 1101Kcal/kg/j, 4 à 6 ans 91 kcal/j 7 à 9 ans 78 Kcal/kg/j, 60 Kcal/kg/j en moyenne pour les adolescents.

L'insuffisance alimentaire de l'homme peut entraîner de nombreuses conséquences sur le plan mental et physique parce que le véritable but de l'alimentation est de fournir à l'organisme des molécules indispensables pour son fonctionnement normal (source énergétique, renouvellement des molécules).

Nous pouvons dire donc que l'alimentation doit répondre à cette double demande : répondre d'une part, aux besoins énergétiques, c'est l'aspect quantitatif et d'autre part, l'aspect qualitatif.

Chacun d'entre nous, doit avoir une alimentation couvrant les exigences de son propre organisme, un équilibre entre les apports et les dépenses est donc obligatoire.²⁷

Les aliments variés apportant de multiples nutriments parce que les carences ou les excès favorisent un terrain favorable à certaines maladies.

Pour terminer cette approche du nutritionniste, la méthode la plus simple et efficace est la règle de 421:

- 4 aliments apportant des glucides ;
- 2 aliments apportant essentiellement des protides ;
- 1 aliment apportant des lipides.
-

Parallèlement à ces points de vues, les techniciens agricoles pensent que pour répondre à ces normes à Madagascar, les paysans doivent produire en abondance, parce que chez nous, le problème alimentaire est basé premièrement sur la faible quantité de la production alimentaire de base notamment le riz. Pour les éleveurs, les techniques améliorées devraient être appliquées (porciculture, pisciculture, apiculture...)

c- Concept de la satisfaction alimentaire au niveau du ménage.

Tous les paysans que nous avons pu enquêter sur terrain raisonnent en fonction de ces besoins. En général, 80% des enquêtés répondent que la satisfaction alimentaire est égale à la grande consommation de riz et de viande, leurs plats préférés. Pour les autres, la satisfaction alimentaire est considérée comme l'apaisement de la faim " Voky ".

Leurs normes correspondent à la prise des aliments trois fois par jour, ayant comme base alimentaire le riz et le manioc. Vu leur faible niveau d'instruction, ils ne prennent pas en compte l'aspect qualitatif des aliments (besoins en nutriments).

Seuls 10% des enquêtés ont compris que les hommes doivent manger des aliments de bonne quantité et de qualité pour mener à bien une activité normale en tenant compte du choix et de la préférence alimentaire. Ces derniers sont généralement bénéficiaires du projet SEECALINE. Ils constituent généralement les interviewés femmes. Mais d'habitude, les hommes et les adolescents pensent que les repas types proposés par les animateurs de ce projet ne conviennent pas aux adultes.

²⁷ Les quantités d'énergie dépendent de l'importance de l'effort. Pour les femmes les dépenses sont plus faibles pour des raisons physiologiques. En propositions de leur masse corporelle, les enfants et les adolescents dépensent plus de leurs besoins qui sont liés à leur croissance

d - Place de l'alimentation dans la vie quotidienne

Dans la vie quotidienne, surtout en milieu rural, les nourritures ont véritablement un sens qui dépasse celui de simples nourritures corporelles. En outre, chaque aliment a une valeur symbolique qu'on devrait respecter. Ces groupes d'aliments ont acquis une importance sociale qui n'a aucun rapport avec leur valeur nutritive. Les attitudes à l'égard des aliments donnés, comme : le coq, la canne à sucre, le porc, les œufs, les bananes, l'oignon et l'ail,... peuvent varier d'une civilisation à une autre. Ces types d'aliments occupent une place prépondérante dans les fêtes traditionnelles malgaches. Prenons à titre d'illustration, les fêtes comme la circoncision, ala-volon-jaza²⁸, le mariage, l'exhumation, les funérailles...Voici quelques types d'aliments avec leurs significations²⁹ : - le coq qui a la tête rouge, est considéré comme le coq le plus sacré et aussi le plus fort ;

- les bananes et les cannes à sucre sont destinées aux femmes qui veulent avoir des enfants ;
- le miel se consomme lors des grandes occasions parce qu'il signifie joie, bonheur et prospérité.

Nous pouvons dire que même de nos jours, de nombreuses personnes ne connaissent pas la signification de ces types d'aliments « sacrés », mais ils sont toujours présents durant les festivités, surtout dans les zones rurales.

Nous pouvons donc conclure que dans la société malgache, les aliments, à part leur rôle nourrissant, ont des significations, acceptées par tous, et assurent le bon fonctionnement de la société. L'absence d'aliments sacrés durant les festivités signifie un non-respect de la norme et de la valeur pré-établie.

Dans ce cas là, nous pouvons dire que l'alimentation devient un élément qui assure la relation et la protection de son identité culturelle. En même temps, elle maintient le sentiment d'amour et de solidarité entre les membres de la communauté. Ceci est marqué par l'invitation qui est le seul moyen d'aujourd'hui de se rencontrer. C'est un moyen d'intégration des moins jeunes dans la grande famille et la reconnaissance des grandes personnes.

²⁸ Première coupe de cheveux du nouveau-né

²⁹ tirée dans le livre "Fomba malagasy", collecté par Révérend W E Cousins , missionnaire du LMM édition LMC, 182 pages

Seule l'acceptation à une invitation au repas marque un sentiment de confiance et de convivialité. En même temps, l'alimentation joue un rôle de régulation sociale: " Nofon-kena mitam-pihavanana"

L'alimentation peut assurer la promotion de la vie d'une société à partir de la cohésion sociale. A part les retrouvailles durant une invitation, c'est aussi une occasion pour les échanges de vues favorables à l'élaboration des projets de société.

Enfin à part les prestiges qu'on peut avoir après une grande invitation, il y a certains aliments qui ont acquis une importance sociale, car ils sont coûteux et peuvent donner un sentiment de satisfaction ; alors que les aliments nourrissants sont tenus méprisables tels que : le soja, l'arachide et le lait.

e – Pauvreté

Nous avons essayé de définir ce concept dans le but de bien cerner la pauvreté qui est toujours présent tout au long de cette recherche. En plus, si nous nous référons à l'évolution de la société malgache, il est indéniable que chacun d'entre nous avons toujours aspiré à une vie meilleure en commençant par la bonne alimentation. Cette profonde aspiration est la conséquence de la pauvreté flagrante de notre pays qui affecte la consommation alimentaire.

Cette pauvreté ³⁰ se présente sous plusieurs formes :

- la pauvreté objective, ces termes englobent certains manques des différents besoins indispensables dans la vie quotidienne. A cet égard, nous pouvons considérer comme pauvre, tout individu qui n'a pas facilement accès aux cinq besoins fondamentaux, à savoir : la nourriture, le logement, l'habillement, l'éducation et santé. Cette pauvreté se répète plusieurs fois dans le domaine de la sécurisation alimentaire parce qu'elle se rapporte surtout à l'un des critères du bien être de la population;

- la pauvreté absolue : elle touche généralement les personnes manquant de nourritures. En fait, une pauvreté absolue surgit dans le foyer qui n'arrive pas à bénéficier quotidiennement de son alimentation. Une ration minimale quotidienne peut être déterminée à partir des caractéristiques de son contenu à consommer sur le plan qualitatif / quantitatif.

³⁰ La définition de la pauvreté est tirée de l'ouvrage de Dissouy : « Pauvreté à Madagascar » défi public et stratégie de ménage : INSTAT IMATEP (Dissouy est un spécialiste en socio-économie)

La pauvreté objective et la pauvreté relative existent aussi dans la société malgache, mais leur étude présente peu d'intérêt pour notre recherche, nous l'avons laissée de côté.

Cependant, les Malgaches sont fiers et ne se disent jamais pauvres. Ils préfèrent employer le terme « sahirankirana ». C'est un terme qui indique une situation provisoire, non permanente.

Et ceci nous donne l'impression qu'il est très nécessaire de bien définir la pauvreté dans cette recherche, pour éviter toute confusion parce que, même les riches endossent l'épithète de pauvre.

Les gens en difficulté pensent toujours qu'ils peuvent s'en sortir un jour à partir des actions de l'Etat. Les problèmes économiques et alimentaires étant liés étroitement, ces gens manifestent leur colère en exigeant le changement de gouvernement, ou même la démission du Président de la République. Il se trouve que les foyers de revendication soient les quartiers occupés par les ruraux immigrants, les sans abris et les familles en grande difficulté financière.

Chapitre 2 : LES FACTEURS ENTRAINANT L'INSECURITE ALIMENTAIRE

1- Aspects socio culturels des ménages victimes

a - Situation matrimoniale et composition des membres du ménage

La taille et la composition des ménages influent sur l'état nutritionnel de ses membres. Le ménage est aussi la famille nucléaire formée du père (le chef de famille), de sa femme et de ses enfants.

Une famille est élargie si elle comporte les grands-parents, les beaux-frères et les belles-soeurs, ...

Il existe en même temps des ménages monoparentaux qui ne comportent qu'un seul père, sans mère ou vice versa. D'habitude, cette famille est dirigée par la femme : veuve, mère célibataire ou divorcée.... Il est très rare de trouver une famille monoparentale dirigée par l'homme, surtout dans le milieu rural malgache.

De nos jours, à cause du faible pouvoir d'achat et de la hausse du coût de la vie quotidienne, les couples préfèrent vivre avec leurs parents (respectifs). Cette pratique est appréciée par les parents parce qu'elle donne aux jeunes couples toutes les leçons et les bonnes pratiques quotidiennes. La présence des grandes personnes au sein de la famille peut bloquer l'acquisition des nouvelles méthodes.

Dans ce cas là, l'influence et l'ingérence de grandes personnes dans la vie des jeunes couples deviennent un facteur de blocage sur le plan culturel. Ces parents ne respectent pas le choix de vie du jeune ménage et veulent leur imposer les leurs. Cette pratique vise à effacer les us et coutumes de la mariée au profit de ceux de son époux. En général, la présence des grands-parents, des frères et des sœurs et d'autres personnes alourdit davantage la charge et les dépenses au sein de la famille. A titre d'illustration 60% des femmes enquêtées se plaignent de cette situation, les autres trouvent celle-ci normale.

- **La taille de fratrie:** varie de 5 à 6 personnes et en moyenne une famille est composée de 6 à 7 personnes à Anjepy. Les ménages les plus pauvres ont plus d'enfants que les autres (de 07 à 12 enfants). Les familles aisées n'ont que 4 à 6 enfants.

De plus, on a constaté à partir de notre enquête que le lapinisme est de mode chez les plus pauvres. Cette situation aggrave et rend difficile la possibilité de se procurer la nourriture des enfants.

Pour plus d'informations, on va essayer de montrer à partir du tableau ci-dessous, la répartition de nos enquêtés, selon l'âge, la situation matrimoniale avec la composition des ménages.

TABLEAU N° 3

Bénéficiaires	Nombre de familles enquêtées		Famille	Monoparentale	Autres
	Ayant – de 5 enfants	Ayant + de 5 enfants	nucléaire		
Aisés	19	05	20	04	0
Moyens	20	18	28	12	2
Pauvres	24	30	41	10	5
Non bénéficiaires aisées	15	05	17	02	01
Moyens	27	06	20	02	03
Pauvres	10	48	47	09	07

Source : nos propres enquêtes

N.B: La détermination de niveau de vie s'effectue à partir de la répartition selon l'activité et la propriété foncière.

b- Niveau d'instruction des parents

Une grande partie de la population est alphabète grâce aux différentes activités de sensibilisation entreprises par l'ONG et les projets oeuvrant dans les différents domaines dans cette commune. Seules 10 personnes, parmi nos enquêtées, restent dans l'ignorance et n'ont pas la chance de fréquenter l'école, mais ils savent lire et écrire des phrases courtes en malgache et ont un savoir-vivre acceptable. Nous avons pu remarquer que les personnes du troisième âge constituent la majorité de celles qui n'ont pas mis les pieds à l'école. Les vieux disent que l'instruction était l'apanage des riches à leur époque.

Plus de 50% des enquêtés ont leur CEPE et les plus jeunes ont déjà fréquenté le lycée. Nous avons même rencontré des universitaires et des agronomes.

Le *Tableau N°4*, ci après montre qu'une grande partie de cette population a un faible niveau d'instruction même s'elle a fréquenté l'école.

Nombres des personnes qui n'ont pas fréquenté l'école	Ecole primaire	Alphabète			
		CEPE	BEPC	Lycée	Université
10	56	115	24	15	10

Source : nos propres enquêtes

Le niveau d'étude joue un rôle important dans le domaine de la sécurisation alimentaire. Dans l'ensemble des ruraux actuels, et d'après notre enquête, la grande majorité des adultes ont un faible niveau d'étude. Ses parents sont des modèles de référence, si bien que leur niveau d'instruction influe sur le comportement et la mentalité des enfants. Par la suite, il sera difficile de modifier leurs habitudes (alimentaire, mode culturelle) Là où le niveau d'étude est très faible, il n'est pas facile d'introduire la modernisation, pour eux les aliments doivent être bourratifs mais non pas nutritifs.

c- Habitude alimentaire (choix et préférence alimentaires) :

L'habitude alimentaire se définit par la ration alimentaire acquise par l'individu dès son jeune âge. Le choix et la préférence alimentaires sont devenus inconscients et difficiles à changer. Les aliments les plus habituels occupent une place de choix.

Dans toutes les régions rurales de Madagascar, les aliments de base sont composés du riz au premier rang et la consommation abondante du manioc « aliment noir », au second rang. La population malgache mange du riz en grande quantité,

Ce qui nous diffère des pays occidentaux. Cette habitude alimentaire dépend aussi du choix des paysans pour leurs cultures. Ils consomment ce qu'ils plantent.

Dans ce cas- là, leur choix fonctionne à partir de la qualité et de la quantité de leur production. Les ruraux consomment des produits frais à base de légumes et des féculents. La consommation d'aliments noirs, comme le manioc, patate douce, saonjo a augmenté durant la période de soudure. Mais la consommation du maïs n'est pas du tout répandue chez les paysans. Le maïs est destiné pour l'alimentation des poules et des bestiaux, même s'il comporte des composantes nutritives.

En ce qui concerne, les aliments complémentaires (le laoka / le dessert), la consommation de viande et de poissons est très rare. La première raison c'est que ces produits sont destinés à la vente et aux jours de fête. Les sucres et les huiles ne sont pas indispensables à la cuisson ; même si ceux-ci existent au foyer, ils préfèrent ne pas y toucher. Seuls, les visiteurs en profitent. La pomme de terre et les tubercules figurent en premier lieu des aliments complémentaires les plus appréciés. Ils en prennent presque toute l'année.

La consommation des fruits reste saisonnière. Les produits dérivés de la farine de blé (mofo gasy, beignets, les soupes (pâtes),) sont généralement des aliments pris hors du foyer surtout durant les jours du marché (chaque mardi).

En milieu rural, le marché sert à s'approvisionner des produits de premières nécessités, des matériels agricoles, des pesticides, des semences, des vêtements. Généralement, les ruraux fréquentent le marché trois ou quatre fois par ans surtout pendant la saison de la moisson.

d - Les restrictions d'ordre religieux

Nous avons déjà vu dans la partie précédente que les restrictions d'origine religieuse jouent également un rôle très important dans les traditions alimentaires, surtout pour les ruraux. La majorité des familles respectent toujours les valeurs symboliques de l'alimentation à partir des règles qu'ils ont prises pendant leur jeune âge. Les interdits alimentaires restent toujours significatifs pour tous les membres de la famille.

Les hommes les respectent mieux que la femme, parce qu'en général les femmes suivent les convictions religieuses de leur mari.

Parmi les Fokontany que nous avons visité, nombreux d'entre eux veillent encore aux croyances ancestrales. A titre d'illustration, on a pu voir 05 villages qui n'ont pas le droit de consommer des bananes³¹ et une grande majorité ne peut pas cultiver des oignons, ...La consommation des aliments interdits d'après leurs croyances, peut entraîner des malheurs dans le village pour les uns, et pour les autres le non-respect de ces coutumes peut conduire aux maladies et même à la mort. Leurs pratiques peuvent engendrer des grands problèmes dans le domaine de la sécurisation alimentaire de la région. Le projet SEECALINE a déjà rencontré un grand problème durant la sensibilisation dans l'école par l'emploi des ails et oignons durant la cuisson. Nombreux parents se plaignent du non-respect de la valeur culturelle par le projet.

Par contre, les restrictions d'ordre religieux dans le sens de " l'évangélisation », n'ont pas encore influé sur les habitudes alimentaires des villageois.

e- Mode de cuisson et ration alimentaire (hygiène, variance et fraîcheur, horaire des repas).

L'entretien, le focus groupe, et la visite à domicile, ont montré qu'en général 32 presque tous les membres de la famille prennent en charge la cuisson. Vu aussi la de mode de cuisson : les maniocs sont cuits avec de l'eau, ainsi que les pommes de terre / saonjo / patate douce. Ce mode de cuisson est facile et ne demande pas beaucoup de temps.

A titre d'illustration, le *Tableau N°5* montre le repas type des 80 % de ménage :

Horaire de repas			
Repas type	Matin 5 à 7h	Midi 10 h 30 – 12h	Soir 17- 19h
	Bouilli de riz pour les enfants + du café pour les adultes	Aliment noir + bouilli de riz et brèdes pour les enfants	Riz + <i>Laoka</i> *, en grande quantité

- *Laoka* : Brèdes, pommes de terre

Chacun mange à sa faim, sans retenu. La consommation de viande (bœufs, porc, poule, poisson,...) reste occasionnelle, une ou deux fois par mois en moyenne.

³¹ D'après le lovantsofina (bouche à oreille), les bananiers sont respectés car ils les protègent des ennemis avec du « kelimalaza » (ody les plus respecte durant la période **feodale**). En effet, le mpitankody (garde) s'était caché derrière le banannier et le Senegalais ne l'a pas aperçu derrière

D'une manière générale, la répartition des aliments pour chaque membre de la famille a des conséquences néfastes surtout pour les moins âgés. Le fait que toute la famille mange autour d'un grand plat, ne permet aux enfants, qui mangent plus lentement que les adultes, que de recueillir les miettes. C'est aussi le privilège des hommes durant les festivités, parce qu'ils sont généralement les premiers servis en prenant les meilleurs morceaux. Malheureusement, les femmes et les enfants n'ont pas pris en considération, parce que c'est une occasion pour toute la famille de manger de la viande, les hommes sont les grands bénéficiaires.

Enfin en ce qui concerne l'hygiène des aliments, 70% des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, 20% boivent de l'eau de source, et le reste boit encore l'eau des rivières. Les derniers courent toujours de grands dangers durant les saisons de pluies. Les diarrhées figurent parmi les maladies épidémiques les plus fréquentes pour les nourrissons et les enfants de bas âge.

La lessive se fait rarement dans les campagnes (linges, ustensiles de cuisine) La majorité ne se soucie jamais de l'hygiène corporelle ; ne sachant pas que cela peut entraîner des problèmes sanitaires, surtout dans le domaine de l'alimentation. Et pour l'environnement physique, 80% des ménages ont des WC.

2- Les facteurs socio- économiques

a- Activités des parents et source de revenu

• Activité du père :

Comme tous les ruraux, dans toutes les régions de Madagascar, l'activité principale de toutes les familles est centrée dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Cette activité est la première source de revenus de la famille.

Dans les régions d'Anjepy, à part cette activité de base, les hommes partent en ville pour trouver du travail, comme charpentier, marchand ambulant,... Suite aux enquêtes faites auprès des habitants, cela est justifié à partir de ce tableau récapitulatif.

TABLEAU N° 6

Activité Agriculture et élevage 100%	Activité secondaire des bénéficiaires 100%	Activité secondaire des non – bénéficiaires
arpentier	40%	30%
Charbonnier	10%	36%
Marchand	20%	14%
Chauffeur	07%	10%
Menuisier	20%	05%
Autres	03%	05%

Une grande partie de la population part en ville durant la période de soudure, parce qu'elle est obligée de travailler pour avoir de l'argent. Et en sachant qu'à partir de 45ans, les ruraux commencent à s'affaiblir, et pour assumer leurs responsabilités en tant que parents, ils doivent trouver un travail rémunérateur, dans ce cas là, presque la majorité de la population ne pratique que des activités instables et sans aucune protection sociale.

Cette solution montre déjà que le travail agricole ne suffit plus ; les productions annuelles des ruraux n'arrivent plus à satisfaire leurs besoins alimentaires. En plus, avec le manque de qualification professionnelle, ils exercent des petits métiers.

Enfin, le manque d'argent oblige les hommes (jeunes et vieux) à partir dans les grandes zones d'exploitation en laissant les femmes, les enfants, les vieillards qui assurent les activités agricoles du village. Durant la période de soudure, l'emprunt est la première forme de stratégie de survie le plus pratiqué.

- **Activité de la mère :**

Comme toutes les femmes des milieux ruraux à Madagascar, elles pratiquent les activités ménagères et c'est pourquoi, elles travaillent aussi la terre. Presque une grande partie des femmes enquêtées travaillent la terre mais sont généralement les moins payées. Les femmes touchent de 9000Fmg à 10000 fmg par jour, par contre les hommes sont payés de 10 000 fmg à 12 500 fmg. Cette différence de salaire se voit par la grandeur de la superficie travaillée par l'homme pendant une journée.

A part toutes sortes de travail payant, les femmes dans le milieu rural ont un emploi de temps trop chargé dans une journée comme la garde des enfants, la recherche de l'eau, la lessive et la cuisson, ... Cet emploi de temps trop chargé des femmes entraîne l'impossibilité de faire la cuisson qui suit la norme.

b- Fluctuation et hausse du prix sur le marché des aliments de base et des produits de première nécessité

La période de soudure est marquée généralement par la hausse du prix du riz et des PPN sur le marché. En sachant qu'à part la pénurie de production agricole, presque la famille n'a plus aucune épargne. L'argent reçu par la dernière récolte est déjà dépensé pour l'achat des radios cassettes, des bicyclettes (80% des ménages visités possèdent un poste radio et une bicyclette).

Pendant la période de soudure, la plupart de ces produits sont revendus pour acheter de quoi manger. Cette situation entraîne une répercussion grave sur l'alimentation et la nutrition aussi bien des enfants que des adultes. Elle en résulte dans un premier temps, la baisse de la ration alimentaire, la privation de certains produits comme l'huile, le sucre et le sel. Les ruraux ne peuvent pas améliorer le côté nutritionnel mais seulement maintenir un état de survie.

c- Problème foncier et exigüité des terrains cultivés.

La plupart des analyses sur la sécurité alimentaire se basent sur l'appropriation des terrains à cultiver (premier capital productif des paysans). En fait, les groupes les plus pauvres de la population sont constitués par des paysans sans terre. Cette situation découle à priori du système d'héritage ³² des terres à Madagascar.

Généralement les pauvres sont lésés, en terme de superficie et de qualité de terre (type de sol). En plus, les pauvres n'ont aucun moyen pour l'acquisition de terrains, par contre les ménages riches achètent plus de terre. En conséquence, l'inégalité dans la possession de terrains cultivables s'accroît généralement, les ventes de terrains des pauvres ont été faites suite à un besoin urgent d'argent pour la réalisation de certains événements sociaux (urgents, ponctuels, créés), par exemple l'exhumation, le mariage, la maladie, le décès d'un proche,...

Le métayage est pratiqué dans le monde rural malgache. Dans la majorité des cas, le paiement se fait en nature, c'est-à-dire, effectuer seulement après la récolte. Bien que le métayage soit interdit par la loi malgache, les paysans l'apprécient parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour la location. Le système est relativement inéquitable au cas où les 2/3 de la production reviendrait au locataire et le reste pour les propriétaires. Cette pratique est plus souvent conclue de gré à gré entre les personnes ayant des liens familiaux.

La sécurisation de droits de propriété, l'accès à la terre, l'insuffisance des équipements agricoles restent toujours les obstacles majeurs des ruraux lors de notre passage. Ils n'ont qu'une parcelle limitée à cultiver et cela montre que ces groupes de personnes n'arrivent pas à satisfaire leur autosuffisance alimentaire. Ils n'ont qu'une petite partie destinée à la vente (surtout pour les aliments de base). Des produits comme les

³² 70% des terrains sont acquises par voie de succession
Source : calcul sur la base de l'EPM 2001, INSTAT, DSM.

pommes de terre, l'arachide, les haricots, les fruits et légumes sont destinés aux marchés qu'à la culture principale de base.

d- Autres facteurs supplémentaires (insécurité, cyclone,...)

Le problème d'éloignement du marché par rapport au village ne se pose pas dans les régions d'Anjepy, vu les 2 heures de temps en moyenne pour rallier la commune et le centre ville (Antananarivo).

Mais le problème le plus fréquent pour cette région, est notamment, la fréquence des cyclones, les inondations et les maladies phytosanitaires. Ceci est dû à la position géographique de la commune (70%). Les récoltes sont ravagées par les cyclones Elita et Gafilo. Anjepy est affecté en moyenne, deux ou trois fois par le cyclone au moins dans une année.

Le problème d'invasion acridienne a presque totalement disparu pendant les années 2002 -2003.

En ce qui concerne la sécurité dans la région d'Anjepy (au champ ; Vol de bétail, ...). On peut dire qu'il y a une nette amélioration de la situation. Cette région ne souffre plus du problème d'insécurité, si ce n'est qu'un petit vol aux villages et aux champs. Il semble que la présence des gendarmes dans les zones rurales a contribué à cette amélioration de la sécurité publique.

CHAPITRE 3 : INTERPRETATION DES RESULTATS

1- Les conséquences néfastes de l'insécurité alimentaire dans la société.

a- Etat sanitaire des enfants et adultes victimes

Le déficit ou le déséquilibre de la ration alimentaire entraîne le mauvais état sanitaire surtout chez les nourrissons et les 'enfants de moins de 05 ans, représentent³³ à la fois une maigreur excessive et un gonflement caractéristique du ventre : C'est la conséquence la plus visible de la sous-alimentation (ration alimentaire insuffisante et malnutrition. «La malnutrition » mentionnée dans cette partie relève en fait des causes infectieuses dues au manque d'hygiène (mains sales, aliments souillés, enfants non lavés régulièrement,...).

³³ Information reçue à partir des Docteurs responsables PENSAN, ASERN, hôpital de enfants.

En fait, les enfants deviennent plus sensibles aux infections respiratoires et aux diarrhées. Il est à remarquer que le taux de fréquence des enfants atteints de ces maladies est très élevé dans ces régions surtout durant la période de soudure.

Et faisant partie des problèmes de santé, le nombre trop élevé d'enfants par ménage entraîne la diminution de leur ration quotidienne.

Le *tableau N°7* Représentant le taux des « malnutris » (maladie due à la sous alimentation) de ces trois dernières années témoigne la prévalence de la malnutrition dans la commune rurale d'Anjepy.

N.B : Toutes les données sont calculées à partir des techniques de mesure anthropométriques (Rapport Poids /Taille/âge).

CR Anjepy	Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Année
Site	2001	ND	ND	ND	ND	31,3	20,7	28,1	21,4	35,7	47,6	48,2	59,0	33,1
Mandritsara	2002	ND	48,1	50,4	46,9	41,4	42,2	ND	ND	ND	ND	ND	ND	45,7
	2003	46,2	42,1	36,5	30,5	31,6	34,5	24,2	27,2	29,4	25,2	43,5	48,3	33,0

1. à 12 : mois de janvier en décembre *Source : NAC, 2004*

Et pour les adultes dans le cas d'une insuffisance ou déséquilibre alimentaire, elle se présente sous forme de maigreur et de destruction des os. L'exemple la plus visible est la maladie dentaire³⁴ due à la dureté de l'activité musculaire et la consommation excessive des aliments noirs comme le manioc.

Plusieurs maladies peuvent être entraînées par la malnutrition, en tant que recherche en sociologie, nous allons laisser de côté ce problème. Mais nous pouvons conclure que la malnutrition et la sous-alimentation due à l'insécurité alimentaire aggrave l'état de morbidité de la population. Celle-ci fait partie des premiers indicateurs de la pauvreté.

b - Conséquences néfastes sur l'éducation

Chaque année 10 à 15 % des élèves sont contraints d'abandonner leurs études, l'année dernière. A partir du constat, nous pouvons déduire que cette situation misérable est fréquente chez les élèves issus des familles pauvres. Elles ont du mal à nourrir leurs enfants qui ne mangent qu'une fois par jour surtout durant la période de soudure.

³⁴ 80% de nos enquêtes ont un problème dentaire

En plus, les parents n'ont pas la possibilité de payer les frais de scolarité de leurs enfants, ils ne peuvent pas vendre les produits de leurs cultures de substance et ils n'ont pas d'argent. Mais cette situation à part, d'autres facteurs (pénurie d'enseignants, éloignement des écoles...) accentuent cet état. Il n'est pas étonnant de voir le faible taux de réussite aux examens et l'abandon scolaire.

Les principales victimes de cette situation sont les enfants et les jeunes parce qu'ils n'ont aucun moyen pour affronter la vie active. Ils constituent les premières mains d'œuvre ou salariés agricoles à bon marché. Cette situation encourage l'entrée précoce des enfants dans la vie active.

Le deuxième problème est que l'activité agricole devient le secteur refuge des analphabètes. L'agriculture est pour la majorité des ruraux une activité économique et pour certains, une raison sociale dans le sens qu'ils ne peuvent être intégrés dans les autres secteurs. C'est aussi une des raisons de l'incapacité des paysans malgaches.

c - Conséquences néfastes de la malnutrition et de la sous alimentation sur la production

A part des paysans non professionnels qui entraînent la faible productivité, la malnutrition et la sous alimentation engendre des conséquences à long terme.

Face à cette situation, l'organisme se fatigue vite, la personne victime est obligée de réduire ses activités à cause du déséquilibre, entre apports alimentaires et dépenses énergétiques. En effet elle devient de plus en plus inactive et ne peut plus assurer les activités agricoles amenant irrémédiablement un faible rendement de la production.

d - Population facile à manipuler

Nous pouvons dire que tous ces problèmes entraînent la paupérisation et la vulnérabilité au sein du ménage, surtout le manque de nourriture, par faute d'argent. A cause de la pauvreté et l'ignorance, la population dans le milieu rural est facile à manipuler et participe aisément à toutes sortes de revendications.

L'histoire récente de Madagascar en est ponctuée à chaque élection. 50% de nos enquêtées (surtout les non bénéficiaires) veulent bien savoir la raison de notre enquête par peur des jeux des politiciens, parce que généralement les politiciens agissent de la

sorte pour demander l'opinion et les problèmes de chaque ménage, en contre partie ils donnent quelques vivres ou une maigre somme d'argent.

2- Impacts socio-économiques dus à l'insécurité alimentaire

a - Endettement et dévalorisation sociale

Malgré les tentatives d'adaptation face à la hausse du prix des produits sur le marché, de nombreuses familles sont obligées d'emprunter de l'argent et du riz, à d'autres familles plus aisées. Le remboursement se fera à la récolte prochaine. Cette situation entraîne peu à peu, chez les démunis une sensation d'infériorité et d'humilité envers les donateurs. Cet emprunt en permanence engendre une dette morale pour toute la famille. Elle accepte toutes propositions lancées par certaines familles aisées. Pour les pauvres, la vente de biens et l'hypothèque se font jusqu'à épuisement.

Pour les autres, la nourriture journalière qui suit le régime normal donne à chaque individu une sensation de sécurité et si par accident, un manque ponctuel peut engendrer chez eux un état de tension. Cette privation peut causer une faiblesse de leur état physique, mais aussi des problèmes psychologiques à long terme.

b- Bouleversement de la structure sociale vers la tendance à l'individualisme

Même si nous avons évoqué dans la partie précédente que l'alimentation joue un rôle important dans la régulation sociale,³⁵ son absence ou son manque pourrait entraîner un dysfonctionnement au niveau de la société. Prenons à titre d'exemple :

- la rareté des visites familiales à l'heure du repas, seul temps de retrouvailles, par peur d'être traité comme des profiteurs qui font semblant d'être des invités.
- la diminution du nombre des invités, lors des jours de fêtes, à cause du faible pouvoir d'achat.

La notion d'entraide a diminué, l'affaiblissement de la cohésion sociale est très remarqué et l'esprit d'indépendance de chaque ménage a été de mise.

³⁵ place de l'alimentation dans la vie quotidienne

Cette déstabilisation du système amène à la destruction de la logique du « fihavanana » sur tous les plans.

c- Explosion de la famille nucléaire et abandon de famille

80% des familles monoparentales généralement dirigées par des femmes, à part les veuves, sont des familles abandonnées par le père.

A cause de la difficulté de nourrir ses enfants, le père de famille décide de partir et laisse la mère et les enfants au village. Dans ce cas là, la situation s'empire, la vie de tous les jours devient de plus en plus critique et en général ce type de ménage n'arrive plus à s'en sortir.

- **exode rural**

Toutes les analyses qu'on a effectuées dès le début de cette recherche illustrent la pauvreté dans les campagnes malgaches. Cette situation pousse les jeunes gens et les enfants à quitter leur village, en quête d'un travail rémunérateur.

Dans les zones d'Anjepy, les enfants, surtout les jeunes filles, préfèrent effectuer les travaux domestiques dans des foyers de la capitale. Pour les plus âgées, elles ont choisi de travailler dans les zones franches. Les parents affirment qu'elles partent généralement en groupes. Parfois le coût de la vie trop chère dans la capitale amène ces jeunes femmes à la prostitution. Par contre, les hommes trouvent au moins un emploi stable (maçon, receveur, ouvrier...) et ils sont mieux payés que les femmes. Tout cela favorise l'instabilité familiale.

Conclusion

Pour conclure cette partie, la sécurité alimentaire recouvre deux notions:

Premièrement, elle est toujours synonyme de recherche de la couverture qualitative/quantitative des besoins alimentaires fondamentaux d'une communauté.

Deuxièmement, pour les pays développés, sécurisation alimentaire signifie sécurité sanitaire des produits alimentaires destinés à la consommation humaine. La première notion est la plus approfondie durant cette recherche.

Dans les milieux ruraux à Madagascar, les plus pauvres qui constituent la majorité, vivent au jour le jour, se battent pour leur survie, en quête de leurs besoins vitaux quotidiens. De nombreuses raisons encouragent cette situation malheureuse.

Les conséquences de ce problème alimentaire infernal défectueuses s'aggravent et restent le cercle vicieux imposé par la misère de génération en génération.

Le défi lancé, la lutte contre la disette et la misère, nous conduit à un nouveau type de civilisation plus harmonieuse et plus désirable qui permet de préciser l'équilibre politique, économique et social au sein de la communauté malgache.

PARTIE II

ETAT DES LIEUX CONCERNANT L'ONG ET LE PROJET OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE

INTRODUCTION

Après avoir vu les graves répercussions sur la vie de l'homme et de la communauté tout entière dues à l'insécurité alimentaire, nous sommes convaincus qu'il est de notre priorité d'œuvrer avec efficacité dans le domaine de la sécurisation alimentaire pour le bien de toute une société.

C'est pour cette raison que l'action se base au sein des collectivités territoriales. C'est pourquoi de nos jours, les communes rurales jouent un rôle important dans le cadre de toutes activités visant le développement rapide et durable à Madagascar.

Au cours de cette seconde partie, nous allons essayer d'identifier l'approche générale adoptée par les projets et l'étude de la sécurisation alimentaire par rapport au terrain d'intervention. Dans une perspective proprement sociologique nous allons nous attacher à définir précisément les capacités, les stratégies et les objectifs conçus par les projets et les ONG pour leur fonctionnement sur terrain et au profit de la population bénéficiaire.

Cette partie a pour objectif d'identifier l'environnement socioculturel et économique par rapport aux stratégies d'intervention choisies, c'est une forme de diagnostic et d'analyse sociologique des aspects théoriques de l'action, avant d'entamer la troisième et dernière partie qui met en évidence le domaine proprement pratique.

CHAPITRE 1: IDENTIFICATION GENERALE

1- Identification générale de l'ONG et du projet oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire à Anjepy.

a- Approche générale et historique du projet et ONG

Madagascar fait partie des pays en voie de développement où la pauvreté persistant à longueur d'année et caractérisée par sa longue période de soudure, de 6 à 8 mois, et aussi par la famine qui sévit dans le Sud. La FAO participe activement à la réduction de ces fléaux à travers le PSSA, avec le concours d'autres organisations, associations de développement national et international.

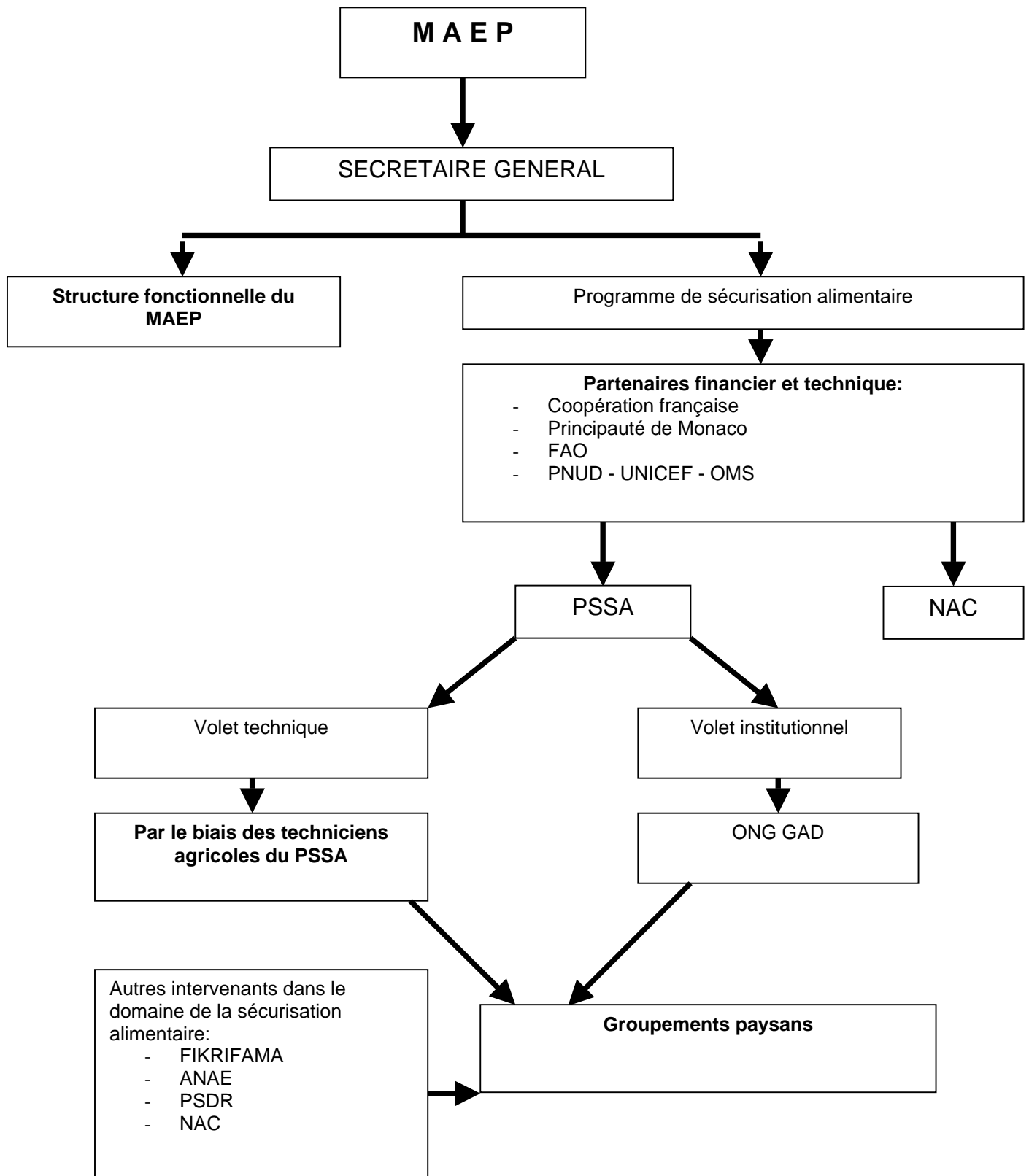
En 1996³⁶, le PSSA assurait la diffusion des nouvelles techniques agricoles et l'association GAD fournit la formation et l'animation du volet institutionnel des organisations paysannes (OP).

A cette époque, le projet entame le test au niveau de nombreuses OP. Les axes stratégiques d'interventions de la FAO reposent sur cette base de démonstration technique et intensification agricole. La diffusion des résultats ainsi obtenue est faite par l'effet des tâches débutées par le groupement adoptant ces nouvelles techniques.

La mission du projet s'inscrit dans le cadre de la sécurisation alimentaire. Ce programme est financé par le gouvernement français, le gouvernement malgache par le biais du MAEP, la principauté de Monaco, le PNUD et la FAO.

Pour mieux appréhender cette partie, nous allons essayer de la présenter à partir du *Tableau n° 8* ci-après:

³⁶ Cette partie est tiré dans l'ouvrage « Appui pour la mise en fonctionnement des OP en place dans les zones d'interventions du PSSA (Manjakandriana, Anjozorobe, Fenerive Est, Ambnohimahasoa, Manakara » Rapport final
Tome II, 23-10-01-, 92p



Source: enquête auprès des responsables du PSSA

N.B. Le projet/ONG cibles de notre enquête étaient le PSSA et l'ONG GAD. Mais nous avons pris en considération les propos des autres intervenants, pour élargir la posture de réflexion durant notre recherche.

b- Objectif fixé par le projet par rapport à la réalité.

Au moment de la création de l'ONG et projet, de nombreux objectifs ont été définis, tels que :

- la stimulation de la réflexion avec la communauté, selon le contexte local, en vue de mieux saisir la réalité, les atouts et les besoins, les contraintes de développement pré-existantes, afin de mettre en place l'autopromotion des OP ;
- le transfert de responsabilité de compétences pour former des organisations responsables, motivées, professionnelles et engagées ;
- le suivi et l'évaluation des actions menées au sein des OP dont ils ont la charge.

Ces objectifs sont élaborés dans le but de faire participer tous les paysans en tant qu'acteurs de développement pour la lutte contre la pauvreté et les faire évoluer à terme à l'autonomie.

Le défi de la FAO est la restructuration du système de productivité et de l'élevage à cycle court. En principe, ces objectifs sont définis pour éduquer, conscientiser et mobiliser les groupes marginaux (les pauvres). Les actions entreprises au niveau des groupements devront être appliquées afin d'aboutir à une transformation sociale, sentie de tous.

L'objectif spécifique du départ étant l'élaboration d'une stratégie durable de toutes les ressources pour une meilleure promotion de la productivité du système de production de l'agriculture et de l'élevage.

D'après les théories suscitées, nous pouvons dire que ces objectifs répondent effectivement à l'évolution des idées relatives au développement.

Et comme dans toutes les sociétés civiles à Madagascar, ces associations et ces projets ont tendance à agir en tant qu'intervenants internes dans la lutte contre la pauvreté et pour la reconstruction sociale. L'ONG et projet jouent un rôle de catalyseur des initiatives locales, régionales, nationales et internationales en constituant un réseau d'aide centré sur ces missions et objectifs.

Quelques-uns de ces objectifs sont réduits à cause de l'insuffisance des ressources financières et du problème temps, d'autres ont été rectifiés en fonction de la réalité et des besoins observés durant la descente sur terrains.

c- Aperçu général sur les stratégies d'intervention.

Les stratégies d'intervention sont les méthodes et les moyens prédéfinis adoptés pour la mise en œuvre des opérations, pour atteindre ces objectifs. L'analyse et la connaissance des stratégies adoptées durant les interventions sur terrain sont une des bases fondamentales qui assurent la réussite du projet de développement. Les stratégies exigent, à part la connaissance des objectifs spécifiques, la maîtrise de tous les éléments sur terrain, les hypothèses diverses de la destination finale.

D'une manière théorique, pour la réalisation de ces activités, le PSSA et ONG GAD veulent s'investir dans le domaine de la formation fonctionnelle (institutionnelle, technique) pour toutes les OP existantes. L'objectif est la responsabilisation des membres vers le professionnalisme. Ces méthodes d'approche sont les plus utilisées durant les interventions sur terrain :

- la démarche d'animation participative ;
- l'Approche Participative au Niveau du Village (APNV) ;
- la Méthode Accélérée de Recherche Participative.

Le seul but était d'engager les participants à respecter la diversité socio-économique et culturelle du village, concilier les intérêts de tous, écouter les propos des villageois afin d'examiner et d'analyser la situation à partir des différents points de vue recueillis durant la démarche participative³⁷.

Elles appliquent aussi l'analyse socio-économique selon le genre. Cette démarche consiste à analyser les activités de développement fondées sur les aspects socio-économiques en identifiant les priorités des femmes et des hommes par rapport à leur cadre de vie.

Enfin, nous observons l'emploi des méthodes d'Information, de Communication, d'Education, Efficace menées d'une façon Continue (IECC). Elle est adoptée à partir d'une méthode participative, expositive et démonstrative. La réussite et la concrétisation de la théorie dans la pratique sur terrain auront été étudié dans la partie III.

³⁷ Le passage est tiré de la conférence présentée par Madame Razafitsheno de la CAFED (Spécialiste en approche GENRE)

d- Différents types d'ONG et projets existants pour la sécurisation alimentaire dans la région d'Anjepy

La commune d'Anjepy figure parmi la commune pilote des activités de la FAO cela n'empêche pas l'existence d'autres associations et ONG tels que :

- le projet SEECALINE, en 2001 avec son programme PNC (Programme de Nutrition Communautaire) qui vise la surveillance et la promotion de la croissance des enfants de moins de 05ans. La distribution des suppléments alimentaires, vitamine A et beaucoup d'autres vivres aux femmes enceintes et allaitantes. Il soutient ainsi les activités des communautaires visant à améliorer la nutrition, l'hygiène, et l'assainissement dans le village (activité dans le cadre du Fonds du bien être ou FBE) comme l'HIMO ;

- mêmes activités et cibles pour le NAC mais travaillant seulement dans le site Mandritsara. Elle collabore étroitement avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la Pêche (MAEP), Ministère de la Santé et l'UNICEF-Ils ont débuté leurs activités en 1996 ;

- le FIKRIFAMA qui a déjà terminé son activité en oeuvrant dans l'adduction d'eau potable dans les 70% des villages dans le CR d'Anjepy ;

- l'ANAE assure le domaine de la conservation du sol,a débuté ses actions des les années 1999 ;

- le PSDR, en 2000 en encourageant la formation des micro – projets au niveau du groupement.

Enfin, l'ONG GAD /PSSA en collaboration avec FAO.

Nous avons remarqué que la majorité des projets et ONG existant dans la CR a œuvré dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage pour assurer la sécurité alimentaire au niveau des villages. Nous avons constaté aussi l'interférence entre les actions en faveur de la sécurisation alimentaire, et les autres actions en matière de développement, comme les actions en matière de sécurisation alimentaire/et l'éducation santé, développement agricole, protection l'environnement.

D'après les divers entretiens et enquêtes menées auprès des responsables, la synergie des actions et les résultats attendus ne sont pas palpables, vu le manque de coordination des actions menées par chaque entité oeuvrant dans la sécurisation alimentaire.

CHAPITRE 2: INDENTIFICATION DE LA RAISON DU CHOIX DU DOMAINE D'INTERVENTION.

1- Etude préalable effectuée avant l'intervention sur terrain.

a- Conception de la pauvreté à MADAGASCAR

Comme toute analyse sur la pauvreté, la conception se base sur la difficulté des paysans qui ne savent même pas la raison de leur pauvreté et qui ne connaissent pas la logique pour sortir de ce dénuement. Mais comme tous les Malgaches, ils acceptent la situation telle qu'elle se présente du jour au lendemain. Cette situation est catastrophique pour la région et pour la nation toute entière avec notre économie qui repose à 80% sur l'agriculture.

Pour cela donc, l'ONG et le projet pensent qu'il est nécessaire d'investir dans le domaine alimentaire surtout sur l'intensification de la filière riziculture, manioc, pisciculture pour assurer l'autosuffisance alimentaire de chaque ménage. (c'est à dire la disponibilité et la satisfaction du besoin annuel alimentaire). Selon eux, la priorité des paysans malgaches se fonde à priori sur « la disponibilité », la qualité ou « utilisation » est toute une autre affaire. Actuellement avec le projet SEECALINE, nous avons commencé avec la nutrition des enfants.

Celle –ci se fait par l'amélioration de la situation alimentaire des paysans, à partir de la diffusion de la nouvelle technique agricole et élevage, y compris la diversification de la culture pour assurer la performance. Avec des paysans qui ne savent pas faire du calcul économique, la formation au niveau des OP bénéficiaires figure parmi les priorités.

b- Raison du choix du domaine d'intervention

Avec des prévisions aussi sombres concernant l'état nutritionnel de la population malgache ayant pour cause le faible rendement en agriculture et en élevage, surtout dans les milieux ruraux, il est important de lui donner un moyen pour s'en sortir, pour alléger au moins ce problème.

Il est évident que la première solution est l'augmentation des aliments suffisants pour chaque ménage. Ensuite, avec les denrées, on peut assurer la commercialisation pour subvenir à leurs besoins vitaux.

Pour les paysans qui veulent augmenter leur production, il leur faut redoubler d'effort dans l'assimilation et la pratique des nouvelles technologies et des pratiques peu coûteuses, faciles à réaliser et disponibles dans l'immédiat.

Le PSSA en collaboration avec l'ONG GAD et les villageois pensent à réaliser des activités indépendamment de leurs intérêts matériels, financiers et politiques. Ils visent une agriculture durable à partir des connaissances et des compétences qu'ils ont acquises dans ce domaine. Ils essaient de faire un usage productif du capital social (homme), à partir de la capacité des gens à travailler ensemble (OP) pour régler en commun leurs problèmes.

La réalisation d'une agriculture durable produit conjointement de la nourriture et d'autres biens pour les familles des paysans, mais aussi, toute une variété de service pour la collectivité, à citer les barrages, la protection de l'environnement (la non pratique de la culture sur brûlis), sans oublier la qualité du paysage dans la région. Cela nous identifie que l'action dans le cadre de la sécurisation alimentaire offre de nombreuses fonctions non alimentaires

c- Diagnostic participatif et étude des contraintes sur terrain

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un processus de développement rationnel, équitable et viable, il est actuellement une nécessité d'impliquer les citoyens, la société civile et les élus locaux (3P : Partenaire Privé- Public) dans l'élaboration de son projet de développement.

Le diagnostic participatif a pour but la proximité du centre de décision à partir de la participation effective de tous ces éléments composants de la société. Cette séance aborde plusieurs questions relatives au domaine de la sécurisation alimentaire dont l'identification des ressources humaines, la présentation des atouts pouvant être mise en valeur (propriété foncière, nombre de bétails) sur les quels pourra asseoir les stratégies de développement futur.

A partir de ce diagnostic, nous avons put savoir les problèmes éventuels, les risques dans le futur à part, les recensements des besoins de la population. Et tout ceci permet l'établissement du bilan de la situation actuelle avec la formulation du projet dans le futur.

Durant notre participation, cette séance dure 3h à 4 heures pour une OP composée de 10 à 18 membres au maximum. Nous constatons qu'une grande partie de leurs projets s'inspire de l'élevage (porciculture, poules pondeuses, vaches laitières.)

Après la séance, nous avons pu conclure que le premier souci sera basé sur le problème monétaire et le perfectionnement des matériels agricoles et les bœufs pour la production. L'agriculture n'intéresse pas le micro projet, à cause de l'insuffisance de terrains à cultiver, d'autant plus que l'élevage à cycle court. Or les paysans pensent que ce dernier pourrait être fructueux et avantageux.

2- Les capacités des ONG et des projets

a- Capacité et atouts des interventions choisies

A partir des expériences qui ont été confiées au projet /ONG, et à partir des équipes pluridisciplinaires (hydraulicien, géographe, économiste, ingénieur, agronome, sociologue, juriste) nous pouvons dire que c'est une équipe dynamique et capable.

A part cela, ils ont dispensé des cycles de séances d'information fonctionnelle de ses membres, avant toute intervention sur terrain telle que « la formation des adultes », la régulation des groupes et la mise en fonctionnement des groupements d'intérêts économiques » etc..

A l'issue des différentes expériences en matière de développement, les cadres de l'ONG et les techniciens agricoles ont acquis des capacités à comprendre les aspirations de toute une population vers le progrès.

Comme perspective d'avenir, l'association souhaite maîtriser dans le futur, le vrai développement harmonisé et intégré qui va de pair avec la prise de conscience de la population et qu'elles seront les maîtres de leur devenir politique, économique et social.

b- Problèmes rencontrés dans l'application de ces objectifs

Premièrement, il est difficile d'évaluer la qualité d'évolution du processus participatif. Il est très difficile pour les ruraux de comprendre que cette séance serait d'évoquer les problèmes leur concernant. En général, la séance prit la forme d'un simple partage de

suggestions, de consultations venant des formateurs, mais non pas une discussion qui aboutit à une proposition de solution de la part des bénéficiaires. Parfois, cela devient un réel partage de décisions venant d'en haut.

Deuxièmement, le projet ONG ne s'adresse pas à tout le monde. Il sera destiné à un groupe de personnes soi disant plus aisées et ayant plus de bagage intellectuel.

Le problème temporel et financier serait aussi le premier facteur de ralentissement des activités. Les zones les plus éloignées seront les plus délaissées (faute de véhicule ou insuffisance de carburant et aussi perte de temps à cause de l'éloignement.)

Nous avons remarqué, durant le passage sur terrain, la compréhension superficielle mais pas de fond du problème de la sécurité alimentaire qui se base uniquement sur la disponibilité parce que nous savons que l'insécurité alimentaire est toujours présente même dans les pays disposant de surplus de production. Il est aussi chose importante d'insister sur l'utilisation du stockage et de la commercialisation.

Par contre, ils ont bien compris que l'augmentation des rendements agricoles contribue largement au développement rural.

b- Actions pertinentes pour surmonter ces problèmes

Sachant que la démarche participative est une condition exigée par les partenaires financiers, les animateurs et les techniciens agricoles ont pris l'initiative de mobiliser à nouveau les gens à cette nouvelle approche participative et l'avantage qu'on peut en tirer.

D'après l'enquête d'opinion que nous avons effectuée sur terrain, 60% des enquêtées ont osé dire que la majorité de la séance s'est réduite à une simple présence des animateurs compensés par l'indemnité.

Mais nous pouvons dire quand même qu'en tant qu'animateur facilitateurs, ces agents essaient d'encourager les villageois à réfléchir sur leur situation ensemble, dans le but d'envisager collectivement des solutions possibles.

La plupart des techniciens agricoles ont essayé de remédier les contraintes agricoles identifiées (problèmes d'ordre technique), après les séances.

En tant qu'observateur, nous pouvons déduire que le problème de l'application des démarches participatives à ces villageois se pose sur la fréquence des ONG et projet

qui font la même démarche sur terrain. Ils sont las d'attendre le changement et parfois les résultats sont superficiels.

Chapitre III : LES STRATEGIES D'INTERVENTION ENVERS LES POPULATIONS BENEFICIAIRES

1- Les bénéficiaires de l'intervention

A. Les bénéficiaires théoriquement ciblés

Dès le début des actions entreprises par l'ONG projet, la population cible n'est pas bien déterminée. Il n'y a pas de critère complexe, plus précisément, l'activité est destinée à tous les pauvres sans distinction d'âge, de sexe, de race, de religion, d'aptitude professionnelle...

Après, le FAO a exigé qu'il doive cibler leurs actions au niveau de l'OP (surtout le cas du PSSA) bénéficiaires de leurs actions.

Mais il est à noter que le choix du village pilote se fonde sur l'accessibilité du village, avec des villageois de haut niveau de réceptivité³⁸, la cohésion et l'organisation interne du village, la motivation des villageois. Ces critères d'éligibilité du village pilote nous montre déjà l'exclusion et la marginalisation des zones éloignées parce que nous sommes tous conscients que les villages pauvres se trouvent généralement dans les zones désenclavées où les groupes ont plus besoin de formation, d'aide et d'assistance.

b- Les vrais bénéficiaires sur le plan pratique

Au cours des activités sur terrain, le FAO a choisi de cibler leur bénéficiaire seulement au niveau du ménage membre du groupement.

Pour cela, un ménage est censé être membre d'un seul groupement parce que dans un groupement de paysans, théoriquement, une personne (généralement le chef de famille ou sa femme) représente toute une famille pour éviter qu'une ou deux familles puissent former un groupement, surtout pour le cas de famille nombreuses. Le problème est que durant l'entretien, 30% des enquêtés bénéficiaires du projet, pourraient être membres de groupement différent. Par exemple le père est membre du groupement

³⁸ Faciliter de comprendre et de collaborer avec le projet ou ONG

Andry Santatra, sa femme membre du groupement Koloina et l'aîné membre de Fanambinana.

c- Le groupement de paysans: organisation paysanne

Le groupement de paysans est l'assemblée des paysans au niveau d'une association. En général, les membres ont un point de vue commun et vise un intérêt commun pour le bien du groupement « Unir pour réussir ». C'est le défi des OP.

En plus, ils demeurent dans un village. Chaque membre du groupement a son activité propre, mais leurs activités communes dépendent du programme des projets et ONG (Agriculture, SIDA, Environnement).

En 1987 il existait déjà des OP travaillant avec le KOBAMA (production du blé dans la CR d'Anjepy) mais d'une manière informelle.

Après la sensibilisation de l'ONG GAD, sur l'intérêt de vivre au sein d'un groupement, en 1998, les organisations paysannes se multiplient de jour en jour. Il existe déjà 13 OP légales entre 1999 et 2003. Et durant notre passage sur terrain, nous pouvons en compter à peu près 20.

Les moyennes d'âges des gens membres du groupement sont de 35 ans. Nous avons remarqué que le nombre des femmes est plus élevé par rapport à celui des hommes (voir tableau). Les vieux représentent les 5%.

Certains membres du groupement n'ont aucune connaissance de leurs statuts et de leurs règlements intérieurs. Seuls le président et quelques membres du bureau sont au courant de ces statuts. La transmission des informations se fait en général verbalement. D'après toutes les enquêtes, la rétention d'information est un phénomène courant (soit volontairement, soit par omission) parce que nous avons remarqué que durant la réunion, personne ne prend notes.

Le critère d'éligibilité du président est fonction de ses capacités professionnelles et de ses richesses (propriétaire foncier, commerçant, transporteur,...)

Dans les campagnes Malgaches, il est très difficile pour les paysans d'accepter la différence, ceci est marqué par la non-intégration d'un étranger (hors du champ familial) au sein du groupement.

Ils pensent que l'intégration³⁹ d'autres membres (sans relation de voisinage, sans relation de consanguinité ou de culte) peut entraîner une déstabilisation et un dysfonctionnement au niveau du groupement. A partir de ce constat, nous pouvons dire que la nature du lien social se présente encore comme une solidarité mécanique où le groupement reste restreint. Les individus membres sont interchangeables parce qu'ils ressentent à la production du point de vue commun. Le groupement peut fonctionner et agir grâce à la similitude des uns et des autres. Ils éprouvent le même sentiment, adhèrent aux mêmes valeurs et reconnaissent le même sacré. Cette solidarité mécanique s'exprime et fonctionne par le frottement, la proximité des hommes entre eux.

Il est à noter que l'OP peut entretenir à tout projet, association, ONG quelles que soient leurs activités.

Leurs objectifs communs sont centrés sur la lutte contre la pauvreté et à commencer par l'élévation de leur niveau de vie.

Le tableau ci-après représente les groupements où le projet PSSA et l'ONG GAD sont intervenus dès les années 1998 à 2002. Il y avait beaucoup d'autres groupements créés en 2003 – 2004 qui n'étaient pas mentionnés dans ce tableau. Seul, le groupement Andry, situé dans la CR Anjepy, zone Manjakandriana y est mentionné.

³⁹ Cette partie est inspiré de l'œuvre E Durkhem dans son ouvrages "*Leçons de sociologie*" (mœurs et droit) , PUF, Paris, 1950

TABLEAU N° 8

PROVINCE ANTANANARIVO – ZONE DE MANJAKANDRIANA

1° - Les Groupements ANDRY

Commune Rurale	Site	Nom des Groupements	Nombre des membres			Activités	Date de création	N° Récépissé
			H	F	Total			
ANJEPY	Anjozoro	ANDRY Liantsoa	09	03	12	AGR/Avic	01.05.99	1006/01/PA/ ANT/AT/ASS du 29.12.01
		ANDRY Kambana	05	05	10	AGR :Porcic	30.04.99	1005/01/PA/ ANT/AT/ASS du 29.12.01
		ANDRY Farimbona	10	02	12	AGR/Porcic /Apic	14.04.99	654/01/PA/ANT/ AT/ASS du 28.08.01
	Mandri- tsara	ANDRY Taratra	05	08	13	AGR/Porcic /Avic	10.04.00	657/01/PA/ANT/ AT/ASS du 29.01.01
		ANDRY Fanasina	06	09	15	AGR/Porcic /Avic	28.09.99	207/00/PA/ANT/ AT du 07.02.00
		ANDRY Koloina	07	03	10	AGR/Porcic /Avic	10.05.99	655/01/PA/ANT/ AT du 28.8.01
		ANDRY Santatra	06	12	18	AGR/Porcic /Avic	04.06.99	656/01/PA/ANT/ AT du 29.11.01
		ANDRY Fanam- binana	06	12	18	AGR/Porcic /Avic	14.09.99	872PA/ANT/ AT du 25.11.00
		ANDRY Farim- bona II	08	10	18	AGR/Porcic /Avic	14.12.99	084/01/PA/ANT/ AT du 10.02.01
		ANDRY La Victoire	06	04	10	AGR/Porcic /Avic	25.04.00	270/01/PA/ANT/ AT du 21.06.01
		ANDRY Aina	04	06	10	AGR/Porcic /Avic	28.02.00	1004/01/PA/ANT/ /AT du 29.01.01
		ANDRY Vonona	04	06	10	AGR/Porcic /Avic	22.04.99	653/01/PA/ANT/ AT du 28.08.01
Total du groupement :			12	76	89	156		

d- Les atouts et les moyens dont disposent les bénéficiaires

- Dans le cadre de tous les projets de développement, il est intéressant de savoir les potentialités sur terrain et les atouts dont disposent les bénéficiaires. Ceci nous aide à mieux savoir les ressources matérielles (outils agricoles, propriétés foncières, possession de bœufs, autres), les ressources financières et les ressources humaines. La disponibilité de ces constats est aussi chose importante.

En ce qui concerne les bénéficiaires du projet PSSA / ONG GAD, nous pouvons dire que chaque membre dispose d'une certaine superficie de terrains variant selon les membres.

L'appropriation d'un grand terrain à cultiver est désignée comme un facteur de richesse dans le milieu rural, comme Anjepy.

Seuls 25% des membres en disposent et généralement, ils ont une responsabilité au sein de l'O.P. Le reste dispose de terrains cultivables de petites tailles (20 à 80 ares). Cette non-possession de terre agricole ou à faible superficie montre déjà le manque de « capital productif » surtout dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Et ceci est aussi vérifié par le choix des activités au sein du groupement, les paysans préfèrent s'investir plutôt dans le domaine de l'élevage que de se professionnaliser dans le domaine agricole.

La plupart possèdent d'1 à 4 bœufs qui servent à la production. Pour ceux qui n'en ont pas, ils ont recours directement à l'emprunt des bœufs et des charrues. En plus durant notre passage sur terrain, le PSSA partage des matériels agricoles pour les OP. Ceux qui les emploient paient une cotisation de 250 Fmg à 1000 Fmg/par jour.

Malheureusement les bêches et les pelles partagées ne servent pas à grande chose. Nous avons remarqué qu'un grand nombre de paysans possède des produits aviaires (coqs, poules) et des porcultures (2 à 7)

En ce qui concerne le moyen financier, la majorité des membres ont pratiqué, des activités extra-agricoles. Ce type de revenus est une source non négligeable pour ces paysans. Les plus rémunérés sont ceux qui ont des aptitudes professionnelles plus élevées. Parfois, leurs revenus extra agricoles dépassent largement leur revenu agricole.

D'après l'enquête, un père de famille peut gagner par mois 1.000.000 Fmg à 2.000.000 Fmg, en 2003. Il travaille généralement comme charpentier ou dans le secteur de transport.

Cependant, ce type de revenu est moins important pour les plus pauvres, car ils n'ont pas de qualification professionnelle requise pour se procurer un travail lucratif

2- Rapport entre stratégies d'intervention et objectifs envers les bénéficiaires

a- Raisons des types et du choix des stratégies d'intervention

A partir des approches participatives qui permettent l'analyse des problèmes prioritaires et le bilan de la situation sur terrain, les responsables pensent qu'il est pratique, efficace et fructueux d'adopter ces quelques stratégies d'intervention sur terrain notamment :

- *la formation et la sensibilisation des membres à propos de la qualité de la vie associative.* Les avantages reçus par le partage de responsabilité et la distribution du rôle au niveau de l'OP.

En général, la raison du choix reste dans le domaine théorique, mais d'après l'enquête effectuée au niveau de ces villageois, nombreux affirment qu'il est plus intéressant d'effectuer des tâches à leurs avantages personnels que de faire la distribution des rôles au niveau du groupement.

Il est étonnant de voir et d'entendre durant l'approche participative, que les ménages se succèdent dans la gestion du projet. A titre d'illustration, prenons cet exemple : chaque ménage veut avoir des bœufs qui lui appartient pour la production. Nous savons qu'il est impossible et peu réaliste qu'un projet puisse doter de 30 à 40 bœufs pour une OP.

Les paysans ont insisté qu'il est vraiment difficile de gérer ensemble 2 ou 4 bœufs. Il est impossible pour ces paysans de créer un climat de confiance et de responsabilité pour entretenir des biens communs.

- *la diffusion des techniques à partir des parcelles de démonstration, de diverses cultures (jardins potagers, rizières), l'utilisation des intrants agricoles, des pesticides et la fabrication du compost (intrants naturels).*

En général les techniciens agricoles essaient d'employer les méthodes et les termes plus faciles à comprendre. Ils situent ainsi les parcelles de démonstration au bord de la route principale pour inciter tous les paysans à les appliquer, même s'ils ne sont pas présents durant la séance de démonstration et de formation.

Malgré tout cela, l'enquête montre qu'il y a des paysans, surtout les moins instruits, qui se plaignent qu'il est difficile de saisir les termes scientifiques lors de la formation.

Les enquêtes auprès des techniciens agricoles témoignent qu'il existe des termes scientifiques qui ne figurent pas dans les lexiques Malgaches, surtout les termes désignant les types de semences, les races des bovidés ou porcins, et les pesticides, Mais ils ont dit qu'ils ont essayé d'écrire sur le tableau les vocabulaires difficiles et donnant des explications à partir des pratiques.

- la visite organisée, elle est effectuée seulement par les paysans professionnels au niveau du groupement par manque de moyens de déplacement. Elle vise à acquérir de nouvelles connaissances, à partir des pratiques sur terrain des paysans dans les autres régions, à part la CR d'Anjepy ou les CR environnants (Vakiniadiana). Entre temps, il y a échange d'expériences et de discussions des problèmes fréquents. Les paysans peuvent discuter entre eux.

La visite organisée est une bonne méthode pour avoir des idées nouvelles sur le plan pratique et théorique. La majorité des paysans ont senti une satisfaction sur la théorie, mais l'application laisse toujours à désirer. Donc, on peut dire que cette visite a apporté également d'énormes motivations et le changement de comportement du point de vue de découverte d'évolution sociale se ressent et les compétences techniques sont renforcées. Ces derniers temps, ils ont visité le FIFAMANOR à Antsirabe, une entreprise spécialisée dans la production de semences et dans l'élevage des vaches laitières. Ils ont passé aussi à l'ONG Ramilamina qui fait également l'élevage de porcs, de canards mulards et des poules pondeuses. Ils ont pu découvrir d'autres villages dans les régions de Vakinankaratra.

Mais nous pouvons dire que cette méthode nécessite beaucoup de disponibilité temporelle pour mieux cerner les problèmes du quotidien des villageois et cela exige aussi des moyens financiers énormes. Seuls les paysans qui ont un niveau de vie plus aisé peuvent dispenser de ce type de formation.

La visite et l'observation d'autre CR nous ont donné la possibilité de savoir d'autres méthodes plus pratiques qui ne nécessitent pas de déplacement auprès des paysans. Cette méthode est employée par l'ONG « Vatsy », c'est le fait d'enregistrer (auditif ou visuel), les échanges de vues et les débats entre les villageois concernant un thème bien précis.

Après, on fait écouter ou voir le travail par d'autres groupes des villageois (FRAM, en leur demandant leurs avis sur les problèmes).

Cette méthode est intéressante pour tous les paysans. Dans ce cas, ils peuvent avoir la chance d'entendre et de voir des nouveaux horizons, pour avoir d'autres visions sans dépenser une grosse somme.

- l'installation des bibliothèques communautaires au niveau du village d'Anjepy

La bibliothèque existe bel et bien avec des ouvrages spécialisés dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, de l'environnement, de la santé.

Les journaux périodiques sont édités par des écrivains malgaches mais cela n'empêche pas l'existence des ouvrages édités par des étrangers.

L'enquête nous a montré que les gens les plus âgés de 45 à 60 ans, surtout les hommes sont les plus passionnés par la lecture.

Enfin, la FAO et le PSSA ont préféré l'intervention d'autres techniciens vietnamiens, spécialistes dans le domaine de l'agriculture, et de l'élevage, pour renforcer leurs équipes sur terrain. Par contre, nous avons remarqué le blocage linguistique surtout la communication entre les paysans et ces derniers. Ces vietnamiens ne savent parler ni la langue malgache, ni le français ni l'anglais. Ce problème de communication entraîne la diminution des questions, le manque d'échange direct durant la formation, vu la présence d'un interprète. Généralement, ce sont les techniciens qui assurent l'interprétation des gestes et du mot à mot (Français, Anglais). Ce problème devient l'un des facteurs du progrès dans le domaine agricole et de l'élevage dans les régions.

Il est à noter que le Grenier Communautaire Villageois fonctionne bien dans le Village.

B. Le mode de gestion interne appliqué au niveau du groupement paysan « le système revolving »

Le « système revolving » est une méthode très employée et très pratique selon les techniciens agricoles au niveau du groupement paysan à Madagascar. C'est un mode de gestion qui nécessite la réserve ou la garde du capital (non utilisation)

Prenons à titre d'exemple, lorsque le PSSA a donné deux porcins qui ont la valeur monétaire de 60000Ariary (300 000Fmg) les personnes qui les ont pris en charge devront rembourser à la caisse du groupement cette somme au moment où elles auront tiré des bénéfices. Et après ce capital sera redonné à un autre membre du groupement.

En général, si les paysans respectent l'accord, ils devraient payer ce capital après 6 à 12mois après la récolte de la production (vente ou naissance)

Sur le plan théorique, ce système de revolving est un mode de gestion qui assure la pérennisation et la responsabilisation des paysans. Par contre, sur le plan pratique, il est difficile pour les paysans de réaliser ce système de revolving.

Le premier obstacle observé sur terrain est la non maîtrise de ce mode de gestion. Beaucoup de paysans enquêtés n'arrivent pas à donner des explications précises sur ce type de gestion, vu leur faible niveau d'instruction.

Le deuxième problème, c'est que depuis la création du groupement, la majorité des membres ont clamé haut et fort la difficulté de remboursement en affirmant que les modalités posent d'autres problèmes comme l'endettement permanent du premier bénéficiaire. Le problème c'est que durant et après la crise socio-économique de 2002, les paysans n'avaient pas les moyens de trouver les aliments nécessaires pour les porcins et les poules pondeuses. Et pour ceux qui ont les moyens financiers, les provendes manquaient sur le marché. La plupart d'entre eux sont en faillite, ce qui entraîne un problème financier au niveau de l'OP et de la famille.

Le troisième problème, les premiers bénéficiaires restent toujours ceux qui ont le plus de possibilité et de moyens financiers, accompagnés de différentes conditionnalités imposées par les partenaires financiers pour les accueils (animaux, manque de terrains) tels que la porcherie ou l'étable, la nourriture, le système d'éclairage et de chauffage pour les cas des poussins,....

Le quatrième, le maintien du « fihavanana » (solidarité) est aussi chose importante qui freine la maîtrise de ce mode de gestion. Ceci est témoigné par le manque de rigueur qui entraîne la non application des conventions internes. Le manque de rigueur résulte souvent du souci de briser la cohésion sociale. Le proverbe malgache nous dit que « Aleo very tsikalakalambola toy izay very tsikalakalam-pihavanana ». C'est pourquoi nombreux d'entre eux, n'arrivent pas à demander la transparence au niveau de la gestion interne du groupement.

Pour conclure, on peut dire que la majorité des membres ne comprennent pas ce « système de revolving », et en plus, les trésoriers et les membres du bureau restent les seuls responsables de toutes les circulations monétaires au niveau de l'OP.

c- Rapport entre stratégies d'intervention et ressources

Précédemment, nous avons vu qu'une minorité a la possibilité d'intégrer immédiatement dans le cadre des activités du projet de développement effectué par le

FAO par l'intermédiaire de la PSSA (ONG GAD). Vu, que la majorité est constituée par des paysans pauvres.

Les ressources financières du groupement des paysans sont limitées à l'emprunt et à l'aide « donnés par le projet PSSA ou le PSDR ». L'attente du déblocage des fonds a un effet négatif sur l'activité, car elle entraîne la démotivation des gens membres du groupement. Cette attente peut varier de 1 an à 2 ans.

L'insuffisance des ressources matérielles et financières est donc un handicap majeur pour la réalisation de certaines tâches dans le passé. Actuellement, à partir de ces ressources insuffisantes, la majorité des paysans attendent avec foi et espérance le déblocage de la deuxième tranche de leur budget.

Aucune activité n'était encore commencée pour cette année (mois Juillet/Août), sauf l'activité personnelle de chaque ménage.

Les groupements paysans pensent à l'avenir, pour mieux exécuter leurs tâches, ces OP envisagent de demander un supplément de ressources financières et matérielles (par rapport à ce qu'ils ont reçu la dernière fois).

Mais il est à signaler aussi que le domaine concernant « les ressources financières », « le renforcement de la formation des paysans » sur la gestion financière au sein de l'OP, nécessitent une réorientation de la pratique.

Ainsi, il est à noter qu'il est intéressant de redonner aux villageois la notion d'identification des micro projets financiers par les programmes de soutien du monde rural, en apprenant à l'élaboration des projets réalistes, en rapport avec leurs moyens et atouts dont ils disposent actuellement.

C. Intégration dans la chambre de l'agriculture

La chambre de l'agriculture ou la « Tranoben'ny Tantsaha » est créée en Octobre 2003. Son siège est situé à Tsimbazaza près de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Son rôle consiste à aider les paysans membres dans la recherche des débouchés, des intrants et des matériels agricoles. Tous les membres de l'OP légales sont automatiquement membres de la chambre de l'agriculture et les paysans riches peuvent être membres. Elle est le réseau et le représentant des paysans Malgaches devant les autorités locales, les différents projets et assurent la relation des paysans au niveau international.

Pour cela, la chambre de l'agriculture assure la diffusion des informations, elle est une source de débouchés et dispense parfois des formations des paysans dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. La chambre de l'agriculture assure et organise aussi avec des partenaires financiers la participation des paysans aux différentes foires tant au niveau régional, national, qu'international.

Et comme structure d'organisation interne, la chambre de l'agriculture a son représentant au niveau communal, régional, provincial et national.

Pour cela, nous pouvons dire que la chambre de l'agriculture joue un rôle important dans le cadre de la mondialisation, un phénomène d'actualité, devrait être compris et maîtrisé par les paysans Malgaches. Malheureusement, l'enquête nous amène à voir que seuls les 10% des membres du groupement ont su l'existence et le rôle de la chambre de l'agriculture. Les 40% connaissent la création de cette chambre mais ignorent son rôle et ses responsabilités dans le cadre du développement rural. Pour le reste, elle n'existe pas tout simplement.

Tout ceci indique que les paysans pauvres Malgaches ne sont pas encore conscients de leur cadre de vie et des moyens dont ils disposent pour sortir de leur extrême pauvreté. Seuls ces groupes intermédiaires sont au courant des différentes informations intéressantes.

Conclusion

Le phénomène de la sécurisation alimentaire dans le milieu rural, est un phénomène complexe, multidimensionnel et présuppose les connaissances et maîtrise de tous les éléments constitutifs de la société.

La démarche méthodologique et théorique de tous les ONG /Projet de développement sont généralement bien claires et concises. Mais, parfois certaines analyses des problèmes et des objectifs à atteindre se révèlent peu réalistes. La faisabilité sur terrain n'est pas effective et représentative. Le choix de la stratégie d'intervention à adopter dans la théorie semble pertinent et opportun mais la concrétisation sur terrain n'est pas palpable par rapport à la lutte contre l'insécurité alimentaire des groupes vulnérables dans le milieu rural.

Les problèmes les plus connus tout au cours de cette partie montre le décalage important entre la théorie et l'analyse de fonds des aspirations des bénéficiaires.

Généralement, certains projets /ONG cherchent à toucher seulement le sentiment des gens et non à comprendre la complexité des phénomènes auxquels leurs actions veulent s'attaquer.

Enfin, nous avons remarqué l'indépendance des actions de chaque ONG et projet même s'il existe une interférence (même pour l'ONG GAD/PSSA) dans leurs actions. Ils se trouvent alors comme concurrents à cause de leur dépendance de leurs partenaires financiers.

PARTIE III

IMPACT DE LA PERFORMANCE **REELLE DE L'ONG ET PROJET PAR** **RAPPORT AUX ATTENTES DES** **BENEFICIAIRES**

INTRODUCTION

Cette partie nous permet de mesurer et de comparer la performance réelle par rapport aux attentes des bénéficiaires. Elle sert aussi à connaître la perception des personnes bénéficiaires et des personnes étrangères à l'efficacité de la performance effective des activités.

Pour cela, nous essayons ici de choisir des indicateurs pertinents et objectifs à citer :

- la place de la motivation, l'aspiration et l'attente des bénéficiaires dans la réalisation du projet à partir des points de vue des petits et des grands cultivateurs ;
- le degré de participation des bénéficiaires,

Et enfin, l'analyse causale de l'impact de la stratégie d'intervention mise en œuvre adoptée par l'ONG et le projet auprès des populations bénéficiaires.

L'objectif global de cette partie est d'évaluer la concrétisation de la théorie, à partir de la réalisation des actions sur terrain.

Alors le but de cette partie est la collecte des informations nécessaires pour mieux reconnaître le problème en vue d'améliorer les stratégies d'actions, tout en essayant de faire les analyses nécessaires pour remédier les contraintes qui se présentent dans la réalisation de la sécurisation alimentaire du monde rural à Madagascar.

Chapitre1 : PLACE DES MOTIVATIONS, ASPIRATIONS ET ATTENTES DES BENEFICIAIRES.

1- Les motivations des bénéficiaires

a- Organisation forcée des paysans pour bénéficier du financement (fruit d'opportunisme)

Nous avons vu dans le cadre théorique que l'ONG/ Projet ne peuvent présenter leurs actions qu'au niveau des OP.

Les groupements se multiplient de jour en jour dans la CR d'Anjepy surtout durant la saison 1999 – 2001.

Cette forme de regroupement est une condition obligatoire pour avoir un financement ou une aide importante de la part des partenaires financiers.

Beaucoup de paysans ne savent pas au début les vraies raisons, ils ne sont pas conscients des objectifs et des règlements intérieurs qui régissent le groupement. La condition nécessaire pour le fondateur ou l'initiateur de la création de l'OP est d'atteindre le nombre minimum de 10 à 15 personnes. Dans ce cas, la création de beaucoup des groupements reste le fruit de l'opportunisme.

55% des enquêtés ont adhéré grâce aux incitations des anciens membres ou des leaders du niveau de l'OP. On leur a dit qu'ils pourraient avoir des avantages tant financiers que matériels. Cette cupidité a animé la majorité de la formation des groupements paysans d'Anjepy.

La notion de coopérer et le but d'atteindre un objectif commun dans le cadre de la lutte contre la pauvreté sont totalement délaissés. Le sens de la responsabilité, le professionnalisme et l'autonomie dans un réel processus d'autopromotion sera aussi laissé de côté.

Ces groupes de personnes rassemblent généralement les ignorants et les éléments passifs au niveau du groupement.

b- Motivation pour être acteur du développement

20 % de nos enquêtes sont motivés et ont le sens de la volonté à l'adhésion au niveau de l'OP. Ils pensent que le groupement est le seul moyen qui les amène au progrès.

Ils sont conscients que cette intégration peut assurer l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles dans les zones rurales.

La mise en application de formation sur la nouvelle technique dispensée au niveau de l'OP peut augmenter la disponibilité de vivre. Cette augmentation va contribuer à la stabilisation des dépenses et revenus des ménages. Ceux-ci peuvent améliorer leurs pratiques nutritionnelles pour assurer les conditions physiques et sanitaires de tous les membres de la famille.

En plus, ils se rendent compte des avantages reçus au sein du groupement par le biais de la recherche des débouchés et l'élaboration des différents microprojets.

Ainsi, nous avons remarqué que parmi ces minoritaires, nombreux d'entre eux emploient le groupement comme un instrument pour se procurer des intérêts personnels. Nous savons que ces 20% constituent les composants les plus instruits et disposent de vastes exploitations ou de grandes fermes. Ils constituent ainsi les membres du bureau ; généralement, ils ne sont pas présidents mais ils restent les éléments manipulateurs. Ils sont les premiers moteurs de la vie associative, de tous les domaines conceptuels dans la majorité des activités.

A titre d'illustration, il existe des groupements paysans qui forment toute une entreprise. La patronne est la vice-présidente, tous les membres sont ses ouvriers. Dans ce cas là, le président agit en fonction des aspirations et des besoins de sa patronne. Le président, par le biais de la vice-présidente gère et assure le bon fonctionnement de l'OP.

La création du groupement est l'initiative de la patronne. Les membres sont des observateurs passifs et la patronne reste la seule personne dynamique et active au niveau de l'OP. Tous les intérêts et avantages sont entre ses mains.

La notion de « leadership » est monopolisée par ces groupes de personnes (20%), éléments manipulateurs mais ils ne veulent pas se présenter comme dirigeant en masquant leurs actions.

D. Motivation incitée par la réussite des groupements fonctionnels

Il existe des groupements paysans qui se forment à partir des expériences et des réussites tangibles des autres groupements déjà existants.

Le groupement « Taratra » comme son nom l'indique « Rayon », fait partie de l'OP la plus ancienne. Elle a déjà existé d'une manière informelle et illicite en 1988. La réforme et institutionnalisation de ce groupement se faisaient en 1999. Elle est classée parmi les meilleurs OP dans la CR d'Anjepy. Ce groupement a acquis des expériences à partir de ses activités dans le passé et ses perspectives d'avenir, bien précises. Elle est déjà en étroite collaboration avec le KOBAMA, le PSSA, le FAO, le NAC de l'UNICEF, le Projet SEECALLINE et le PSDR.

Pour cela, ce groupement « Andry Taratra » devient un groupement modèle et un cadre de référence pour ces nouveaux venus. Plusieurs groupements ont été créés grâce à son existence.

25% des membres du groupement enquêtés ont affirmé qu'ils ont été motivés par les différents avantages reçus au niveau du groupement (Visite organisée de la majorité des membres, maîtrise du système revolving, dotation des matériels agricoles,...).

d-Approche des non - bénéficiaires concernant la vision du groupement.

Les questions que nous nous posons pour évaluer et connaître les raisons des non bénéficiaires concernant leur avis sur le groupement étaient : « *Que pensez-vous du groupement ?* », *Pourquoi n'y adhérez-vous pas ?* »

Les réponses de la majorité restent fermes et précises : en premier lieu, c'est qu'ils ne tirent aucun profit, qu'ils soient membres ou non parce qu'ils ne trouvent pas d'amélioration quant à leur niveau de vie.

Selon eux, les avantages et les intérêts se concentrent entre les mains des gens riches, le groupement n'était pas destiné aux pauvres, parce que pour être membre du groupement il faut une grande possibilité financière.

En second lieu, nombreux pensent qu'il est difficile de respecter les règles et la convention interne du groupement et que les réunions fréquentes leur font perdre beaucoup de temps. En effet, 20% des femmes enquêtées non – bénéficiaires évoquent le refus de leur mari, à cause de la réunion presque hebdomadaire. En plus, l'adhésion pourrait entraîner des problèmes conjugaux, surtout pour les femmes (soupçonnées d'adultère).

En troisième lieu, les gens ne veulent pas être membres du groupement à cause du droit d'inscription, surtout ceux qui se sont inscrits lors de la création du groupement.

A l'époque, un nouveau membre doit payer une somme de 15.000Fmg à 25.000Fmg. Ces cotisations servent à la préparation du dossier du groupement (y compris le frais de déplacement d'Anjepy à la capitale)

En quatrième lieu, de nombreux paysans ne veulent pas s'aventurer tout de suite au niveau de l'OP.

Les paysans n'apprécient pas le goût du risque et la notion de « ceux qui risquent gagnent ». Ils préfèrent être observateurs et s'il y a réussite ils prennent la décision de s'intégrer au niveau de l'OP. Pour conclure, nous avons remarqué que la grande partie des non-bénéficiaires est composée de familles nombreuses à grandes difficultés financières et des paysans sans terres. Nous pouvons dire qu'ils sont les groupes de personnes les plus vulnérables dans la société. Cette raison peut être aussi expliquée par la peur d'être rejeté par la société. Les non bénéficiaires riches et moyens préfèrent y rester, attendre la réussite et l'échec, les autres s'abstiennent par faute de temps.

2 Eléments actifs durant le diagnostic et l'évaluation participative.

a- Les caractéristiques des personnes les plus actives durant la réunion.

Au sein du groupement, il y a trois sortes de personnes que nous pouvons diviser comme suit :

- 1^{er} groupe : population jeune âgée de 18 à 35 ans.
- 2^{ème} groupe : population intermédiaire, âgée de 35 à 55 ans
- 3^{ème} groupe : personnes du troisième âge (55 et plus)

A partir de ces 3 groupes d'âges, nous pouvons dire que la 2^{ème} catégorie de personnes constitue la plus dynamique et active au niveau de l'OP.

L'observation et l'enquête des OP nous ont montré que grâce à leur âge, leur maturité et leurs différentes expériences, ces groupes de personnes espèrent encore bâtir un avenir lointain. C'est pour cette raison qu'elles agissent de cette manière. 75% des leaders, membres de bureau au sein du groupement sont composés de ce groupe de personnes.

Durant la réunion, lors de l'élaboration des différents projets de développement, ils parlent beaucoup et donnent des points de vue plus réalistes. En plus, la majorité des membres au sein du groupement est représentée par les groupes de personnes de cet âge.

Généralement, ils sont constitués par des femmes seules, parfois il existe aussi des femmes non-membres, mais remplacent leurs maris qui ne restent pas aux villages pour de multiples raisons. Elles sont passives, vu leur nombre élevé, elles restent beaucoup plus réservées.

Les personnes les plus actives durant la séance (réunion, formation, diagnostic et évaluation participative) sont généralement les gens bavards, arrogants, les beaux parleurs.

Ils aiment bien élaborer leurs points de vues, leurs propositions pour être acceptées par tous les membres. A partir de leurs critiques et de leurs longs discours, ils peuvent apporter des changements ou une nette amélioration au niveau de l'OP.

Il existe aussi des groupes de personnes parmi ces gens qui préfèrent seulement les critiques non constructives. Ils parlent et expriment leurs idées, pour être écoutés par tous les autres membres. Leur présence au niveau du groupement et durant la réunion entraîne un malaise, une démotivation et paresse des autres membres. Ils monopolisent le débat, ils posent sans arrêt des questions répétitives. Pour cela, ils ralentissent la prise de décision au niveau de l'OP.

En ce qui concerne les personnes du troisième âge qui sont dynamiques mais inactives, leurs idées sont parfois irréalistes et trop imaginaires. Vu leur vieillesse, elles sont là pour donner des recommandations pour les moins jeunes à partir de leurs expériences passées. En plus, elles sont toujours présentes durant la réunion, sauf cas de force majeure (maladie, décès). Le groupement est pour elles, un moyen de s'informer et de se mettre au courant des sujets d'actualité.

Et le reste, les jeunes âgés de 18 à 35 ans : Ils constituent les groupes muets, passifs sur tous les hommes. L'enquête nous a affirmé qu'ils n'ont pas vraiment leurs idées propres. Pour le moment, ils veulent encore suivre leurs aînés. Il sont là pour être les remplaçants dans le futur. Les réponses généralement entendues se résument par: « Il a tout dit », « je crois que je n'ai plus rien à ajouter ». Ils ne donnent aucune proposition, avec leur nombre assez restreint, leur présence au niveau du groupement n'a aucune influence sur le vote ou la prise de décision effectuée au niveau du groupement. Nous pouvons conclure, qu'ils sont les premiers groupes de personnes les plus soumises par les manipulateurs au niveau du groupement.

b- La participation féminine et la prise de décision

Dans la CR Anjepy et comme dans la plupart des campagnes à Madagascar, les femmes restent les éléments passifs. Même si elles sont plus nombreuses, elles n'ont aucune influence durant la prise de décision. Seules les femmes libres (veuve, divorcée, mère célibataire, ...) composent les groupes des femmes actives et dynamiques. Nous pouvons dire que cela résulte du fait de leur indépendance et de leur autonomie matrimoniale.

La passivité des femmes durant la réunion et la non participation aux activités de développement au niveau du groupement sont influencés par les valeurs et les normes pré-établies par la société, en ce sens que les femmes ne représentent que des objets de reproduction et qui donnent lieu à des pratique sociales.

Contrairement à la situation générale au niveau du groupement, les femmes âgées de 18 à 35 ans sont plus actives par rapport aux hommes. Le constat après l'enquête au niveau du groupement nous a donné cette remarque. A titre d'illustration, Nous avons pu voir trois femmes présidentes du groupement. Elles exercent leurs tâches domestiques et effectuent en même temps leurs activités génératrices de revenus, au niveau du groupement.

La participation des femmes au sein de l'OP est un indicateur positif au niveau du développement rural. Mais à noter que la plupart de ces femmes ont un niveau d'instruction plus élevé. Elles ont effectué leurs études au niveau du lycée mais le mariage ou le nombre de frères et sœurs trop élevés ont entraîné leur abandon scolaire. Nous savons que la fille a une meilleure réussite scolaire par rapport aux garçons.

Nous pouvons dire que l'éducation contribue largement à la participation effective des femmes au développement de notre pays surtout dans le milieu rural.

c- Les obstacles constatés

Le premier obstacle qui limite la meilleure participation sociale est leur faible niveau d'instruction. La création d'une OP, les différentes conventions et les règlements intérieurs, l'élaboration des projets de développement, ... Tout ceci a besoin d'un minimum de connaissance, et c'est pour cette raison que les instruits intègrent aisément au niveau de leur groupement.

Deuxièmement, le désespoir et la démotivation au niveau de la vie interne du groupement se fondent sur l'inexistence du changement de leur niveau de vie. Un grand nombre de personnes enquêtées a ressenti cette sensation. Le résultat vérifiable n'a pas encore touché les bénéficiaires. Seule une minorité qui a déjà un niveau de vie aisé a bénéficié du groupement. La cause de ceci est le non - fonctionnement du « système revolving » au niveau du mode de gestion des gens membres du groupement.

Troisièmement, la fréquence des réunions non fructueuses dans la CR d'Anjepy démotive la majorité des paysans membres. Les paysans préfèrent travailler la terre

pendant une demi - journée plutôt que de perdre leur temps aux réunions presque hebdomadaires au niveau du groupement, surtout pour les cas des salariés. C'est aussi cela qui justifie le fait que seules les personnes aisées puissent participer aux différentes réunions. Cette pauvreté gêne la participation effective des bénéficiaires.

Quatrièmement, les individus bénéficiaires ne sont pas conscients des avantages reçus de l'association de leur implication pour la réalisation du projet.

c- Les poids des attentes et des aspirations dans le cadre de l'efficacité de l'ONG

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la sécurisation alimentaire, l'initiative des bénéficiaires concernés accélère la production et le progrès du projet.

Les principales attentes et aspirations de la population du niveau local étaient :

- de leur donner tous les moyens matériels agricoles adéquats et financiers, pour augmenter rapidement leur production alimentaire de base.
- la maîtrise de l'eau dans le système irrigué ;
- l'introduction accélérée des techniques améliorées, disponibles et relatives à leurs moyens et besoins ;
- l'adoption des techniques adéquates concernant notamment l'investissement, le crédit et la commercialisation ;
- le renforcement des structures décentralisées et des capacités d'appui aux paysans.

Les productions cibles sont principalement le riz et suivant de cas, la culture contre saison sur rizière : pommes de terres, manioc et cultures maraîchères.

Ainsi, les diversifications et le développement de l'élevage à cycle court (volaille, canard, porc) la production des vaches laitières, la pisciculture et la rizipisciculture sont classés parmi les priorités des paysans.

Le problème, avec les paysans, c'est leur manque de patience. En plus les décisions prises par les responsables ne devraient pas enchanter tout le monde comme le cas des dotations de semences, lors de nos passages sur terrain (Il y a une sélection de groupement : les groupements non bénéficiaires de cette dotation se sentent lésés).

Pour cela on peut dire que la valeur temporelle (rapidité), les résultats tangibles de leurs aspirations mettent en jeu la participation des bénéficiaires et la pérennisation des activités des l'ONG/Projet.

La non-satisfaction de leurs besoins constitue les menaces qui risquent de compliquer et de gêner soit dans le présent, soit dans le futur proche le bon déroulement de leurs activités.

Chapitre 2 : ETUDE DES ASPIRATIONS ET DES ATTENTES **DES BENEFICIAIRES**

1. Faisabilité de la demande des bénéficiaires sur terrain

a- Réalisation et prise en compte des décisions:

Le projet PSSA/ONG (GAD) affirme qu'ils ont privilégié cette approche hautement participative.

Les indicateurs objectivement vérifiables dans le domaine social, serait notre priorité pour permettre l'évaluation de la réalisation et la prise en compte de décision durant le diagnostic participatif sur terrain.

Nous avons choisi les indicateurs sous cités :

- l'évaluation de la participation des bénéficiaires à partir du nombre des membres du groupement.
- la professionnalisation et l'autoproduction des organisations paysannes.
- le niveau d'application de leurs acquis à partir de la diffusion technique
- les effets perçus par les bénéficiaires au niveau du ménage et au niveau de toute la communauté locale.

Tout d'abord, les cercles des nombres du groupement se sont diminués du jour au lendemain, vu leur désespoir sur les activités non réalisées. Les avantages et les intérêts ne touchent pas directement tous les membres du groupement, à part un nombre réduit de personnes véritablement bénéficiaires. 70% des OP ont réduit leurs membres au cours de ces dernières années.

Puis, d'après nos enquêtes, le professionnalisme au niveau des groupements se mesure par respect de la convention interne tels que, le nombre des assemblées générales, le nombre des gens présents et le dynamisme des réunions et l'application des décisions prises, ...

L'enquête auprès des responsables au niveau de l'ONG GAD/ Projet PSSA / les membres du bureau au niveau du groupement nous ont montré que plus de 50%, c'est-à-dire 8 à 10 des personnes sont venues à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire (05 à 10 membres)

En ce qui concerne le dynamisme, au niveau des OP, ceux qui sont les plus actifs durant la séance de l'approche participative restent toujours ceux qui parlent et animent le plus les réunions.

Les rapports entre attente et réalisation sur terrain selon les bénéficiaires restent pratiquement faibles. A partir de leur auto-évaluation, ils ont mis 2⁴⁰ qui est égal au moyen.

Pour la diffusion technique, nous avons pu voir et évaluer à l'aide des techniciens agricoles au niveau du PSSA que le taux de la diffusion des techniques reste relativement faible.

L'évaluation se fait à partir du nombre de ménages adoptant la nouvelle technique culturelle.

Contrairement, à la grandeur des superficies cultivées, nous pouvons dire que les grands propriétaires terriens adoptent plus facilement les nouvelles techniques.

Pour les familles ayant un niveau de vie moyen et classé pauvres, elles divisent leurs parcelles en trois, les deux tiers servent à l'application des méthodes traditionnelles et le tiers pour la nouvelle technique. Nous pouvons conclure que le taux est moyen ou semi-moderne.

Les impacts et la réalisation des décisions prises durant le diagnostic participatif sur la communauté toute entière sont plus visibles sur les autres dimensions de la sécurisation alimentaire. Prenons le cas de la fabrication des barrages par le biais de l'Association des

⁴⁰ Evaluation tirée dans l'ouvrage intitulé "Appui pour la mise en fonctionnement des organisations paysannes mises en place dans les zones d'intervention du PSSA" - Rapport final - Tome II GAD, 23.10.01 p.28

Usagers des Eaux (AUE). L'AUE regroupe tous les paysans membres ou non qui emploient les canaux d'irrigation d'eau pour la culture.

Ce travail a un impact positif dans le domaine agricole grâce à la bonne gestion de l'eau, parce que la production agricole s'est améliorée quantitativement et qualitativement. La production du riz varie de 0,5 t/ha à 3,5t /ha .

La fabrication des composts intensifie l'hygiène dans les champs et les villages. En plus, nous avons remarqué à partir des nombreux ONG et projets œuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire tels que la SEECALINE et le NAC, rendent les gens plus attentifs à l'hygiène des aliments et à l'environnement. Tout ceci amène à l'amélioration du mode de vie de la population dans le domaine social, l'hygiène et la santé.

En plus cette amélioration du rendement agricole contribue un peu à la sécurité par la diminution des vols et récoltes sur pieds.

Et en ce qui concerne le domaine de l'élevage, même s'il y a l'existence des vaccinateurs villageois, l'inexistence des cabinets vétérinaires reste encore un facteur de blocage dans ce domaine. En plus, la majorité des paysans se cantonnent encore aux techniques de l'élevage traditionnel, leur faible ressource financière ne leur permet pas de s'acquérir des outils plus performants.

b-Les stratégies adoptées par rapport à la situation sociale des bénéficiaires

Malgré l'élaboration des différentes stratégies effectuées par le projet, dès le début de leurs actions dans le cadre de la sécurisation alimentaire, il est nécessaire de réviser les stratégies possibles pour atteindre les objectifs spécifiques. Ces stratégies devraient être les plus pertinentes et les plus opportunes par rapport à la situation sociale de ces bénéficiaires.

Pour améliorer ces prestations de services au niveau de la communauté locale, (surtout OP), ils essaient de rapprocher de près les bénéficiaires par le biais de la mise en place de techniciens agricoles disponibles pour toute la population.

Ces techniciens peuvent être à la disposition des paysans sans être rémunérés. Ils sont là pour apprendre et diffuser les nouvelles techniques en se rendant sur place. Ils

sont au nombre de 5 et chacun a sa propre spécialité (cultures maraîchères et vivrières à part le riz, l'élevage, la pisciculture et la rizipisciculture, l'essai de crévetticulture d'eau douce dans le site Mandritsara).

La présence de ces techniciens agricoles a satisfait la population, mais vu l'éparpillement du village (dispersion géographique), les bleds éloignés restent toujours les derniers et les plus délaissés (faute de carburant). Ils sont les premiers responsables de la technique moderne (culture et élevage).

c- Rapport entre buts et moyens dont disposent les bénéficiaires

La connaissance de ces moyens est un indice pour nous d'évaluer leur capacité de modifier leur environnement à partir de leurs efforts et possibilités personnels.

De même, on est conscient des objectifs spécifiques du FAO en collaboration avec le PSSA et ONG GAD.

L'enquête auprès des techniciens agricoles et des populations bénéficiaires nous a montré que si ces paysans suivent leurs conseils, les règlements internes, ils auront la chance de sortir de leur pauvreté.

En affirmant qu'à partir des formations et outils que les techniciens ont dispensés au niveau de l'OP, si les gens sont pauvres ou riches, les techniques agricoles sont destinées à tous les groupes et individus quel que soit leur niveau de vie. Le problème de ces paysans est généralement, le manque de confiance sur les techniques, par peur d'échec ; tout ceci les amène jusqu'à l'avarice (non achat des intrants : semences, pesticides,...). Cet esprit et cette angoisse permanente des paysans limitent leur possibilité de se développer dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la disette.

Le deuxième problème est l'exiguïté du terrain à cultiver. Les paysans de cette commune ne veulent pas se professionnaliser dans un domaine bien précis, mais ils ont essayé de faire toutes sortes de cultures avec leur faible superficie à cultiver en disant « ataotao kely eo daholo e » (on essaie de tout faire)

Les techniciens agricoles, à partir de leur différent calcul économique du rendement agricole affirment que les paysans qui s'investissent dans un domaine bien précis, par exemple, dans la production de tomate, ont un grand avantage, surtout dans le domaine

de la commercialisation. Ils ont la chance de trouver facilement des débouchés par rapport aux autres paysans.

Troisièmement, nous avons remarqué que la majorité des paysans veulent s'investir dans le domaine de l'élevage et dans d'autres activités génératrices de revenus à citer, la vannerie, la fabrication du charbon,...

Ceci témoigne qu'ils ne sont pas des propriétaires fonciers. Ce qui est étonnant, c'est que l'élevage nécessite plus de possibilités financières et à part cela, vu les différents risques et différentes maladies (peste porcine africaine, « barika »,...) qui se multiplient à Madagascar, ils persistent toujours à l'appliquer.

En plus, l'investissement dans le domaine de l'élevage nécessite (identification des races : porcins, bovidés, poules, noms des alevins, type de provende, etc...) un minimum de connaissances pratiques et théoriques. Nous pouvons dire que le domaine de l'agriculture correspond à leur niveau d'étude par rapport à cet autre domaine.

A partir des réalités observées sur terrain, nous pouvons conclure que le rapport entre « but et moyen » dans le domaine de l'élevage est loin d'être équilibré. L'objectif que les paysans espèrent atteindre dans le futur (proche ou lointain) est très difficile à réaliser.

d- Les attentes et les aspirations futures des paysans dans le cadre de la sécurisation alimentaire et dans les autres domaines tributaires

Les paysans dans la CR d'Anjepy pensent que le renforcement du programme de sécurisation alimentaire (quantité/qualité) durable sera possible à partir de la valorisation des ressources humaines.

Pour assurer la participation effective, le développement durable et équitable, les efforts nécessaires devraient être axés sur l'éducation.

A part l'éducation de base pour tous, ces paysans pensent que la création du centre de métiers ruraux destinés pour tous (formation des adultes, femmes et les jeunes) sera une bonne idée. Les domaines les plus appréciés seront l'agriculture et l'élevage,

y compris le mode de stockage, la commercialisation et la transformation et le mode de cuisson.

Ensuite, la sécurité alimentaire est évidemment liée aux dangers inhérents à la pauvreté. Il est pour cela clair que l'insécurité alimentaire est largement le produit de la pauvreté et que la lutte contre le sous-développement revient à lutter contre la faim. Ce sous-développement et la pauvreté étant, entre autres, une question de mentalité. Il s'agit de combattre les maux à ses racines en donnant aux enfants, adultes de demain de poursuivre leur scolarité de base et de se professionnaliser dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

Deuxièmement, promouvoir l'établissement des services de proximité satisfaisant la bonne gestion du grenier communautaire villageois ; l'adduction de l'eau potable pour ceux qui n'en ont pas, l'électrification, l'information et la communication pour que les gens puissent s'informer ; l'amélioration des pistes rurales pour être praticables même durant la période de pluies et enfin le renforcement du domaine sanitaire

Selon l'avis des paysans, la participation locale effective est impossible si la conception du développement intégré n'est pas suffisante.

2- Evolution de la transformation sociale sur terrain

a- Type de paysans motivés jusqu'à la fin du projet : (interaction entre style de vie et adoption des nouvelles techniques)

Les types de ménages qui ont réussi vraiment dans ce cadre de l'activité du projet sont a priori les groupes de paysans qui sont motivés jusqu'à la phase d'achèvement du projet.

A part les groupes de personnes ayant un niveau de vie aisée qui sont réellement les plus touchés et participent dans les activités du groupement, les groupes intermédiaires (groupes de personnes ayant le niveau de vie moyen) ont su profiter de l'occasion et des opportunités offertes par le projet/ONG. Ils sont les groupes des personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé par rapport aux autres. La majorité d'entre eux ont la chance de mettre les pieds dans un lycée. La taille de leur ménage est en moyenne de 6 personnes et la plupart de leurs enfants partent à l'école. Ils sont plus

intéressés par l'application des nouvelles techniques et ont le sens du goût de risque et de l'expérience. Un grand nombre d'entre eux pratiquent des activités secondaires plus rémunérées. Ils peuvent fréquenter et ont un travail stable durant la période de soudure dans la capitale.

Même s'ils n'ont pas encore les avantages escomptés pour l'amélioration de leur niveau de vie, ils sont déjà satisfaits des activités de l'ONG et du projet, en affirmant que le développement est un long chemin. Selon eux, il est impossible d'être adulte dans un ou deux ans, on est encore dans la phase de l'adolescence (phase d'essai et d'expérience pour acquérir des connaissances pour l'avenir). Malgré les situations actuelles, ils pensent tirer des avantages plus tard.

Leurs approches dans le cadre du développement restent fermes et il est impossible de concevoir des fondements solides d'un développement économique et social sans une véritable participation des bénéficiaires. Et ceci commence toujours par l'activité et l'effort personnel. C'est le seul moyen qui amène vers la réussite et l'efficacité. Ils sont parfois les leaders associés des gens riches et parfois toutes les idées prises dépendent de leurs avis personnels.

Les gens (bénéficiaires ou non bénéficiaires) les considèrent comme des groupes de profiteurs et exploitants qui veulent s'enrichir à partir des ignorances et de la pauvreté des autres.

Et en tant que sociologue, et à partir de la réalité sur terrain, nous pouvons dire qu'ils sont motivés parce que leurs concepts de « buts et moyens » sont équilibrés. Ils ont la possibilité de transformer leur environnement à partir de leur propre moyen. Et grâce à leur bagage intellectuel, ils ont la chance de s'adapter facilement au changement.

Pour plus de précision, on peut dire qu'il existe 4 catégories de paysans⁴¹ dans le milieu rural.

⁴¹ La classification est tirée de la prise de notes durant l'encadrement en 4^{ème} année du thème : « Population – Décentralisation – Environnement – Développement » de M. Le Professeur RAZAFINDRALAMBO, 2003.

- Les innovateurs sont généralement les grands propriétaires terriens. Ils n'hésitent pas à pratiquer les nouvelles techniques en employant les matériels les plus performants.

- La majorité précoce est constituée par les classes moyennes. Elle accepte facilement les nouvelles tendances à partir de leur propre moyen, c'est pourquoi ils ne se démotivent jamais.

- La majorité tardive : elle est généralement parmi les membres passifs, au niveau du groupement. Ils constituent les groupes des non-bénéficiaires ayant un niveau de vie moyen ou riche. Ils suivent l'évolution mais d'une façon lente.

- Enfin les traînants : ils sont constitués généralement par des paysans pauvres (bénéficiaires ou non). Ils hésitent longtemps, rejetant les idées nouvelles ou les techniques modernes.

b- Evolution des perceptions des paysans sur les enjeux de la sécurisation alimentaire à Madagascar.

L'évolution de la perception des paysans se mesure par l'approche des gens concernant le domaine de la sécurisation alimentaire. Dans le suivi évaluation effectué par l'ONG GAD, la qualité de l'évolution de perception des paysans et l'évolution du processus participatif ne figurent pas dans le corps du document, ni dans l'annexe.

D'après les entretiens effectués auprès des gens membres de groupements, ils ont bien saisi la théorie de base de la sécurisation alimentaire effectuée par le projet et ONG (les objectifs et les stratégies sont bien conçus)

Mais ces gens ont la sensation que ce domaine reste trop théorique, c'est une forme de développement qui n'est pas destinée aux gens pauvres (surtout les groupes les plus vulnérables).

En plus, la majorité a remarqué que la question de la sécurisation alimentaire dans le monde rural se base essentiellement sur le domaine purement technique (amélioration du rendement agricole et élevage), les besoins alimentaires ou l'autoconsommation se traduisent par la quantité. Cela ne tient pas compte, ni du choix, ni de la préférence alimentaire ; la transformation des aliments en énergie n'est pas encore évaluée.

c- Relation entre les autorités locales, les responsables et la vie associative

L'aspect relationnel (autorité locale/groupement / Responsable de l'ONG/ membres du groupement et projet et enfin la relation entre les membres du groupement/ groupement) n'est pas ressenti lors de l'autoévaluation effectuée par le groupement.

• Relation entre les autorités locales et groupements

D'après l'enquête et l'observation lors de notre passage sur terrain, nous pouvons dire que cette relation entre les autorités locales au niveau des villageois (chef quartier président du Fokontany, quartier mobile) est effectivement bonne. Il n'existe pas d'affrontement ou une hiérarchisation de responsabilité, c'est l'auto-responsabilité qui règne dans le fonctionnement de ces deux entités. L'activité du groupement est indépendante des activités de l'autorité au niveau du village.

• Relation du groupement/ autorités locales (maire, député, ...)

Elle n'est pas satisfaisante. Celle-ci se mesure à partir du passage des informations et des communications inter-personnelles, entre les deux entités.

Durant l'enquête nous avons pu rencontrer des groupements qui se sentent délaissés. Ils sont privés des informations supposées essentielles.

• Relation entre groupements et responsables de l'ONG

Tous les responsables de l'ONG/projet au niveau du groupement essaient de faire le maximum pour créer un environnement de confiance et de coopération entre les membres du groupement. Ils s'efforcent toujours d'être les plus compréhensifs pour savoir les besoins fondamentaux de ces bénéficiaires. Mais le problème se pose entre les « groupements et responsables du groupement : les responsables encouragent les groupements ayant les bonnes initiatives pour atteindre l'intérêt commun. Les autres groupements pensent que c'est une forme de partialité. Ils les ont considérés comme

un trafic d'influence. Et en cas d'insatisfaction de leurs demandes, les membres du groupement commencent à s'écarter des responsables.

- **Relations inter - groupements**

Chaque groupement a sa propre spécificité. Ceci est marqué par la composition des membres. Les relations laissent à désirer parce que chacun fait de son mieux pour se faire valoir auprès des ONG / Projets.

Parfois, les groupements se considèrent comme concurrents ou associations rivales dans une lutte amicale.

*e- Les Mesures d'accompagnement prises après la phase
d'achèvement du projet pour la pérennisation des activités dans la
société*

La première mesure d'accompagnement prise est d'ordre institutionnel. Malgré les quelques différends entre les groupements, les responsables incitent les groupements à se constituer en une organisation faîtière qui est celle de l'union du groupement au niveau local.

En fait, chaque union du groupement est instituée au niveau de la CR ayant pour objectif de s'unifier pour faciliter les activités ressemblant aux comptes de ses membres, l'intégration au sein d'une entité représentative comme le GTDR et la maison de l'agriculture à toutes les échelles. L'établissement d'une bibliothèque communautaire assure également la pérennisation de toutes les activités à tous les domaines de la vie sociale au cas où les paysans voudraient consacrer du temps à la lecture.

Enfin, l'incitation à l'élaboration du programme de travail annuel et des comptes prévisionnels au niveau de l'OP serait intéressant surtout pour le groupement ayant un nombre élevé d'instruits. Le but est d'élaborer des microprojets de développement, l'étude de faisabilité est plus rentable et plus proche de la réalité. Ils peuvent, dans ce cas, faire des analyses économiques concernant leurs activités.

Chapitre 3 : LES TENDANCES SUSCEPTIBLES DE GENERER LA POURSUITE NORMALE ET REGULIERE DES ACTIVITES DU PROJET ET DE L'ONG.

1- Les facteurs de blocage objectivement vérifiables qui menacent la poursuite normale et régulière des activités.

a- Esprit d'attentisme des paysans

La majorité des paysans pauvres à Madagascar reste toujours en "état providence". C'est un vrai problème de mentalité qui règne parce qu'ils ont l'habitude d'attendre des dons et des aides, généralement, pendant la période de soudure. Quand nous avons effectué l'enquête, nombreux pensent que nous sommes porteuses d'aides ou de vivres.

Les gens bénéficiaires ou non bénéficiaires ont généralement la même mentalité, surtout les plus démunis. Le cœur du problème est dans le fait que les pauvres vivent de l'agriculture de subsistance, dénués de terre et de moyens matériels, financiers et peu qualifiés. Ils vivent éloignés de l'économie du marché, plus précisément de l'économie monétaire. Ils sont convaincus que le seul moyen de sortir de la pauvreté c'est : passer par l'intermédiaire des autres, c'est à dire « l'aide de soutien, mais non pas l'aide d'urgence ». Ces gens là apprécient largement le programme HIMO.

Ce type d'action est un support à un projet de développement dans lequel les produits sont distribués aux travailleurs « vivres contre travail » en tant que rémunération salariale temporaire et partielle. En outre, cette action a un rôle stabilisateur des cas d'urgence. Mais le problème réside dans le fait qu'ils deviennent chômeurs, après la phase d'achèvement de l'activité. Pour palier à cela, ils abîment⁴² eux même, les travaux effectués.

⁴² Source : enquête auprès des responsables de l'ONG et du Projet.

Tout cela amène à dire que cet esprit d'attentisme est l'un des facteurs de blocage de tout projet de développement à Madagascar parce que dans tous les cas, les personnes se sentent dans l'impossibilité de modifier leur environnement « vivre au jour le jour », sans avoir une perspective d'avenir et ne cherchent pas la moindre idée pour s'en sortir. C'est la caractéristique des mentalités des « pauvres d'aujourd'hui ». On est pauvre, et on se contente de cette situation.

b- Faute d'esprit créatif et inventif des paysans

L'esprit créatif et inventif est considéré comme source d'idées nouvelles qui engendre l'enrichissement du capital comme garantie de survie de toute la population dans le monde. La plupart des Malgaches n'ont pas cet esprit inventif mais ils préfèrent imiter ce que les autres ont inventé ou faire une petite modification. En général, les paysans malgaches ont l'habitude de calquer sur les modèles occidentaux, sans comprendre les raisons de la création. Parfois, il y a des méthodes non adaptées à la réalité sur terrain (type de sol). Le manque d'esprit créatif et inventif des paysans se mesure aussi par le faible degré d'implication volontaire et totale dans les diverses activités du tout projet de développement. Toute stratégie de développement repose sur cette idée rationnelle, à partir des motivations personnelles à la réalisation du développement, venant de la propre initiative de la population elle-même.

Les Malgaches doivent faire l'effort de préserver leur identité, et en même temps, mélanger les différentes techniques venant de l'extérieur avec leur propre technique.

c- L'égoцентризм des paysans (Esprit du gagne petit)

Cet esprit d'égoцентризм⁴³ est un mode de pensée et aussi un facteur déterminant qui pousse et guide le comportement des paysans. C'est l'attitude de tout prendre en main et d'amasser le plus d'intérêt possible sans avoir pris en considération la présence des autres.

⁴³ Cette partie est inspirée de la leçon d'Anthropologie de développement, chapitre : « Concept de croissance et production », 3^{ème} année par le professeur. Jeanine RAMAMAMONJISOA et Guillaume.

Généralement, ce sont les personnes ayant des grandes responsabilités au niveau du groupement qui agissent ainsi. Ils ne détiennent plus la valeur propre du regroupement et n'ont aucune reconnaissance de l'existence des autres. Et en tant que responsables au niveau du groupement, ils portent l'idéologie dominante, en oubliant l'éthique de l'OP, et en prenant le groupement comme un moyen d'enrichissement personnel. Cette bassesse de mentalité amène à la destruction sociale. Cette situation poussée par l'attrance de l'argent devient source de tous les maux dans la société.

L'information est gardée en secret pour ne pas être partagée à tout le monde afin que l'intérêt soit personnel. L'enquête, auprès des responsables au niveau de l'ONG/Projet / membres du groupement et l'observation personnelle nous a montré cette situation que l'information reste seulement pour quelques groupes des personnes membres du bureau.

Elle entraîne la dégénérescence des mécanismes institutionnels et détruit la perspective de la reconstruction sociale.

d- Les poids respectifs de la culture et des traditions

*** Culture en tant qu'obstacle de la meilleure participation.**

Nombreux ménages « pauvres » et « riches » dépensent beaucoup trop d'argent pour les us et coutumes (par exemple : l'exhumation), pour respecter les ancêtres et aussi pour honorer tous les descendants. C'est aussi un moyen de réaffirmer leurs identités à partir des ces représentations symboliques.

Dans cette région, le « famadihana » se fait généralement presque tous les 07 à 10ans. Les ménages relativement pauvres préfèrent vendre des parcelles de terrains ou emprunter une grosse somme d'argent aux familles aisées pour ne pas faillir à cette tradition.

Deuxièmement, d'une manière générale, les traditions lignagères laissent encore une trace dans la mentalité et le comportement de nombreuses personnes dans cette région. Les groupes les plus démunis (sans terre et sans argent) ont toujours honte de s'intégrer dans les activités de la communauté par peur d'être exclus de la société.

Ils resteront toujours les serviteurs dévoués des grands propriétaires fonciers. Ces paysans riches les emploient généralement comme ouvriers agricoles. Les propriétaires fonciers s'enrichissent de la misère des autres. Les pauvres n'ont seulement que le moyen de survie. Ils ont peur d'affirmer leurs idées par souci de ne pas être entendus.

Toutes ces approches sont des idéologies anti-économiques et qui ralentissent encore le progrès de Madagascar.

*** Culture en tant que force de motivation :**

Les facteurs qui déclenchent ce comportement et la conduite de quelques groupes de personnes étaient l'aspiration profonde de rattacher à un statut social plus élevé. Cette perception et motivation caractérisent généralement les classes moyennes qui ne veulent pas être au même rang que « les pauvres ». Ils cherchent tous les moyens possibles pour améliorer leur niveau de vie et aussi pour se faire une place parmi les riches.

2- Analyse causale de la situation actuelle à Madagascar par rapport aux stratégies d'intervention du projet

a- La situation sociale actuelle prévalant dans le pays.

La politique du développement actuelle du pays risque fort de compliquer et de perturber le bon déroulement des activités de développement. La raison est simple : la hausse de tous les produits usuels est devenue brusquement insupportable. La majorité de la population a senti les mécanismes d'appauvrissement et d'exclusion des plus vulnérables.

Toutes les richesses ont été accaparées par un très petit nombre de gens, tandis que la majorité n'a cessé de s'appauvrir, de se ruiner, de s'embaucher au service d'autrui.

Cette situation démotive la plupart des paysans, surtout les pauvres. Tous ceux-ci ont un effet sur la participation effective aux actions de développement.

Malgré tout cela, les partenaires financiers restent sur terrain et encouragent toujours les gens pour mieux asseoir une large participation sociale.

b - Limites des actions de l'ONG et des projets

La société civile a pour fonction d'unifier sous un même concept diverses actions sociales qui prennent envergure dans un contexte de la lutte contre la pauvreté. Elle prend une forme de représentation sociale, avec des citoyens engagés dans cette action, en essayant de diminuer le pouvoir de l'Etat;

Comme nous avons déjà mentionné plus haut, leur activité a des limites, à savoir:

- primo, le décalage important entre les stratégies théoriques et la maîtrise de la réalité sociale sur terrain. Dans la majeure partie des cas, les engagements pris n'ont pas été concrétisés pour apporter des changements durables et à l'effort visant à éliminer la sous-alimentation et la pauvreté. Parfois, la théorie semble séduisante, vu leur nouveauté et leur modernité mais ne s'appliquent qu'à des univers imaginaires;

- secundo, des groupes de citoyens apparaissent parfois dérogeés aux règles démocratiques, à l'intérieur qu'il exige à l'extérieur. Soit par raison charismatique, de petites minorités prenant la rène du pouvoir au sein de ces groupements (ONG et projets). La constatation faite sur leurs activités de développement favorise généralement les notables et les groupes intermédiaires (population aisée, peu aisée, moyenne).

Dans ce cas, ils mettent en place le dynamique de production de "statu quo". Des phénomènes d'autoritarisme peuvent se développer au sein des petits groupes locaux, ainsi cette situation favorise l'existence d'une hiérarchie sociale flagrante.

- tertio, généralement l'intervention est donc localisée et n'arrive pas à couvrir le niveau national. Avec l'inégale répartition des encadrements dispensés sur tout le territoire, les zones bien desservies connaissent les systèmes de vulgarisation implantée, contrairement aux zones enclavées, éloignées de toutes nouveautés, expliquant ainsi le choix de notre champ d'intervention.

- quarto, parfois les activités des ONG et des projets contribuent à l'élévation du prestige des individus, sur terrain, qui ont de l'initiative. Leur place dans la société peut influencer également, en dépit des intentions des acteurs directs, amenant jusqu'au renforcement du pouvoir religieux, à mieux asseoir les partis politiques et la présence politique de certains pays partenaires (France, Chine, Vietnam, ...).

Enfin, les activités des ONG et des projets ne font qu'alléger des problèmes ponctuels de survie, avec des solutions temporaires, non durables. En fait, ils risquent fort de maintenir une stratégie à court terme.

Pour en conclure, les projets d'intervention de développement ont engendré des influences sporadiques, multisectorielles dans la logique d'un minimum de profit pour la collectivité décentralisée, entraînant l'inexistence d'une lutte radicale contre la pauvreté.

c- Perspectives d'avenir et recommandations

Actuellement, la sécurisation alimentaire joue un rôle crucial dans le cadre du développement économique, social et culturel. Dans cette optique, elle n'est pas seulement un problème d'ordre agricole et sanitaire grave mais aussi une des violations des Droits fondamentaux de l'Homme.

Le gouvernement en place, la société civile, la population tout entière devraient s'armer de patience pour identifier les mesures nécessaires et adéquates à une nette concrétisation de ce Droit à l'alimentation et dans le contexte de la sécurisation alimentaire. Cette réflexion rejoint d'une manière directe toutes questions relatives à la lutte contre la pauvreté, telles que:

- l'éducation, pour donner à tous les composants de la société la possibilité de réussir en améliorant le système éducatif relatif aux besoins et aux attentes du monde rural. Une campagne de formation culinaire doit être entreprise auprès de chaque ménage pour une nette amélioration du niveau de vie et aussi pour une modification des habitudes alimentaires. Cette séance doit tenir compte des aptitudes et des attitudes familiales quotidiennes, sans oublier les réalités sociales existantes (us et coutumes), comme nous venons d'analyser au cours de cette étude ;

- de plus, pour que l'éducation nutritionnelle aboutisse à des résultats tangibles et positifs, il convient de donner à ces paysans des travaux rémunérateurs ou la pratique de "Vivres contre travail" ou "Semences contre travail". La situation actuelle dans le milieu rural malgache laisse à penser qu'il est beaucoup intéressant de leur donner des semences que des vivres. Le nombre de journée qu'une personne peut passer au chantier est la quantité maximale de semences qu'elle pourra gagner; pour les paysans sans terres (rizière, terre à cultiver), le système de migration organisée, d'une manière efficace, est jusqu'alors la solution la mieux adaptée à la situation.

Il est à noter que dans le cadre de la sécurisation alimentaire, pour l'élévation du pouvoir d'achat, la création d'emplois stables et rémunérateurs est chose importante, surtout pour ceux qui ne peuvent pas s'investir dans l'agriculture et l'élevage. Donner à eux aussi la chance de se procurer d'un régime alimentaire adéquat, laissant de côté toutes formes d'exploitation abusive, mais mettant de mise une solution plus humaine et efficace :

- inciter la population à participer volontairement et activement aux efforts menés pour une transformation sociale progressive ;
- renforcer les connaissances et les compétences de la population pour une amélioration des aptitudes et du comportement, pour que tout un chacun puisse prendre en main sa destinée, c'est-à-dire: concevoir et élaborer lui-même un projet de développement né de ses aspirations, de ses attentes et de ses besoins ;
- faire comprendre à la population que le développement est un travail de longue haleine qui nécessite fermeté et ferveur, pour l'atteinte des objectifs définis.

Concernant les recommandations pour les projets et l'ONG de développement la principale en est de bien voir les réalités car toute sensibilisation, formation et intégration de nouvelles techniques devront toutes être fondées sur la connaissance des us et coutumes de la zone d'intervention. Il est impossible de modifier brusquement la mentalité de toute une population; mieux on réussirait si on essaie de comprendre les vécus et les expériences sociaux. Et pour que le changement souhaité se réalise, il faut accorder une attention particulière au rapport genre, en laissant de côté toutes formes d'inégalités fondées sur l'origine, l'argent et le savoir pour que les plus vulnérables puissent s'intégrer dans les actions communes à entreprendre. Aider toute la communauté à prendre en main sa destinée.

Enfin, les organisations ne doivent pas s'entretuer pour un même combat, car elles ont intérêt à travailler ensemble pour la réussite des projets, à s'entraider et la coordination des activités à mener, devront être prônées pour une lutte commune, car toutes actions devront se concrétiser pour le bien de tout un chacun. Il est évident que la synergie d'actions de toutes les organisations oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire est un moyen de surmonter ou d'atténuer ou même d'éliminer ce fléau qui ronge la Nation. Cette opération analytique et pratique est l'une des stratégies pour mieux comprendre les enjeux de ce grand problème, à la UNE de ce millénaire, pour se doter d'un projet commun efficace et rentable.

Cette stratégie pourrait être le fer de lance de la mise en place d'une véritable autonomie sur le plan social.

CONCLUSION

La sécurisation alimentaire reste jusqu'à maintenant un domaine complexe car de nombreux facteurs de blocage expliquent la lenteur de mise en œuvre des pratiques sur terrain.

La lutte de classes, l'ignorance, la pauvreté sous toutes ses formes figurent toujours au premier plan des débats, des séminaires et des sujets d'actualité, méritent alors une réflexion sociologique à ce problème, surtout dans le cadre de la contribution à la sécurisation alimentaire.

Les limites des activités des ONG et des projets marquées par l'entrave de la théorie sur la réalisation de développement sont une menace à la survie des couches les plus défavorisées. Cette population vulnérable, très remarquée par la non-participation aux activités et autres occupations au sein des projets se fragilise et voit son avenir se dégrader. Dans cette lutte de longue haleine, il faut primer les besoins, les attentes et les intérêts de toute une population pour l'amélioration de son cadre de vie.

Il est alors souhaitable que tous les organisations et projets menant le même combat travaillent de concert tout en collaborant avec toute la communauté sans discrimination aucune.

Donc améliorer le bien-être de la population, c'est lutté pour avoir un meilleur cadre de vie dans un proche avenir et dans le cadre de développement rapide et durable.

CONCLUSION GENERALE

Un pays prônant le développement rapide et durable, comme Madagascar, doit mener une lutte sans merci contre la sous-alimentation et la malnutrition permanente tant dans le milieu rural qu'urbaine.

Avant d'entamer la conclusion générale, il nous semble important de tracer rapidement le cadre conceptuel de ce travail de recherche. Nous avons opté "l'interactionnisme symbolique", une conception de la sociologie et de la psychologie sociale qui s'attache à la recherche sur terrain à partir de l'observation directe et l'interprétation du pragmatisme social. La base fondamentale du pragmatisme de l'analyse se focalise sur l'individu en tant qu'acteur social qui agit en fonction de ses intérêts et aussi conformément à un système de norme sociale et de valeur intériorisée. Dans ce cas là, la vie sociale est considérée comme un processus continu, à partir des activités individuelles associées à ses statuts et à ses rôles.

L'analyse, tout au long de cette recherche, se base donc sur l'interaction réciproque entre les individus, la notion d'identité, la place de rôle, le comportement de l'individu dans ses rapports avec ses semblables et enfin le groupe de référence. Sur cette même ligne d'idée, nous avons pris en considération le concept de "l'Habitus" de

P. Bourdieu pour expliquer la pauvreté, la passivité des gens pauvres, l'attachement aux méthodes culturelles traditionnelles et l'habitude alimentaire.

La question centrale de notre problématique s'interroge sur le: *pourquoi en dépit de tous les efforts, de toutes les actions déployées par ces organismes internationaux et associations, la plupart de ces programmes en cours ne semblent pas avoir les résultats escomptés ?*

L'amélioration alimentaire tant sur le plan quantitatif que qualitatif de la masse paysanne reste toujours une utopie..

Tout au long de cette étude, on a senti que l'insécurité alimentaire apparaît souvent sous de multiples facettes provoquant ainsi des conséquences néfastes dans la vie de toute une communauté.

Peut-on dire qu'il y a eu échec de la politique gouvernementale, si nous sommes encore dans cette situation après 25 ans de lutte, car de toute évidence, la cause primordiale de cette insécurité alimentaire est aussi le résultat de la pauvreté.

Cela se vérifie à Madagascar, car le problème alimentaire est considéré comme le premier indice de la manifestation de la pauvreté. C'est une forme de destruction dans tous les domaines: socio-économique, politique, juridique et culturel. Ainsi qu'actuellement, les politiciens utilisent le problème alimentaire comme une des stratégies de déstabilisation du régime en place.

Cette situation grave s'explique par le cercle vicieux de la non-participation et de la passivité de la population contrainte de vivre dans la misère.

Le problème porte avant tout sur l'immaturité du groupement paysan. Les participants au projet ne se font pas mutuellement confiance et seule une minorité s'intègre à toutes sortes d'activités. Malheureusement, ceux qui devraient s'y intéresser restent des spectateurs passifs et n'osent pas s'engager dans les compétitions sociales organisées.

De surcroît, leurs faibles bagages intellectuels ne leur permettent pas souvent d'agir au mieux de leurs intérêts et de ceux du groupe.

Donc, par l'intermédiaire des divers ONG et projets de développement, les dirigeants devraient résoudre sans tarder ce grave problème. Malheureusement, seules les classes, dites aisées, ont pu tirer avantages tant matériels, financiers qu'intellectuels pour participer à la lutte, contrairement aux classes les plus concernées qui ont toujours du mal à sortir du gouffre de la pauvreté.

Au point de vue sociologique, les actions entreprises n'apportent pas de changement significatif pour la masse populaire car la valorisation d'un groupe intermédiaire en favorisant le maintien du "Statu quo". Aussi, les transformations sociales sont-elles inaperçues et ne laissent-elles pas place qu'à une société stérile, en terme de mobilité sociale. Cette situation a essayé de camoufler la lutte des classes, de freiner le processus démocratique de développement et reste stérile en termes de mutation sociale.

Ensuite, les limites des activités des ONGs et des projets sont marquées par l'entrave entre la théorie et la performance réelle sur terrain. Les besoins, les attentes, les aspirations et même les avantages des groupes vulnérables ne sont pas satisfaisants. Et ceux-ci créent une menace au développement et à la survie des couches les plus défavorisées. Tous ces problèmes ont impact négatif dans le domaine de l'alimentation entraînant des conséquences défectueuses de génération en génération.

A partir de toutes ces grilles d'analyses, on peut dire que:

- la problématique de la sécurisation alimentaire porte avant tout sur la mentalité et les comportements de tous les acteurs concernés, à savoir: les citoyens, la société civile et les gouvernants.
- le problème alimentaire à Madagascar est un phénomène social, en ce sens que la recherche de la ration quotidienne représente une lutte sans merci.

Toutes les analyses et les recommandations sur le problème de sécurisation alimentaire peuvent devenir des outils importants à l'amélioration de cette malheureuse situation. Que les concernés soient conscients de leurs intérêts et qu'ils s'impliquent physiquement et socialement dans les actions qui concourent à l'amélioration de leur condition de vie.

Pour conclure, toutes les actions menées pour la sécurisation alimentaire consistent donc à donner à tout le monde un accès facile aux résolutions des problèmes alimentaires.

Remplir aussi les conditions auxquelles chaque ménage puisse accumuler des services, tels que stockage des produits, épargne, utilisation des moyens performants de production, pratique des nouvelles technologies simples et disponibles sur place.

Aussi, pour la diminution ou même pour l'éradication de ce fléau, surtout pour le cas des groupes vulnérables, une formation de base et une formation professionnelle ne s'avèrent-elles pas indispensables. Les personnes instruites sont plus confiantes en elles-mêmes et osent s'exprimer quant au projet de société.

L'éducation contribue largement à la reconstruction de l'identité de chaque individu afin qu'il puisse agir réciproquement envers ces semblables, à partir de son statut et de son rôle pour atteindre ses objectifs. Elle peut aussi améliorer la sécurisation culturelle de toute une communauté car elle est liée étroitement au développement du savoir-faire et du savoir-être, facteur modificateur de la perception de la vie.

En plus, les paysans doivent être solidaires, élargir leur groupement et faire passer le bien commun avant l'intérêt personnel. Ils doivent laisser de côté la ségrégation sociale, la lutte des classes, tout en acceptant que chacun ait une capacité de reconstruire son avenir.

Aussi, vulgariser l'éducation nutritionnelle en tenant compte de la qualité et de la stabilité des aliments à consommer en tant que composante essentielle de la sécurisation

alimentaire serait-il souhaitable. Car nous sommes convaincus que la lutte contre la pauvreté est conjointement liée à la lutte contre la faim.

Pour les cas des ONG(s), projets et gouvernement, ils doivent exécuter leurs actions à partir des initiatives locales et de la lecture sociologique de la réalité sociale. En plus, ils doivent tenir compte de leur optique pour la transformation des structures sociales, plus particulièrement pour les cas de démunis pour qu'ils aient plus de chance de vivre mieux.

Aussi, ils devront mettre un accent particulier sur l'espoir de résoudre la situation en pensant que ces différentes actions entreprises sont des actes de soutien provisoire mais n'ont pas des actes de charité et de pitié.

Pour conclure, cette présente recherche vise à donner des informations pertinentes et récentes dans le domaine de la sécurisation alimentaire dans les zones rurales à Madagascar.

Et il est à préciser que les arguments exposés ici ne doivent pas être interprétés comme un délaissement du domaine technique et agricole, mais un appel lancé pour instaurer une étroite collaboration entre les techniques et la science sociale dans le cadre du développement.

Nous espérons éveiller l'intérêt de tout un chacun, à partir des paramètres actualisés pour enrichir les réflexions sur les grandes orientations du développement économique, social et surtout sur le sujet lié à la pauvreté et la faim.

L'objectif final de cette recherche est donc d'analyser la situation à partir des comportements des acteurs dans le but de suggérer des moyens réalistes, à partir des rôles sociaux⁴⁴, c'est à dire, tous les comportements et toutes les conduites d'une personne à l'intérieur du groupe capable de remplir pleinement un rôle donné tout en s'intégrant aux modes de comportements dominants, afin d'inciter tous les acteurs oeuvrant dans le domaine à écarter tous les obstacles et trouver les voies qui mènent à la réussite.

⁴⁴ Role social: c'est le comportement, la conduite d'une personne à l'intérieur d'un groupe. Le rôle se définit à la fonction de type de comportement social de quelqu'un en fonction des schèmes sociaux et culturelles d'un groupe comme un mode de réponse à l'attente des autres. *Linton* définit le rôle comme un aspect actif et dynamique du statut car il présente des comportements explicites. L'individu devient apte à remplir un rôle donné, en s'intégrant aux modes de comportements dominants.

Tiré de l'ouvrage de *Gilles Furréol, Dictionnaire de la sociologie*, édition Armand Collin, 315 p

Enfin, Il est à remarquer que ce document ne prétend pas répondre à tous les problèmes alimentaires à Madagascar. Néanmoins, il se veut, à l'instar des autres documents déjà produits apporter les plus nécessaires à partir des analyses sociologiques des comportements des acteurs dans le cadre de la lutte contre la faim.

A vrai dire, réduire la pauvreté, c'est investir activement et efficacement dans la mise en oeuvre de toutes activités de développement, telles que l'éducation, l'agriculture, la protection de l'environnement, la santé, le planning familial et surtout la lutte contre la corruption.

GLOSSAIRE

1. Interactionnisme symbolique: une analyse basée sur l'interaction, c'est-à-dire l'action réciproque entre les individus.

L'une qui touche du rapport entre le sujet individuel et le social (avec les notions de soi, d'identité, de rôle), une variante psychosociologique.

L'autre qui définit l'ordre social en terme d'interaction et d'acte de communication, variante proprement sociologique (H. BLUMMER).

Les trois principes de l'interactionnisme symbolique sont les suivants, selon H. BLUMMER:

- Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens que les choses ont pour eux;
- Ce sens est dérivé ou provient des interactions de chacun avec autrui;
- C'est un processus d'interprétation mise en œuvre par chacun dans le traitement des objets rencontrés que ce sens est manipulé et modifié.

2. Interaction sociale: c'est le comportement de l'individu lorsqu'il s'attache à des significations subjectives interprétables en tenir compte du comportement des autres acteurs. Etude de relation entre individu comme fondement dans le principe explicatif de la construction des groupes ou des institutions.

3. Immobilisme: Attitude de celui qui refuse systématiquement, toute innovation ou tout progrès.

4. Motivation: Ensemble des conduites internes. Facteurs déclenchant le comportement, les mécanismes par lesquels comptes de l'apparition, direction et terminaison des activités. Ce qui fait agir les individus et pousser la volonté, l'intégrité personnelle.

5. Ségrégation sociale: Action de mettre à part, de séparer d'un tout, d'une masse. Discrimination organisée, réglementée entre les groupes qui se sont fondée sur des critères autres que raciaux, mais à partir de l'âge, du sexe, du niveau de fortune, mœurs, religion.

6. Société civile: Les organisations civiles comprennent " les Organisations Non - Gouvernementales, les organisations populaires, les groupes de défenses de Droit de l'homme, les syndicats, les coopératives, les associations, les média, les groupes religieux, les établissements d'enseignements supérieurs et de recherche, les organisations des peuples.

7. Statu quo: Situation actuelle de chose. " Maintenir le statu quo ", c'est à dire rendre immobile, empêcher de se mouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- 1 **ALTHABE (G)** « Oppression et libéralisation dans l'imaginaire » , s. ed. MAESPERO, Paris , 1969
- 2 **BEAUD (M)** " L'art de la thèse", édition la découverte, s. l,198, 156p.
- 3 **BERT, ELIOT** " The liberalization of rice marketing in Madagascar", World Development, 1989,175p.
- 4 **CABANES** Les formes sociales de la production agricole dans la plaine d'Antananarivo" Cahier d'histoire juridique et politique 10/11,1975.
- 5 **CYRUINK (B)** " Un merveilleux malheur" édition Odile Jacob, Paris,1999
- 6 **DISAINE (B), GERARD (L), ANDRIAFAMANTANANTSOA (J)** " Concept du développement dans le contexte socio-culturel malgache" FNUAP ,1999
- 7 **DISSOU** "Pauvreté à Madagascar: défi public et stratégie des ménages",INSTAT,IMATEP,2000
- 8 **DOROSH, PAUL, HAGGBLADE, RAJEMISON,RALANTOARILOLONA, SMILER ET KENNETH** "Structure et facteur déterminants de la pauvreté à Madagascar" INSTAT, 1998.
- 9 **DROY, DUBOIS (J.L), RASOLOFO(P), ANDRIANJAKA (N. H)** "Femmes et pauvreté en milieu rural " INSTAT, IMATEP, Madagascar,2001
- 10 **DUBOST** " L' intervention psychosociologique", PUF, Paris,1987
- 11 **DURKHEIM (E)** "Les règles de la méthode sociologique", PUF, 1937, 103p.
- 12 **FURREOL (G),** "Dictionnaire de la Sociologie" édition Armand Collin, Paris 1991.
- 13 **HOGART (R)** " La culture des pauvres ", édition Minuit, Paris,1991.
- 14 **JOLLY (A)** " The rich and the poor and the wideness can they coexist? " Département de Biologie, Université de Princeton, 1989,72 p.
- 15 **LEBERT (J)** " Le drame du siècle, économie et humanisme", édition les ouvrières, 12 Avenue Sœur Rosalie, Paris 13, sd.
- 16 **LENINE** "Aux paysans pauvres" , édition du progrès, Moscou, 1978, 128p
- 17 **MAUSS (M)** " Art de la sociologie" in essai sociologie, Plon, 1901, 16 p.
- 18 **RAHARINARIVONIRINA (L)** " MADAGASCAR, étude historique", édition Nathan, sl , 1969, 177-223p.
- 19 **PAUGAN (S), CASTEL (R)** "L' exclusion et l' état de savoir", édition la découverte, Paris , 1996.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- 21 **AGABESSI, DOS SANTOS ET DAMON H)** "Manuel de nutrition Africaine", Tome1, Karthala, 1987, 307p.
- 22 **ARDOINO (J)** « Recherche Action et Formation, le travail de terrain », Pratique de formation par analyse, s.ed., Paris VIII - 1989
- 23 **BARBIER (R)** "La recherche action et son questionnement épistémologique" s.ed, Paris, 1992, 105p.
- 24 **BERGERON (G)** "FOOD SECURITY IN MADAGASCAR: A SITUATION ANALYSIS" ANTANANARIVO, USAID (2003-2008).
- 25 **DE CASTRO (J)** "Le livre noir de la faim, économie et humanisme", les éditions ouvrières, Paris - sd, 122p.
- 26 **DOSTIE (B), RANDRIAMAMONJY, JOSEE, RABENASOLO** "La filière manioc : amortisseur oublié des vulnérables", Antananarivo, INSTAT, 1999
- 27 **DOSTIE (B), RANDRIAMAMONJY, JOSEE,** "Saisonnalité de la consommation Alimentaire des ménages pauvres à Madagascar" Antananarivo, INSTAT, 2000.
- 28 **DROGOT** "Les pays de la faim", Collection le vif du sujet , édition Flammaron, Paris, 1960, 214 p.
- 29 **ESCALIER (J)** "Le devenir des nutriments", Biologie, Géologie, édition Nathan, Paris, 1988, 90p.
- 30 **HENNART (P)** "L'évolution permanente de l'état nutritionnel proto- énergétique de la population", s.ed, Paris, 147p.
- 31 **LAMARTINE** "La lutte contre la faim, 10 ans de coopération pour libérer le monde du besoin", 6eme édition, 1966, 199p.
- 32 **LAMBERT (J)** "Interprétation des indicateurs, les enfants en milieu tropical", s. d, Paris, 1989.
- 33 **LAPENU, MANFRED, RALISON,** "La consommation en calorie et l'état nutritionnel des ménages ruraux malgaches", Cahier de la recherche sur les politiques alimentaires num 15, Antananarivo, International Food Research Institutes et FOFIFA, 1998.
- 34 **MABILLE (F), BAUER (H), SAMUEL (A),** "Les ONG s sont elles crédibles?" Le journal de la paix, édition Harmattan, sl, 2002, 117p.
- 35 **MUCHERLLI** "L' interview du groupe, connaissance du problème, application du pratique", Librairie technique, application du pratique, Paris, 1970, 134 p.
- 36 **RASOLOFO (P), JOSEPH (A),** « Pauvreté et sécurité alimentaire », Besaf, UE, Madagascar, 2001.
- 37 **ROUBAUD (F)** "La question rizicole à Madagascar", économie de Madagascar, Antananarivo, num 37, 61p.

RAPPORTS ET ARTICLES PERIODIQUES

- 38 **ACP** "Magazine de la coopération au développement, Sécurité alimentaire", mars/ avril 2003, num 187, 22-62p.
- 39 **AGRO- ACTION -ALLEMANDE** "Projet intégré de sécurité alimentaire dans la région de Farafangana", Rapport semestriel, 2004, 34p.
- 40 **BANQUE MONDIALE** "Madagascar: un agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté", mémorandum économique, Washington, 1998.
- 41 **FAO**, "Monographie des produits de l'économie mondiale du riz", tendances et folies, 1992, 113p.
- 42 **FAO** "L'homme et la faim", sed , Rome, 1961, 2-25p.
- 43 **FAO** "La faim n'est pas encore vaincue", FAO, Rome, 1957, 90p.
- 44 **FAO** "Vulnérabilité et insécurité alimentaire dans les six provinces", FAO, Antananarivo, 1999.
- 45 **GAD** "Appui pour la mise en fonctionnement des OP mises en place dans les zones d'intervention du PSSA", Rapport final, Tome II, 23-10-01, 92p.
- 46 **INSTAT** "Enquête prioritaire auprès des ménages", 1996-2002, Antananarivo.
- 47 **INSTAT** "Enquête Nationale Démographique et Sanitaire", 1997-1999 Antananarivo.
- 48 **INSTAT** "Aperçu des campagnes malgaches" en 1996-2000. Résultat de l'enquête sur Antalaha-Sambava- Vakin' Ankaratra- Plaine Marovoay- Plaine côtière Mahafaly.
- 49 **INSTITUT MALGACHE DES TECHNIQUES DE PLANNIFICATION (IMATEP)** "Mobilité économique et pauvreté", étude de cas num 2, Antananarivo, 1998.
- 50 **NATIONS-UNIES** "Rapport sur la situation sociale dans le monde", 2003.
- 51 **NATIONS-UNIES** "La charte internationale des Droits de l' homme", Pacte relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, civiles et politiques, New York, 1998.
- 52 **PAM** "Aide alimentaire et développement: l' heure de changement", Antananarivo, 1999-2003.
- 53 **PNSAN** "Nutrition et sécurité alimentaire des enfants et des femmes à Madagascar", Antananarivo, 1997-99.
- 54 **PRIMATURE** "Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté", 2003
- 55 **PNUD** "Rapport National sur le Développement Humain", Madagascar, 1996-2002, Antananarivo.
- 56 **PNUD** "Evaluation de la pauvreté", Madagascar, 2002.
- 57 **UNION EUROPEENE** "Livre blanc sur la sécurité alimentaire", Commission des Europes, Bruxelles, janvier 2004, 44p.
- 58 **UNION EUROPEENE** "Aide alimentaire et développement" Madagascar, 2001 58p.
- 59 **UNDAF- CCA** "Bilan Commun de pays", Madagascar, juillet 2003.
- 60 **RAZAFINDRAKOTO, RANDRIANASOLO** "Appui à des projets pilotes de systèmes d' informations et cartographie sur l' insécurité et vulnérabilité dans des pays moins avancés." Etude de diagnostic, FAO, 2001.
- 61 **RESEAUX DES OBSERVATOIRES RURAUX, ROR**, " Les ménages ruraux durant les campagnes", cahier ROR num 01-02, 2000.

MEMOIRES ET THESE

- 62 **COQUELIN** "Poussière de vie", Thèse de doctorat en Sociologie, Paris V, Sorbonne, 2000
- 63 **KAZOUNINE** "Condition de vie et connaissance des mères sur la malnutrition des enfants". Mémoire de maîtrise en sociologie, Université d'Antananarivo, 1999-2000, 120p.
- 64 **RAJOMA** "Contribution à l' étude de stratégie paysanne face à la soudure alimentaire " Mémoire de maîtrise en sociologie, Université d'Antananarivo, 1999-2000.
- 65 **RAKOTO** "Contribution à l' étude de la malnutrition des enfants à Madagascar" , cas de Tsaratanana, Parc national Ranomafana et des enfants défavorisés à Ambomiandra- Antananarivo, DEA en Anthropologie Biologique, Faculté de Science, Université d'Antananarivo, 1999, 64p.

SOURCES D'INFORMATION SUPPLEMENTAIRES

World hunger year: [http:// www.world.hungeryear.org](http://www.world.hungeryear.org)

[http:// www.secondharvest.org](http://www.secondharvest.org)

Hunger Web Brown University: // [www.brown.edu/Departements/World hunger program](http://www.brown.edu/Departements/World%20hunger%20program).

Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

/:[http:// www.fao.org/es/ESN/nutrition/household.fr.stn.# top](http://www.fao.org/es/ESN/nutrition/household.fr.stn.#top).

Food Security: [http:// www.food security net,](http://www.foodsecurity.net/) / [ciifad. Cornell.edu](http://ciifad.cornell.edu)

Historique du problème alimentaire et la famine: [http:// www.educ21.com/famine.htm](http://www.educ21.com/famine.htm)

LISTES DES TABLEAUX ET DES GRAPHES

- 1** Etapes de la démarche
- 2** Répartition totale des enquêtés
- 3** Situation matrimoniale et composition des membres du ménage
- 4** Niveau d'instruction des parents
- 5** Repas type
- 6** Activité des parents
- 7** Etat sanitaire des enfants victimes
- 8** Identification générale de l'ONG et du Projet cible de l'enquête
- 9** Liste des groupements, date de création et ses composants

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ASERN	Association des organisations à l'Education et la Récupération Nutritionnelle
CR	Commune Rurale
CSB	Centre de Soins de Base
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GAD	Groupement d'Action pour le Développement
GTDR	Groupe de Travail pour le Développement Rural
INSTAT	Institut National de la Statistique
NAC	Nutrition Assise Communautaire
ONG	Organisation Non -Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNSAN	Programme National de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Produit de Première Nécessité
PSDR	Projet de Soutien au Développement Rural
PSSA	Projet de sécurisation Alimentaire
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
SEECALINE	Surveillance et Education des Ecoles et des Communautés en matière de l'Alimentation et de la Nutrition Elargie

ANNEXES

Questionnaires

Délimitation géographique de la Commune Rurale

d'Anjepy

Politique alimentaire d'hier et d'aujourd'hui

QUESTIONNAIRES

Partie I

Aspects socio culturels des enquêtés

a) Nom du groupement (pour les bénéficiaires)

Prénom Age Sexe
Situation matrimoniale
Niveau d'instruction

b) Nombre d'enfants à charge

âge de l'aîné niveau scolaire
âge du cadet
âge du benjamin
Taille de la famille
Nombre de pièces / lieu de cuisson

c) Enquête concernant la ration alimentaire

Aliment de base quantité
Aliment complémentaire
Aliment de base durant la période de soudure quantité
Repas type journalier et horaire des repas
Repas type durant les festivités
Le choix et la préférence alimentaire au sein du ménage
Répartition de la ration quotidienne
Premier responsable de la cuisson
Lieu d'approvisionnement
 journalier hebdomadaire
 mensuel temporaire autres
Type d'aliments achetés

d) Concept de satisfaction alimentaire et place de l'alimentation dans la vie quotidienne

Les restrictions d'ordre religieux et les raisons des interdictions

Les facteurs socio économiques

a) Activité de base et source de revenu

Activité secondaire
Revenu mensuel / annuel
Activité de la mère

Emploi du temps durant la journée

Activité rémunératrice

b) Les moyens dont disposent les paysans

Propriété foncière

Type de culture

Mode de spéculation

Elevage

Habitation

Destination finale de la production: Consommation / vente

c) *Sécurité au niveau du village et dans les champs*

d) *Stratégies de survie durant la période de soudure*

Autres facteurs supplémentaires

a) *Maladie fréquente au sein de la famille*

Enfants moins de 5 ans

Enfants moins de 12 ans

Jeunes

Adultes

b) *Mass média*

Existence ou non d'un poste radio / téléviseur

Type d'émission diffusée ou télévisée

Fréquentation de la bibliothèque villageoise: fréquence et durée de lecture

Types de livres - magazine - journaux et périodiques

c) *Hygiène*

Source d'eau potable pour la cuisson

Canaux d'évacuation des eaux usées

Utilisation des latrines

Evacuation des déchets ménagers

Partie II

A. Identification de l'ONG

a) *Généralité et historique du projet (création, approche générale, fonctionnement, objectif général, ...)*

b) *Raisons du choix du domaine d'intervention*

- Quelles sont les conditions exigées pour être éligibles auprès du ministère et des partenaires financiers ?
- D'après l'ONG, pourquoi la question de la sécurisation alimentaire fait-elle partie des problèmes prioritaires à Madagascar ?
- Quelle est la conception de la pauvreté, d'après l'ONG, en rapport à la sécurité alimentaire et, quelle proposition réelle a-t-elle avancé pour atténuer ou même éradiquer le problème ?
- Pourquoi l'ONG a décidé d'intervenir dans ce domaine ?
- Est-il seulement un problème à la mode, appuyé par un financement important de la part de certains bailleurs de fonds ? (fruit de l'opportunisme)
- L'ONG a-t-elle réalisé des activités pour aider un groupement ou une collectivité indépendamment d'intérêt matériels, financiers ou politique ?
- Est-ce que l'activité de l'ONG est tributaire d'autres types d'intervention ? (synergie d'action et projet intégré)

c) *Etude préalable effectuée avant l'intervention*

- Comment l'association a-t-elle été informée des différents problèmes liés à l'insécurité alimentaire ? (à tous les niveaux)
 - historique et problèmes actuels
- D'après vous, quels sont les indicateurs appropriés pour déterminer l'insécurité alimentaire ? Et à partir de ces indicateurs évoqués, est-ce que vous pensez que le problème est bien traité ?
- D'après l'ONG, quelles sont les causes profondes de l'insécurité alimentaire à Madagascar surtout, pouvez vous donner les problèmes en rapport avec les aspects sociaux (comportement, concept, genre, ...) ? Et est-ce que les aspects socio-culturels prédominent comme un des facteurs déterminants du problème de l'insécurité alimentaire à Madagascar ?
- Objectif : pour déterminer si l'ONG en question perçoit avec pertinence le problème existant dans son domaine d'intervention.
- Enfin, dans le domaine de la sécurisation alimentaire, quels sont les problèmes prioritaires à Madagascar actuels en définissant l'hierarchie des priorités ? Quels sont les indicateurs pour justifier cet ordre établi ?

d) Objectif de l'association

- Quels sont les objectifs spécifiques qui ont été définis au début de l'activité de l'ONG et pour quelles raisons ?
- Est-ce que ces objectifs ont connu des changements, au cours des actions entreprises par l'ONG ? Pourquoi ? Les changements ont-ils été restreints en fonction de l'expérience de l'association ou ont-ils augmenté ?
- ➔ pour mieux connaître les objectifs fixés par rapport à la réalité et les difficultés qu'ils ont rencontrées.
- Quels sont problèmes rencontrés à l'application de ces objectifs et quels sont les moyens entrepris pour surpasser ces problèmes ?

e) Capacité de l'ONG

- En terme de capacité, quels sont ses atouts en rapport avec la nature des interventions choisies ?
- Et quels sont ses problèmes ?
- En ce qui concerne les points faibles, quelles sont les actions pertinentes qui ont été menées pour renforcer ou améliorer leurs capacités concernant ce domaine et par quels moyens ?
 - compréhension des questions relatives à l'insécurité alimentaire
 - méthodes pour mobiliser les actions à mener sur les dimensions de la sécurisation alimentaire par rapport au développement.
 - pour enrichir le débat sur les enjeux et sur les urgences des actions à mener.
- Comment se situe l'ONG par rapport à d'autres ONG oeuvrant dans ce domaine ? Quelles ressources propres et capacité l'association possède-t-elle en plus par rapport à d'autres associations ou ONG qui pratiquent des interventions similaires ?
- ➔ pour savoir si l'ONG était capable de retenir ce genre d'intervention en matière de la sécurisation alimentaire et de développement

B. Stratégies d'intervention envers les populations bénéficiaires

a) Rapport entre stratégies et objectifs

- Au moment de la définition des objectifs de l'ONG, quel type de stratégie d'intervention a été adopté ?
- Quelles sont les difficultés pour l'ONG durant la définition de cette stratégie qu'elle considère vraiment appropriée pour une situation donnée ? Préciser la situation et préciser la stratégie éventuellement proposée ?
- Quels sont les ajustements effectués par l'ONG durant la définition de cette stratégie qu'elle considère vraiment appropriée en matière de la sécurisation alimentaire ?

b) Rapport entre stratégies d'intervention et ressources

- Est-ce que la stratégie d'action envisagée de mise en œuvre correspond vraiment à la ressource dont dispose l'ONG ou est-ce qu'elle exige d'autres ressources supplémentaires ?

c) Raison du choix de la stratégie d'intervention

- Quels sont les éléments indispensables à l'élaboration des stratégies?
- Est-ce que parmi les stratégies d'intervention choisies, il existe des stratégies imposées par les partenaires financiers ? Si oui, quels sont les effets d'une telle relation de travail dans le domaine social et dans le cadre de développement ?
- De quelle marge de manœuvre, dispose l'ONG ? A préciser à partir de l'expérience.
- Comment l'association envisage-t-elle dans l'avenir sa stratégie d'intervention ?

Compte tenu de l'évolution du rôle des bailleurs de fonds

Compte tenu de l'évolution du domaine d'intervention qu'elle a retenu.

Est-ce que la stratégie d'action est-elle adaptée à la réalité sociale ?
sur terrain ?

par rapport au groupe bénéficiaire (niveau d'instruction, CSP)

par rapport à la culture proprement dite.

Partie III

A. Les bénéficiaires de l'intervention

a) *Les vrais bénéficiaires de l'intervention*

- Dans les activités réalisées par l'ONG, qui ont été les bénéficiaires théoriquement ciblés ?
- Est - ce qu'il y a des critères bien déterminés pour choisir les populations cibles (profil social, structure par âge/sexe, au niveau d'instructions) ?
- Sur le plan pratique, qui sont vraiment les groupes bénéficiaires des actions menées par l'ONG ?
- Est - ce que les objectifs attendus par l'ONG sont clarifiés auprès de ces populations bénéficiaires ?

b) *Motivations des bénéficiaires*

- Quelles sont les motivations qui poussent ces bénéficiaires à adhérer à l'organisation paysanne ?
 - fruit d'opportunisme → force de l'argent
 - imposé auprès des paysans
 - motivé pour participer au développement

c) *Etudes des aspirations et attentes des bénéficiaires*

- Durant les diagnostics participatifs, quels genres de personnes participent le plus ?
- Pourquoi les autres restent-ils toujours éléments passifs durant la réunion et la prise de décision ?
- Quelle est la place de l'homme et la femme durant cette réunion ?
- Est-ce que les aspirations et ces attentes ont été prises en compte durant la pratique sur terrain ?
- Est-ce que les stratégies adoptées sont appropriées par rapport à la situation sociale de ces bénéficiaires ?
- Quels sont la place et le rôle des attitudes, attentes, aspiration des paysans dans le cadre de la réussite ?
- Quels ont été éventuellement les obstacles majeurs pour une meilleure participation des bénéficiaires ?

d) participation des bénéficiaires

- Comment les bénéficiaires ont-ils réellement participé à l'intervention menée par l'ONG ?
- Au terme des interventions, ces bénéficiaires sont-ils réellement touchés, concernés et ont participé aux activités des ONG ?
- Est-ce que les stratégies adoptées dans les zones d'intervention sont appropriées aux populations bénéficiaires ?

Rapport entre but et moyen dont disposent les bénéficiaires

- Quels sont les moyens dont-ils disposent ?
- Est-ce que ces atouts sont déjà connus avant l'arrivée de l'ONG ou reconnus après les sensibilisations ?
- Est-ce que ces bénéficiaires ont vraiment la capacité de modifier leur environnement ? Si non, pourquoi les populations bénéficiaires ne sont pas intégrées dans le cadre du développement ? Quels pourraient être les conséquences, objectifs de ces comportements ?
- Est-ce que les stratégies adoptées dans les zones d'intervention sont appropriées aux populations bénéficiaires ?

B. Participation sociale de ces bénéficiaires, groupement des paysans

a) Historique des groupements paysans

- création/Membres/Nombres

- Est-ce qu'il existe vraiment de groupement de paysans et comment se présente-t-il ?
- Qui sont les membres les plus actifs au début et à la fin du projet ? Les cercles des bénéficiaires ont-ils été agrandis ou diminués à la fin des interventions ?
- Cette participation sociale est-elle une méthode imposée par les autres partenaires à l'association ou est-elle une approche majeure retenue par les paysans eux-mêmes ?
- Quels ont été éventuellement, les obstacles majeurs à une participation des bénéficiaires ?
- Quelles sont les causes de l'insuffisance de la participation de la communauté locale ?

- D'après l'association, quelles actions pertinentes ont été menées par les individus pour améliorer la compréhension relative à l'insécurité alimentaire pour mobiliser la communauté aux actions menées en faveur de l'insécurité alimentaire ?
- ➔ pour enrichir la collaboration entre les associations paysannes;
- ➔ pour enrichir le débat sur les enjeux et les urgences des actions à mener sur la dimension de la sécurité alimentaire et le développement.

b) Ressources de l'association

- Quels sont les effets de ses ressources spécifiques à l'association sur le travail qu'elle a accompli jusqu'à maintenant ?
- L'insuffisance des ressources dont-elle dispose a été un handicap dans la réalisation de certaines tâches dans le passé ? Comment ?
- Quels sont les objectifs atteints par l'association ?
- Est-ce que l'amélioration qualitative des activités de l'ONG dépend- t-elle de certaines ressources bien définies ? Lesquelles ? Et pourquoi ?

c) Evolution de la réalité sociale

- Quel est le lien au niveau des activités effectuées sur terrain par l'association entre le caractère durable du développement et la prise en compte de la dimension alimentaire ?
- Les bénéficiaires ciblés sont-ils suffisamment conscients des enjeux de la sécurité alimentaire à Madagascar ?
- Comment a évolué la perception en milieu rural des problèmes alimentaires ?
- Comment s'articulent les transformations sociales des rapports sociaux après les différents changements apportés par le projet en question (vie associative/fokonolona par rapport à l'ordre pré-établi par la société ?

d) Interaction entre style de vie et nouvelles techniques

- Quel est le degré d'application de ces modèles théoriques à partir des réalités observées sur terrain ?
- Evolution des habitudes alimentaires
- Interaction entre profil social et pratique des nouvelles méthodes
- Quels sont les types de ménages qui réussissent dans la mise en œuvre du projet ? (typologie, stratégies adoptées, stratégies adoptées face à la situation actuelle ?
- Est-ce que les bénéficiaires ont bien perçu ces effets ?

- Est-ce que les effets observés correspondent aux attentes de l'association, de ses partenaires et des bénéficiaires ?
- Les interventions réalisées ont-elles généré des impacts significatifs qui sont satisfaisants pour l'association, pour le projet et pour les bénéficiaires? Lesquels?
- Comment l'association envisage-t-elle l'amélioration des impacts de ses interventions au plan socio-économique (en fonction de ses expériences qu'elle a acquises) ? Tient-elle compte également des autres interventions dans d'autres domaines susceptibles d'être réalisées à moyen terme ?

e) Rapport entre projet intégré et développement

- Y a-t-il eu une interférence entre les actions menées en faveur de la sécurisation alimentaire et les autres actions en matière de développement ?
actions en faveur de la sécurisation alimentaire et en faveur de l'éducation scolaire;
actions en faveur de la sécurisation alimentaire et de la santé;
actions en faveur de développement agricole;
actions en faveur de l'amélioration de bien être social
actions en faveur de la protection environnementale.

La stratégie qui a été mise en œuvre dans un domaine bien précis a-t-elle eu des impacts sur les autres dimensions du développement ?

Les bénéficiaires sont-ils conscients de la relation entre le projet, la stratégie liée au projet, les effets et les impacts dans d'autres domaines du développement découlant des résultats obtenus ?

L'ONG et l'association paysanne ont-ils sollicité d'autres intervenants en matière du développement pour mieux insérer les actions qu'elle défend dans le processus de développement ? Quand et dans quelles conditions?

Est-ce que l'ONG peut espérer dans l'avenir à Madagascar contribuer véritablement à la conception de projet de société ou projet de développement spécifique ? Quelles sont les conditions à réunir ? Quelles sont les difficultés à surmonter ?

C. Impacts de la stratégie d'intervention de mise en œuvre adoptée par l'ONG auprès des populations bénéficiaires

a) Rapport entre stratégie d'intervention et activités réalisées sur terrain

- A partir des faits précis tirés de l'expérience de l'ONG, quels ont été les effets tangibles (négatifs et/ou positifs qui ont pu découler de la stratégie d'intervention appliquée sur terrain ?
- Quels sont les indicateurs (de réussite et d'échec) utilisés pour mesurer ces effets ?
- Quels sont les facteurs de réussite et les facteurs de déblocage de l'ONG en oeuvrant dans ce domaine de l'amélioration alimentaire ?
- Cette stratégie d'intervention a-t-elle fait l'objet d'une évolution ? Comment l'association a-t-elle pu tirer bénéfice à un tel travail ?

b) Rapport entre culture et stratégie d'intervention

- Sur le plan culturel, quels sont les faits qui facilitent la participation sociale?
→ Culture en tant que force de motivation
- Quels sont les faits qui font obstacles à une meilleure participation sociale?
→ Culture en tant que facteur de blocage
- Est-ce que les nouvelles méthodes culinaires et les techniques agricoles proposées sont-elles adaptées aux normes et valeurs prédéfinis par la société malgache (locale) ?

c) Rapport entre stratégie d'intervention et pauvreté

- Sur le plan économique, la situation de pauvreté des bénéficiaires facilite-t-elle ou gêne-t-elle la participation de la population ? Pourquoi ?
- Est-ce que cette participation sociale constitue un souci majeur de l'ONG dans le cadre d'actions en rapport au développement ?
- Quelles ont été les stratégies volontairement définies pour mesurer et bien gérer la participation sociale ?

d) Effet de stratégie d'intervention sur l'image de l'ONG

- A l'issue de son expérience passée, l'ONG a-t-elle senti le besoin de modifier sa stratégie d'intervention sur le terrain ?

- L'ONG peut-elle prétendre que les groupes bénéficiaires ont été satisfaits des actions entreprises en leur faveur ? Comment ? Pour quelles raisons ?
- L'association a-t-elle pu faire du lobbying sur ses objectifs en matière de développement auprès des groupes bénéficiaires éventuels, auprès de ces partenaires financiers, auprès des responsables locaux et d'autres membres des sociétés civiles existants sur le terrain ?
- Selon les bénéficiaires et la communauté locale, l'approche adoptée durant les interventions est-elle trop théorique, pourquoi ? ou très pratique, comment ? Pourquoi ?

e) Mesures d'accompagnement/opportunités/Menaces

- Quels sont les impacts des mesures prises après la phase d'achèvement du projet pour la pérennisation des activités au niveau de la société ?
- L'ONG perçoit-il dans son environnement des tendances susceptibles de la gêner dans la poursuite normale et régulière de ses activités ?
- La pratique de développement actuel du pays est-elle favorable à un renforcement du rôle de l'ONG dans les activités de développement ? Justifier la réponse.
- L'activité de l'ONG est-elle bien perçue par les groupes non bénéficiaires et les différents responsables des actions de développement ?
- Les opportunités diverses rencontrées par l'association ont-elles eu des effets sur leurs activités sectorielles dans le cadre d'une approche de développement qui se veut plus participative ?
- Quelles sont les opportunités offertes par les agences de financement, par le pouvoir public et par les bénéficiaires pour valoriser le rôle de l'ONG et l'association paysanne dans le cadre de la sécurisation alimentaire et les actions de développement ?
- D'après toutes ces opportunités rencontrées, quels sont les profits tirés par l'ONG et quelles ont été les réorientations en terme de stratégies prises par l'association pour mieux définir ses actions ?

DELIMITATION GEOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE RURALE D'ANJEPY

La Commune Rurale (CR) d'Anjepy se situe dans l'axe de la route d'Intérêt Provincial N° 64. Cette commune se trouve à 38,5 km de la capitale (province autonome d'Antananarivo), elle fait partie du district de Manjakandriana.

La commune est subdivisée en 12 quartiers dont :

- Ambodivona, avec une superficie de 03Km².
- Ambohibary (3,5 Km²) , un quartier soit disant le plus moderne, là où s'installe le quartier général du grand projet et l' habitation du notable du village.
- Anjepy, avec une superficie de 3,25 Km² où se trouve le bureau de la commune, de la gendarmerie, le centre de soins de base, le marché, l'école publique et privée (primaire et secondaire).
- Anjozoro, est le quartier le plus vaste avec 07km², mais elle est classée parmi les plus éloignée par rapport à la commune (à 05km) après le quartier de Soamalaza, avec une superficie de 04 km² situant à 10 Km d'Anjepy.
- Antaninananarivo kely avec une superficie de 03,5 km²
- Antanetibe Nord/sud au total 06,5km².
- Manakavaly où se trouve le centre de soins des lépreux qui se situe sur la montagne avec une superficie de 4,7km² .
- Miarina et Tsarahonenana d'une superficie de 09km² au total.

Le tout forme un espace de 48,82 km² pour 621.5 habitants, avec une densité de 127,30hab/ km

Le cadre spatial est formé par des plaines, des cuvettes entourées de grandes montagnes reboisées de type artificiel de 58 %.

La C.R d'Anjepy est entourée par la C.R d'Ambatomena et d'Ambohitseho Nord. Au sud par la CR de Sambaina et la CR de Carion, à l'Est par la CR de Ranovao et d'Ambohibary).

Sambaina, à l'Ouest, la Commune Rurale d'Ambanitsena et au nord ouest la commune rurale d'Anjoma Betoho.

La Politique Alimentaire d'hier et d'aujourd'hui

		Ancienne politique alimentaire	Nouvelle politique Alimentaire
1.	Population	Essentiellement rural, chose pratique dans les pays pauvres	Essentiellement urbaine
2.	Emplois ruraux	Essentiellement agricoles	Essentiellement non agricoles
3.	Emploi dans le secteur alimentaire	Essentiellement dans la production de denrées alimentaires et la commercialisation primaire	Essentiellement dans la fabrication de produits alimentaires et la vente au détail
4.	Acteurs de la chaîne alimentaire	Négociants de semences	Entreprise de production alimentaire
5.	Chaîne de l'offre	Courtes (sur quelques kilomètres de distance)	Longues (sur des milliers de kilomètres de distance)
6.	Préparation des repas	Essentiellement cuisinés dans les foyers	Proportion élevée de repas préparés ou pris à l'extérieur (restaurants)
7.	Nourriture habituelle	Articles de base, sans marques	Produits transformés, avec marques
8.	Emballages	Peu importants	Très importants
9.	Lieux d'achats	Etals, magasins ou marchés locaux	Supermarchés
10.	Problème de sécurité alimentaire	Intoxication des ouvriers agricoles aux pesticides Toxines dues à des mauvaises conditions de stockage	Présence de résidus de pesticides dans l'alimentation Frelatage Problèmes de biosécurité des produits transformés (salmonelles, listériose)
11.	Problèmes de nutrition	Sous-alimentation	Maladies chroniques d'origine alimentaire (obésité, maladies cardio-vasculaires, diabète)
12.	Equilibre alimentaire	Micronutriments	Alimentation trop riche en lipides et en glucides
13.	Insécurité alimentaire	Paysans	Habitants pauvres des villes et des campagnes
14.	Principales sources de pénurie alimentaire à l'échelle nationale	Rareté des précipitations ou autres problèmes se répercutant sur la production	Prix sur les marchés internationaux et autres problèmes de nature commerciale
15.	Principales sources de pénurie alimentaire dans les ménages	Rareté des précipitations ou autres problèmes se répercutant sur la production	Absence de sources de revenus
16.	Remèdes à la pénurie alimentaire dans les ménages	Filets de sécurité, aide alimentaire d'urgence	Protection sociale, transfert de revenus
17.	Lieux de définition de la politique alimentaire	Ministères de l'Agriculture, de l'Aide d'urgence, de la Santé	Ministère du Commerce et de l'Industrie, de la Consommation
18.	Orientation de la politique alimentaire	Agronomie, réforme des organismes semi-publics, compléments alimentaires, travail contre nourriture	Maximisation de la rentabilité de la chaîne de valorisation, industrialisation du secteur de la vente au détail, marchés à terme, gestion des déchets, publicité, éducation à la santé
19.	Principales institutions internationales	FAO, PAM, UNICEF, OMS, GCRAI	FAO, ONUDI, OIT, OMS, OMC

TABLE DES MATIERES

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE DES RURAUX A MADAGASCAR.

Cas de la commune rurale d'Anjepy.

Titres et contenus	Page
- Dédicace	I
- Remerciements	II
- Sommaire	III
INTRODUCTION	
- Aperçu général et historique du problème alimentaire (contexte international, national, régional et local)	
- Aperçu général et historique, évolution des projets et des ONG(s) oeuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire	
- Problématique de la sécurisation alimentaire à Madagascar ...	
PARTIE I CONCEPT GENERAL CONCERNANT LE DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.	
Introduction	
<u>Chapitre 1 : Présentation générale de l'étude</u>	
1- Méthodologie de la recherche	
<i>a- Etapes de la démarche</i>	
<i>b- Echantillonnage et identification des enquêtés</i>	
<i>c- Méthode d'investigation des données sur terrain</i>	
<i>d- Intérêt et limite de la recherche</i>	
<i>e- Monographie de la commune rurale d'Anjepy</i>	
2- Essai de définition des concepts usuels	
<i>a- Essai de définition de la sécurité alimentaire</i>	
<i>b- Concept de la notion de la sécurisation alimentaire selon les techniciens agricoles et les nutritionnistes</i>	

- c- Concept de la satisfaction alimentaire au niveau du ménage.....
- d- Place de l'alimentation dans la vie quotidienne.....
- e- Pauvreté.....**

Chapitre 2 : Les facteurs qui entraînent l'insécurité alimentaire

1- Aspects sociaux - culturels des ménages victimes.....

- a- Situation matrimoniale et composition des membres du ménage.....
- b- Niveau d'instruction des parents.....
- c- Habitude alimentaire (choix et préférence alimentaire)....
- d- Les restrictions d'ordre religieux
- e- Mode de cuisson et ration alimentaire (hygiène, variance et fraîcheur, horaire des repas).....

2- Les facteurs socio-économiques

- a- Activités des parents et source de revenu.....
- b- Fluctuation et hausse du prix sur le marché des aliments de base et des produits de première nécessité.....
- c- Problème foncier et exigüité des terrains cultivés.....
- d- Autres facteurs supplémentaires (insécurité, cyclone, ...).

Chapitre 3 : Interprétation des résultats

1- Les conséquences néfastes de l'insécurité dans la société.....

- a- Etat sanitaire des enfants et adultes victimes.....
- b- Conséquences néfastes sur l'éducation.....
- c- Conséquences néfastes de la malnutrition et de la sous alimentation sur la production
- d- Population facile à manipuler.....

	<p>2- Impacts socio-économiques dus à l'insécurité alimentaire.....</p> <p><i>a- Endettement et dévalorisation sociale.....</i></p> <p><i>b- Bouleversement de la structure sociale vers la tendance à l'individualisme.....</i></p> <p>c- Explosion de la famille nucléaire et abandon de famille.....</p> <p>.....</p> <p>Conclusion.....</p> <p>...</p>
PARTIE II :	<p>ETAT DE LIEUX CONCERNANT L'ONG ET LE PROJET OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE</p> <p>Introduction</p> <p>.....</p>
<u>Chapitre 1 :</u>	<p>Identification générale</p> <p>1- Identification générale de l'ONG et des projets œuvrant dans le domaine de la sécurisation alimentaire à Anjepy.....</p> <p>.....</p> <p><i>a- Approche générale et historique du projet et ONG.....</i></p> <p><i>b- Objectif fixé par le projet par rapport à la réalité.....</i></p> <p><i>c- Aperçu général sur les stratégies d'intervention.....</i></p> <p><i>d- Différentes types d'ONG et projets existants pour la sécurisation alimentaire dans la région d'Anjepy.....</i></p>
<u>Chapitre 2 :</u>	<p>Identification de la raison du choix du domaine d'intervention.....</p> <p>1- Etude préalable effectuée avant l'intervention sur terrain.....</p>

- a- Conception de la pauvreté à Madagascar.....
- b- Raison du choix du domaine d'intervention.....
- c- Diagnostic participatif et étude des contraintes sur terrain.....

.....

2- Les capacités des ONG et des projets

.....

- a- Capacité et atouts des interventions choisies.....
- b- Problèmes rencontrés dans l'application de ces objectifs.....
- c- Actions pertinentes pour surpasser ces problèmes.....

Chapitre 3 : Les stratégies d'intervention envers les populations bénéficiaires.....

.....

1- Les bénéficiaires de l'intervention.....

- a- Les bénéficiaires théoriquement ciblés.....
- b- Les vrais bénéficiaires sur le plan pratique.....
- c- Les groupements de paysans : organisation paysanne.....
- d- Les atouts et les moyens dont disposent les bénéficiaires.....

2- Rapport entre stratégies d'intervention et objectifs envers les bénéficiaires

.....

*a- Raisons des types et du choix des stratégies
d'intervention.....*

*b- Le mode de gestion interne appliquée au niveau du
groupement « le système
revolving ».....*

*c- Rapport entre stratégies d'intervention et
ressources.....*

*d- Intégration dans le chambre de
l'agriculture.....*

Conclusion

.....

**PARTIE III : IMPACT DE LA PERFORMANCE REELLE DE L'ONG ET
PROJET PAR RAPPORT AUX ATTENTES DES
BENEFICIAIRES.**

Introduction

**Chapitre
1 :**

**Place des motivations, aspirations et attentes des
bénéficiaires.....**

**1- Les motivations des
bénéficiaires.....**

*a- Organisation forcée des paysans pour bénéficier du
financement (fruit
d'opportunisme).....*

*b-. Motivation pour être acteur du
développement.....*

*c- Motivation incitée par la réussite des groupements
fonctionnels*

*d- Approche des non – bénéficiaires concernant la vision du
groupement.....
.....*

2- Eléments actifs durant le diagnostic et l'évaluation participative	75
<i>a- Les caractéristiques des personnes les plus actives durant la réunion.....</i>	75
.....	76
.....	77
<i>b- La participation féminine et la prise de décision</i>	
.....	78
<i>c- Les obstacles constatés</i>	
.....	
<i>d- Les poids des attentes et des aspirations dans le cadre de l'efficacité de l'ONG.....</i>	
<u>Chapitre 2 :</u> Etude des aspirations et des attentes des bénéficiaires	79
.....	
1- Faisabilité de la demande des bénéficiaires sur terrain	79
<i>a- Réalisation et prise en compte des décisions</i>	
.....	81
<i>b- Les stratégies adoptées par rapport à la situation sociale des bénéficiaires.....</i>	82
.....	
<i>c- Rapport entre buts et moyens dont disposent les bénéficiaires.....</i>	
.....	
<i>d- Les attentes et les aspirations futures des paysans dans le cadre de la sécurisation alimentaire et dans les autres domaines tributaires</i>	
.....	83

2- Evolution de la transformation sociale sur terrain.....	84
<i>a- Types de paysans motivés jusqu'à la fin du projet (interaction entre style de vie et adoption des nouvelles techniques).....</i>	<i>84 86</i>
<i>b- Evolution des perceptions des paysans sur les enjeux de la sécurisation alimentaire à Madagascar.....</i>	<i>87</i>
<i>c- Relation entre les autorités locales, les responsables et la vie associative.....</i>	<i>88</i>
<i>d- Les mesures d'accompagnement prises après la phase d'achèvement du projet pour la pérennisation des activités dans la société.....</i>	

<u>Chapitre 3 :</u> Les tendances susceptibles de gêner la poursuite normale et régulière des activités du projet et de l'ONG	89
1- Les facteurs de blocage objectivement vérifiables qui menacent la poursuite normale et régulière des activités.....	89
<i>a- Esprit d'attentisme des paysans.....</i>	90
<i>b- Faute d'esprit créatif et inventif des paysans.....</i>	91
<i>c- L'égoïsme des paysans (Esprit du gagne-petit).....</i>	
<i>d- Les poids respectifs de la culture et des traditions.....</i>	
2- Analyse causale de la situation actuelle à Madagascar par rapport aux stratégies d'intervention du projet.....	92
<i>a- La situation sociale actuelle prévalant dans le pays.....</i>	94
<i>b- Limites des actions des ONGs et des projets.....</i>	96
<i>c- Perspectives d'avenir et recommandations.....</i>	
Conclusion	
CONCLUSION GENERALE	98
GLOSSAIRE	104
BIBLIOGRAPHIE	105
ANNEXES	

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHS	
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	
TABLE DES MATIERES	
RESUME	